

# AFRIQUE

et développement

# AFRICA

development

VOL. VI - No. 4, 1981



**CODESRIA**

*Editor – Rédacteur en Chef*  
Abdalla S. Bujra

*Assistant Editors – Rédacteurs en Chef Adjoints.*  
C. Atta-Mills, Thandika Mkandawire

*Publication Assistant – Assistant de Publication*  
Abdoul A. Ly.

*Book Review Editors – Responsables de critique des livres*  
A. Mohiddin (Anglophone Africa)  
B. Founou Tchigoua (Francophone Africa)

*Advisory Editorial Board*

*– Comité Consultatif de la Rédaction*

Samir Amin  
Mokhtar Diouf  
Peter Anyang Nyong'o  
Jacques Pegatienan Hiey  
Fredj Stambouli

Abdellatif Benachenhou  
Llunga Llunkamba  
Claude Ake

*Editorial Office – Bureau d'Édition.*

**COUNCIL FOR THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL  
RESEARCH IN AFRICA**

**CONSEIL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ECONO-  
MIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE**

*Adress – Adresse*

B.P 3304  
Rue F X Leon G. Damas  
Fann Résidence  
DAKAR – SENEGAL.

*Phone No – No Tel.*  
*Telex No – No Telex*

23 - 02 - 11  
3339 CODES SG

CODESRIA acknowledges the support of number of African Governments, the Friedrich – Ebert Stiftung, SAREC and IDRC in the publication of this journal.

Le CODESRIA exprime sa gratitude aux Gouvernements Africains, à la fondation Friedrich – Ebert, à la SAREC et au CRDI pour leur contribution à la publication de ce journal.

**AFRICA DEVELOPMENT**  
**AFRIQUE ET DEVELOPPEMENT**

A QUARTELY JOURNAL OF THE COUNCIL  
FOR THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC AND  
SOCIAL RESEARCH IN AFRICA

REVUE TRIMESTRIELLE DU CONSEIL POUR  
LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE  
ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

**VOL. VI — No. 4, 1981**

Octobre - Décembre 1981

October - December 1981

*Edited by*

Abdalla S. BUJRA

C.O.D.E.S.R.I.A.



## CONTENTS – SOMMAIRE

**Yves JORLIN**

Les Perspectives de Développement de l'Industrie Sidérurgique en Afrique.5

**Fassil G. KIROS**

What is in a New International Economic Order for the  
Least Developed Countries of Africa? 16

**Alamumbul SHANKAMA**

Inga et l'Avenir Industriel du Zaïre 35

**Aaron T. GANA**

Trade and Development: Classical Theory, Contemporary Reality –  
With Special Reference to Mozambique 54

**P. HEINECKE**

«Administration in Developing Countries»: Riggs Revisited 73

**Steven A. NKOM**

Integrated Rural Development and the Marginalization  
of the Peasantry in Nigeria 82

*DOCUMENT*

**A. BENACHENHOU**

Cancun: Doctrines et Résultats 94

*BOOK REVIEWS / REVUE DES LIVRES*

**Horace CAMPBELL**

D. Wadada Nabudere, Imperialism and Revolution in Uganda 111

**Assidon (Elsa), Dekhli (Karina), Jacquemot (Pierre), Raffinot (M. Michel) 1)**

Economie et Sociologie du Tiers-Monde 118

*FOCUS ON RESEARCH AND TRAINING INSTITUTES*

Centre Régional Africain de Technologie (CRAT) 120

University of Zambia – Institute for African Studies 124



**JUST PUBLISHED / VIENT DE PARAÎTRE**

**REPertoire DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES  
DES PAYS MEMBRES DE L'OCDE  
ACTIVES DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION  
POUR LE DEVELOPPEMENT**

Les organismes privés bénévoles des pays de l'OCDE ont fourni aux pays en développement en 1980 près de \$ 2.4 milliards d'aide. D'après les données rassemblées par le secrétariat du Comité d'aide au développement de l'OCDE, cette somme représente un don par tête de \$ 3.50 en moyenne pour les dix-sept pays Membres.

Les milieux politiques et l'opinion publique attribuent aujourd'hui une importance croissante aux méthodes et aux activités des organisations non-gouvernementales (ONG), à la fois sur le plan interne, pour l'éducation des citoyens concernant les problèmes du monde en développement, et à l'extérieur, dans les nombreux domaines de l'aide au développement : agriculture, développement rural, santé, éducation, logement... Implantées, en général depuis longtemps, dans les zones rurales des pays en développement, les organisations bénévoles sont souvent mieux placées que les organismes officiels pour atteindre les populations concernées. Par ailleurs, leur expérience est considérable dans le domaine des programmes communautaires ayant pour objectifs la satisfaction des besoins essentiels et l'auto-suffisance sur le plan local.

Le Répertoire des ONG (1500 pages en deux volumes) que vient de publier le Centre de Développement de l'OCDE est la première mise à jour depuis l'édition parue en 1967. Il décrit la nature, l'ampleur et la localisation géographique des activités de 1702 ONG ayant leur siège dans les pays Membres de l'OCDE. Chaque fiche comporte également des informations se rapportant à l'intitulé de l'institution en différentes langues, ses buts, son réseau de relations, ses publications, son personnel, ses dépenses et sources de financement.

Le Répertoire répond à un double objectif : faciliter les contacts et améliorer la coopération entre les ONG elles-mêmes, et assister les planificateurs et les responsables dans le Tiers Monde pour leurs recherches de sources d'aide appropriées. Il a été établi à partir d'une base de données en ordinateur qui constitue un instrument de recherche documentaire à la disposition des organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux.

Ce Répertoire est en vente au Bureau des Publications de l'OCDE, 2, Rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16 (Tel. 524.81.65).

Prix : Frs. 290, US \$ 64, DM 145.

# LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE EN AFRIQUE

Par

Yves JORLIN\*

Les pays d'Afrique au Sud du Sahara constituent une des zones du monde où la production et la consommation d'acier est particulièrement faible. Si on exclut l'Afrique du Sud qui, avec une production de 7,3 Mt en 1977 se place parmi les moyens producteurs à l'échelle mondiale, et le Zimbabwe qui produit 500.000 tonnes par an, une quarantaine de pays appartenant à cette zone se partagent une production d'environ 150.000 tonnes en 1977. Compte tenu des importations, la consommation apparente d'acier de la région est d'environ 2,8 millions de tonnes en 1977, soit 0,4 % du total mondial. Encore faut-il souligner qu'un seul pays, le Nigéria, avec un peu plus de 1,3 million de tonnes d'importations et une capacité de production d'environ 50.000 tonnes effectuée près de la moitié de la consommation de la région.

## I- LA PRODUCTION (cf. tableau I en annexe)

L'ensemble de la région disposerait en 1978-79 d'environ 385.000 tonnes/an de capacités de production d'acier brut. S'y ajoutent 460.000 tonnes de capacités de laminage (portant en totalité sur les produits longs légers) et quelques installations de galvanisation et de tuberie. La capacité de production indiquée ici peut être comparée aux volumes de production qui figurent dans les statistiques de l'ONU :

Production d'acier brut de l'Afrique, à l'exclusion de l'Algérie, de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud et de la Tunisie (1)

	1973	1974	1975	1976	1977
Production (milliers de tonnes)	115	120	120	120	150

(1) *Le marché de l'acier en 1977, Nations-Unies 1978.*

Si l'on déduit des capacités portées dans le tableau en annexe 120.000 t (100.000 au Nigéria et 20.000 au Togo) qui n'étaient pas en service en 1977, il reste une capacité estimée pour 1977 de 260.000 t. Même si une sous-estimation de la production par les services de l'ONU est possible, il est clair que le taux d'utilisation des capacités est relativement faible (de l'ordre de 60 %). Des données ponctuelles, concernant le Zaïre en particulier confirment cette sous-utilisation due à des problèmes d'approvisionnement en ferrailles et de maîtrise technologique.

\* CREA - 20, Rue Chahid Khalef Mustapha, Ben-Aknoun, Alger/Algérie.



Le laminage de produits longs légers à partir de billettes importées constitue un appoint non négligeable à la production d'acier. Le tableau des capacités de production indique que deux pays disposent actuellement d'installations de laminage indépendantes et que dans plusieurs autres la capacité de laminage est supérieure à la capacité de production d'acier brut.

## II – LES IMPORTATIONS

L'analyse de l'évolution et de la structure des importations est particulièrement importante dans le cas de l'Afrique puisque celles-ci couvrent près de 95 % de la consommation apparente.

### 1) *Le Volume des Importations*

Le tableau 2 en annexe indique pour l'ensemble de la région et pour les principaux pays l'évolution des importations. Le volume total pour la région s'accroît assez rapidement : + 6,5 % par an de 1970 à 1977. Une analyse plus fine est toutefois nécessaire puisque cette croissance est due en grande partie à la progression très rapide des importations du Nigéria qui représentent 27 % du total de la région en 1970 et 50 % en 1977, avec une progression moyenne de 16 % par an. Cette observation est importante puisque *les importations de l'ensemble des autres pays ne s'accroissent que de 1,1 % par an au cours de la même période.*

Parmi ces pays quelques uns seulement voient leurs importations s'accroître d'une façon importante (Gabon, Ghana, Côte d'Ivoire). Dans la plupart des cas le volume est stagnant ou en très légère augmentation alors que quelques pays voient leurs importations régresser sensiblement (Angola, Éthiopie, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Zaïre).

Donc la progression moyenne relativement favorable des importations (et donc de la consommation) entre 1970 et 1977 constitue une illusion statistique. A cette moyenne on pourrait opposer une médiane qui serait un taux de croissance légèrement négatif. Pour illustrer encore ce phénomène indiquons que les importations de quatre pays : Nigéria, Gabon, Ghana et Côte d'Ivoire, se sont accrues de 1.034.000 tonnes sur la période, alors que l'accroissement pour l'ensemble de la région n'était que de 954.000 tonnes.

Le tableau ci-dessous permet de voir quelle a été l'évolution dans le temps des importations du Nigéria d'une part et des autres pays d'Afrique d'autre part :

Evolution des Importations (Indice, base 1965 = 100)

	1965	1970	1973	1974	1975	1976	1977
Nigéria	100	192	212	266	422	405	544
Autres pays	100	122	153	140	98	108	131

(calc. d'après annexe 2).

La comparaison des deux séries montre que :

- Entre 1965 et 1973 le taux de croissance des importations nigériennes est supérieur à celui des autres pays (9,8 % par an contre 5,5 %). L'écart est significatif mais reste relativement modéré,
- A partir de 1974, les importations du Nigéria s'accroissent fortement (doublement entre 1973 et 1975). Ce phénomène s'explique par l'accroissement des revenus pétroliers d'une part, et une importante capacité d'absorption d'acier (liée aux structures économiques et à la dimension du pays et de sa population) d'autre part,
- Au cours des mêmes années on observe une importante diminution des importations des autres pays d'Afrique, puisque l'indice passe de 153 en 1973 à 98 en 1975, c'est-à-dire à un niveau proche de celui de 1965. Cette évolution traduit l'importance de l'impact de la crise économique mondiale sur cette catégorie de pays.

## *2) La Provenance des Importations*

L'analyse des statistiques du commerce international de l'acier montre que la concentration par pays d'origine des importations africaines d'acier est élevée. En 1977, 4 pays effectuent 80 % des ventes. Ce sont, le Japon : 42 %, la France : 21 %, la Grande-Bretagne : 9 % et l'Allemagne Fédérale : 8 %.

Au-delà de ces données globales, il faut observer :

- La spécialisation des fournisseurs par type de produit : ainsi le Japon fournit 80 % des tôles minces vendues dans la région. L'Italie et l'Espagne fournissent à elles deux 24 % des profilés légers,
- L'existence des clientèles néo-coloniales, très inégalement marquée selon les régions. Ainsi la Grande-Bretagne a un taux de pénétration du marché africain supérieur à sa part du marché mondial (9 % contre 4 %), sans toutefois contrôler de façon spectaculaire le marché de ses anciennes colonies. Les ventes de l'ensemble Belgique-Luxembourg au Zaïre : 20 % du marché, traduit le maintien de la présence économique belge dans ce pays.

C'est cependant dans la zone d'influence française que le phénomène prend le plus d'importance : ainsi les firmes françaises assurent 69 % des ventes en Côte d'Ivoire, 82 % au Sénégal, 85 % au Gabon. Cette forte pénétration s'explique par le contrôle direct du marché par les marchands de fer liés aux sidérurgistes français.

## *3) La Structure des Importations par Type de Produit et la Structure de la Consommation*

Le tableau ci-après indique la part des principales catégories de produit dans les importations de la région. Le poids particulier des tubes dans les importations du Nigéria, nous a conduit à isoler le cas de ce pays de celui des autres pays de la région.

## 8 Africa Development

### Structure des Importations par Type de Produit en 1977 (1) (en pourcentage du total)

	Nigéria	Autres Pays
Semi-produits	1,9	5
Profils lourds	5,2	4,7
Profils légers	23,1	22,3
Tôles fortes et moyennes	4,9	7
Tôles fines	26,6	26,6
Feuillards	2,4	2,4
Fer blanc	2,1	7
Matériel de voie	2,2	9,4
Tubes et raccords	27,7	9,5
Autres	3,9	6,1
Total	100	100

(1) Calculé d'après *Statistiques du Commerce Mondial de l'acier 1977, Nations Unies 1978*.

Pour passer de la structure des importations à celle de la consommation, il faut tenir compte de la production locale : 150.000 tonnes d'acier brut transformées en quasi totalité en profilés légers ainsi que du laminage de billettes importées. La différence entre la structure de la consommation et celle des importations tient donc à la place plus importante des profilés légers que représentent environ 32 % de la consommation. Proportion qui est d'ailleurs très largement dépassée dans certains pays.

### III — LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA PRODUCTION

#### 1) Les Projets Connus

Le tableau de l'annexe III récapitule les projets (au nombre de 12) ayant donné lieu à des informations au cours des dernières années. Ils totalisent ensemble plus de 1,9 Mt de capacité, dont 1 Mt pour le seul projet nigérian. Cinq d'entre eux sont des projets intégrés d'une capacité supérieure à 100.000 t/an.

Cette première indication donne une vision trop optimiste des perspectives de la sidérurgie africaine. Les informations rassemblées ici ne permettent pas de juger avec précision des chances de réalisation et des délais pour chacun des projets. On peut cependant estimer que la plupart d'entre eux ont encore un caractère hypothétique (études peu avancées, financement non assuré) ou n'ont de chances d'être réalisés que dans un avenir lointain.

Au cours des prochaines années on peut s'attendre :

- parmi les projets intégrés :
  - . à la mise en service par étapes du projet nigérian
  - . à l'achèvement du projet zambien

— parmi les petits projets non intégrés pour lesquels les difficultés de financement, de construction et d'écoulement de la production sont moins grandes, il est douteux que tous ceux mentionnés ici soient réalisés rapidement. On ne peut toutefois pas exclure la possibilité que des projets nouveaux apparaissent et soient mis en œuvre assez rapidement compte tenu de conditions locales favorables.

Dans ces conditions, il est vraisemblable que les capacités mises en place hors du Nigéria au cours des cinq prochaines années n'excéderont pas 350 à 400.000 tonnes.

## 2) *Les Obstacles au Développement*

La faiblesse du secteur sidérurgique et ses perspectives médiocres dans les pays africains, conduisent à s'interroger sur les obstacles qui s'opposent à son développement. Certains sont des facteurs communs à l'ensemble des pays du tiers-monde et ne sont pas forcément spécifiques de la sidérurgie. D'autres, d'une portée locale ou ponctuelle aggravent les premiers.

Il faut mentionner :

— *l'exiguïté des marchés nationaux* liée à la faible demande par habitant et à la faible population de nombreux pays. Le développement d'usines de dimension adaptée à la consommation locale (actuelle ou prévisible) ne peut, dans la plupart des cas, concerner que des produits longs légers (ronds à béton, petits profilés) avec des unités semi-intégrées de quelques dizaines de milliers de tonnes de capacité. Pour des usines intégrées, même si la pré-réduction autorise des dimensions assez modestes, et plus encore pour des usines pour produits plats, la réalisation de très petites unités risque d'être très coûteuse (en terme d'investissement unitaire) ou même impossible.

— *la maîtrise technologique et les surcoûts*. Ces problèmes liés prennent le double aspect de l'absence de maîtrise de l'investissement par les firmes ou les Etats (impossibilité d'adapter les procédés aux conditions locales ou même de pouvoir effectuer un choix parmi les procédés disponibles) et de la pénalisation en termes financiers et commerciaux puisque les coûts d'investissement et les coûts de fonctionnement seront nettement plus élevés que dans les pays industrialisés.

— *la capacité de financement* soit par mobilisation d'un surplus interne, soit par recours à l'endettement est limitée. Ce blocage est particulièrement sensible dans une industrie à haute intensité de capital comme la sidérurgie.

— *la disponibilité en matières premières* peut constituer un problème pour de nombreux pays de la région :

. Pour les petites sidérurgies semi-intégrées, la disponibilité locale en ferrailles est limitée, ce qui peut conduire à des importations coûteuses et à des irrégularités d'approvisionnement. Il faut cependant noter que certains pays sont exportateurs (par exemple le Sénégal exportait près de 21.000 tonnes en 1975).

## 10 *Africa Development*

. Pour les sidérurgies intégrées des gisements de minerai de fer existent dans la majorité des pays, la qualité et le coût du minerai rendu à une éventuelle usine sidérurgique variant selon les conditions locales. Par contre les pays de la région sont généralement démunis en agents réducteurs : aucun ne dispose de charbon cokéifiable, sept seulement possèdent des réserves de gaz naturel (1).

Même l'absence d'une ou de plusieurs matières premières ne constitue pas un obstacle pour le développement d'une sidérurgie, il est clair que cela rend son lancement plus difficile.

— *La crise économique mondiale* tend à aggraver ces difficultés. D'une part, cette crise a un impact sur la capacité des pays en voie de développement à mobiliser les ressources financières nécessaires pour de gros investissements industriels, d'autre part, ses répercussions au niveau de la branche sidérurgique font que :

. dans la plupart des pays africains, comme on l'a vu plus haut, on n'observe pas d'accroissement de la demande d'acier depuis plusieurs années. Cette situation ne favorise pas de lourds investissements de substitution d'importations qu'un marché local en jeune expansion justifierait pleinement,

. les débouchés extérieurs sont réduits, donc les projets exportateurs sont abandonnés et ceux pour lesquels on peut prévoir des surcapacités temporaires sont pénalisés,

. les prix internationaux des produits sidérurgiques sont faibles, ce qui conduit à une aggravation des surcoûts pour des usines nouvelles. Cela, d'autant plus que les coûts des équipements sidérurgiques s'accroissent notablement.

Il est clair que dans les limites de la présente étude, seules quelques observations générales peuvent être faites. Les possibilités réelles de développement de la branche varient considérablement selon les pays. Leur évaluation nécessite dans chaque cas l'examen approfondi :

- de la structure et de l'évolution prévisible de la demande de produits sidérurgiques,
- des possibilités de financement,
- des arbitrages entre affectation de ressources financières à la sidérurgie et à d'autres types d'investissement,
- des disponibilités de matières premières.

Au-delà des perspectives de développement qu'offre un cadre national, il convient de s'interroger sur les possibilités d'application de la notion d'autonomie collective à la branche sidérurgique. Plusieurs facteurs justifient une telle orientation :

- l'ampleur des investissements,
- la taille importante des unités sidérurgiques intégrées par rapport à des marchés locaux très limités,
- l'inégale répartition des matières premières.

---

(1) *Sur ce point cf. Draft World wide study of the Iron and Steel. Industry UNIDO 1976, pp. 194 à 197.*

Toutefois la mise en place de sidérurgies régionales dont la production serait destinée à plusieurs pays risque de poser d'importants problèmes liés en particulier :

- au choix de la localisation, compte tenu des effets économiques induits (emploi, branches connexes),
- à la prise en charge collective par l'ensemble régional concerné des surcoûts, peut-être importants et durables, résultant de la création d'une industrie nouvelle.

Il est vraisemblable, compte tenu de ces difficultés, que des projets pluri-nationaux ne peuvent être sérieusement envisagés que dans le cadre d'une politique réelle d'intégration régionale.

## SUMMARY

*In this article, the author is trying to examine the prospects of the iron and steel industry in sub-saharan Africa. After pointing out the weakness of this industry both at the levels of production and consumption he focuses on production, imports and the production prospects. He then analyses briefly the main obstacles to the evolution of this industry and makes a few suggestions for its improvement. For the writer, the consumption of iron and steel products is rather limited compared to other non African countries. In fact its production is so low that nearly 95% of these products are imported from abroad. Hence, the interest of the author in considering the origins of these importations. This study shows that not only do imports originate from four main exporters, namely Japan, France, Great Britain and West Germany but each of these exporters seems to specialize in one product. Then the author lists the most important obstacles to a genuine development of this industry as follows;*

- local markets for this industry are not large enough as a result of the low level of demand per capita because of the small size of populations;
- lack of control in investments in this field coupled with high cost of investments and operations;
- low funding capacity of this sector;
- the generally limited availability of resources in iron and steel in this part of the continent;
- the world economic crisis.

*He concludes by suggesting that solutions to this problem may be found in the application of the notion of collective autonomy to that branch because of the following factors:*

- the importance of investments;
- the rather big size of the integrated units of iron and steel industry compared to the small size of local markets;
- the unequal distribution of raw materials.

*Two of the potential problems in trying to achieve this collective autonomy reside in the selection of the country where these units are to be set up and the share of costs involved.*

12 *Africa Development*

Annexe I : Capacités de production des usines sidérurgiques en Afrique en 1978

Pays-firme	Contrôle de la firme	Aciérie	Laminage	Autres
ANGOLA Sidérugia Nacional	Etat dep. 1976	30.000 t/an	Ronds à béton 50.000 t/an	
COTE D'IVOIRE Tôles Ivoires S.A.	Etrang.	—	20.000 t/an	20.000 t/an Galvanisation
ETHIOPIE Sabean Metal Prod.	Etat dep. 1975	—	—	-tuberie ERW 3.600 t/an -2 lignes de galva.
GHANA Ghana Industrial Holding Crop	Etat	35.000 t/an	30.000 t/an ronds à béton profilés légers	
KENYA Kenya United Steel (KUSCO)	Privé	8.000 t/an	30.000 t/an ronds à béton profilés légers	
Steel Africa Ltd	Privé	—	—	-Galv.: 25.000 t/an -Profilages à froid 60000t/an
MOZAMBIQUE CIFEL IMA	? Etrang. ?	—	(?)Laminage	— Tuberie 25.000 t/an Galv. 25.000 t/an
NIGERIA CISCO	Etrang. et Privé	36.000 t/an	36.000 t/an ronds à béton	—
Nigersteel Co	Etat	13.800 t/an	11.000 t/an ronds à béton	—
Universal Steel Ltd	Etrang.	100.000 t/an (?)	100.000 t/an ronds à béton profilés légers	—
OUGANDA Steel Manufacturers of East Africa	Etat (majori.)	24.000 t/an	18.000 t/an profilés légers	—
TANZANIE Alum. Africa Ltd.	Etat (majori.)	—	—	-Tôles galvanisées 30.000 t/an -Tubes galvanisés 10.000 t/an
Steel Rolling Mills Ltd.	Etat	—	25.000 t/an ronds à béton profilés légers	—
TOGO Soc. Nat. de Sidérurgie (démar. début 79)	Etat	20.000 t/an	20.000 t/an	
ZAIRE Soc. Nat. de Sidérurgie	Etat	120.000 t/an	120.000 t/an profilés légers	-Tôles galvanisés (?)

Source : D'après *Iron and Steel Works of the World – Metal Bulletin Books 1978.*

Annexe II : Importations d'acier des pays d'Afrique, 1965-1977.

Milliers de tonnes	1965	1970	1973	1974	1975	1976	1977
Angola	45,6	85	90,7	95,7	37,4	0,8	43,9
Burundi	3,4	10,1	22,4	9,7	3,2	9,2	16,2
Congo	13,7	19,9	31,8	42,4	23,6	28,4	31,3
Ethiopie	22,2	59,6	43,8	34,1	22,8	24	37,4
Gabon	20,4	23,9	57,6	62,5	79,8	82,0	97,7
Ghana	82,8	47,0	39,2	57,1	67,5	62	90,6
Guinée	3,9	44,9	4,6	5,2	16,2	4,9	11,9
Côte d'Ivoire	—	90,7	91,7	92,9	87,7	139,6	149,9
Kenya (1)	132,2	133,7	151,2	166,5	94,9	167,1	160,8
Libéria	17,8	26,8	19,1	19,8	13,1	20,1	26,5
Madagascar	28,8	49,2	31,1	42,9	29,6	24,9	34,3
Malawi	1,4	7,1	10,5	9,4	11,4	13,4	17,8
Mozambique	70,7	44,9	27	33,8	21,2	18,3	14,3
Nigéria	243,9	469,1	516,0	649,7	1029,7	987,4	1327,3
Sénégal	—	33,4	43,1	57,9	45	57,5	53,8
Sierra Léone	—	7,3	11	11,8	8,2	11,6	9,2
Soudan	43	72	93,7	89,3	62,3	68,9	134,3
Togo	7,2	12	8,3	15,1	14,7	17,8	18,5
Ouganda	—	22,3	8,1	5,3	4,2	2,5	7,3
Tanzanie	—	62,5	72,7	88,5	55,2	81	66
Zaïre	38,2	130,9	103,6	151,1	73,9	41,5	60,1
Zambie	8,9	44,7	93,8	172	50,4	32,1	41,5
Autres pays (2)	490,9	226,1	217,9	184,7	191,8	204,2	226,9
<b>Total région</b>	<b>1275</b>	<b>1723</b>	<b>1789</b>	<b>2097,5</b>	<b>2044</b>	<b>2099</b>	<b>2677,5</b>

(1) Englobe les importations de l'Ouganda et de la Tanzanie pour 1965.

(2) Le chiffre donné pour 1965 n'est pas comparable à ceux de la série d'après 1970.

Source : Statistiques du Commerce Mondial de l'Acier 1977. Nations Unies 1978.

Annexe III : Les projets sidérurgiques en Afrique

Pays/opérateur	Installations projetées	Observation
<b>COTE D'IVOIRE</b> Industries métallurgiques de Côte d'Ivoire	Acierie électrique Extension de laminoir	Un contrat serait passé avec des fournisseurs pour la réalisation de ce projet depuis 1977
<b>GABON</b>	Usine à ronds et petits profilés, 1ère phase : 15.000 t/an, capacité finale: 36.000 t/an	Etude confiée à Davum en 1977
<b>GHANA</b>	Projet de sidérurgie inté- grée de 200.000t/an com- prenant un haut-fourneau à charbon de bois	Le projet remonte à 1973. En 1977 la mise en service était annoncée pour 1980. Depuis cette date pas d'in- formations sur la réalisation



## Annexe III : Les projets sidérurgiques en Afrique (suite)

Pays/opérateur	Installations projetées	Observations
<b>HAUTE VOLTA</b> Fonderies de Haute-Volta S.A.	Fabrique de ronds à béton capacité 3.000 t/an	Une société à capital 70% voltaïque est constituée. En 1977, pourparlers pour une participation de Creusot-Loire
<b>KENYA</b>	Sidérurgie intégrée de 250.000 t/an. Charbon et minerais importés du Swa- ziland	Etudes préliminaires en cours (en 1979). Un partenaire est recherché.
<b>LIBERIA</b> Mano River Union	Sidérurgie intégrée char- bon importé, capacité non indiquée	Projet conjoint du Libéria et du Sierra-Leone. L'usine pro- duirait pour le marché inté- rieur et pour l'exportation.
<b>NIGERIA</b> Etat	Usine intégrée de 1 mil- lion de tonnes/an	Le démarrage de la produc- tion est prévu pour 1981. Le projet comporte une capacité de pré-réduction de 1,2Mt par le procédé Midrex.
<b>OUGANDA</b> Etat	Usine de 185.000 t/an	Une étude de faisabilité aurait été effectuée. L'usine devrait exporter sa production vers les pays voisins. Un partenaire étranger était recherché en 1978.
<b>SENEGAL</b> Senegal Steel Industries	1ère phase : laminoir 2ème phase : Aciérie sur ferrailles capacité 40.000 t/an.	Le projet existe depuis 1972. En 1978 sa réalisation était considérée comme incertaine.
<b>TANZANIE</b> Aluminium Africa Ltd.	Aciérie électrique laminage, capacité non indiquée.	La société (Etat amajoritaire) dispose déjà d'installations de galvanisation (cf. tableau 1).
<b>TOGO</b> Société Nationale de Sidérurgie	Aciérie électrique et laminoir, capacité : 20.000 t/an Unités de pré-réduction	Projet d'extension de l'usine mise en service en 1979 (cf. tableau 1). Ces projets destinés à mettre en valeur de petits gisements de minerai de fer semblent très hypothétiques.
<b>ZAMBIE</b>	Usine intégrée : pré- réduction 250.000 t/an aciérie 200.000 t/an Laminoirs	Ce projet est au stade de la construction. Pour la pré- réduction le procédé Hyl est utilisé.

**Source :** Ce tableau résulte de la compilation des informations parues dans *Industries et Travaux d'Outre-Mer* entre Janvier 1976 et Mai 1979.

## INGA ET L'AVENIR INDUSTRIEL DU ZAIRE

Par

*Alamumbul SHANKAMA*

La construction de la deuxième étape de la première phase de la mise en valeur du barrage hydro-électrique d'Inga touche à sa fin. Elle apporte au pays une puissance supplémentaire de 1.105 MW, et le Zaïre produira ainsi plus d'énergie électrique qu'il n'en consomme.

L'aménagement complet du site — comprenant l'aménagement des vallées Nkokolo et de la Bundi ainsi que le barrage du fleuve — dotera le pays d'une puissance électrique d'au moins 40.000 MW. Ce sera le site hydro-électrique le plus important du monde.

Or, «le prix de revient de l'énergie d'Inga est — plus particulièrement dans cette conjoncture de hausse généralisée des prix de l'énergie —, très avantageux et hautement compétitif aussi bien par rapport au coût de revient d'autres sources d'énergie qu'à celui d'unités de production hydro-électrique de dimension similaire» (1). Les études récentes estiment que l'énergie hydro-électrique n'est économiquement rentable par rapport à d'autres sources d'énergie et particulièrement à l'énergie d'origine thermique que si le prix de revient du KW installé est inférieur à 400 unités de compte. Alors que le coût du KW installé pour les deux premières étapes de la phase A (il y a en tout trois phases et seize étapes) est déjà de l'ordre de 150 unités de compte, et il atteindra 65 unités lorsque l'ensemble de la puissance potentielle sera effectivement mise en activité.

Disposer d'une ressource énergétique de cette importance à un prix de revient aussi dérisoire, non loin de la mer et dans un pays dont les richesses minières et agricoles sont immenses, et surtout dont la main d'œuvre est des moins chères du continent (2), avec une population d'environ 25 millions d'habitants aujourd'hui et estimée à 50 millions en l'an 2000 — ce qui n'est pas un marché négligeable —, tout cela, ouvre au Zaïre des perspectives de développement industriel insoupçonnées. Quelles sont ces perspectives ? Voilà une question qu'il est utile de se poser aujourd'hui. Nous allons tenter ici d'ébaucher simplement et brièvement des éléments de réponse à cette question.

Ces perspectives peuvent se situer dans l'évolution ou les tendances «naturelles» du processus d'industrialisation au Zaïre, c'est-à-dire néo-coloniale, être plutôt une variante de cette évolution, retouchée par une politique volontariste dictée par un sentiment de nationalisme petit bourgeois, ou enfin être carrément une rupture d'avec cette évolution et l'amorce d'un autre processus d'industrialisation, auto-centrée celle-là, cadrant avec la problématique véritable du développement.

Nous allons ainsi présenter en quelques lignes la structure industrielle du Zaïre et son évolution au cours des dernières années, avant d'en examiner les perspectives à la lumière des possibilités offertes par le barrage hydro-électrique d'Inga dans le contexte spécifique (interne et externe) du Zaïre.

## I. — LA SITUATION

### *A./ L'Industrie du Zaïre*

#### a) La Composition

Au niveau global et du point de vue de sa structure, il n'y a pas de différence qualitative marquée entre l'industrie du Zaïre et celle d'autres pays africains. Elle comprend un secteur d'exportation et un secteur orienté vers le marché intérieur.

La production industrielle pour l'exportation comprend principalement les activités d'extraction minière directe avec concentration (p.ex. diamant, étain...), la production d'huiles de plume et des palmistes, la transformation des grumes de bois en placages et contreplaqués ainsi que le traitement métallurgique des minerais non ferreux.

Seules les raisons techniques ou économiques, ou les deux à la fois, décidaient les entreprises soit d'exporter les matières premières en l'état (diamant, grumes, etc...), soit d'effectuer une première transformation sur place (produits du palmier, métallurgie du cuivre, zinc, cobalt, etc...).

La production industrielle pour le marché intérieur se subdivise en deux : d'abord l'industrie légère des biens de consommation directe. Elle comprend une suite d'activités qui couvrent les produits alimentaires, les boissons, l'habillement, les chaussures et autres produits en cuir, l'industrie du meuble, l'industrie du caoutchouc, la chimie de la consommation, les imprimeries-papeteries ainsi que les fabrications métalliques.

Il y a ensuite l'industrie des biens d'approvisionnement et d'équipement dont principalement les filatures et tissages, la chimie de base (explosifs, acide sulfurique...) pour les besoins de l'extraction et de la métallurgie des minéraux non ferreux, la transformation des produits sidérurgiques (chaudronnerie, charpentes, toitures et emballages métalliques...), le matériel de transport (construction navale, montage d'automobiles...), les minéraux non métalliques (bouteillerie, briqueterie...), la transformation du bois ainsi que l'industrie du papier (travail du papier importé). On constate ainsi l'absence d'industrie à liaisons interindustrielles larges comme la sidérurgie, l'industrie mécanique, l'industrie électriques, etc...).

#### b) Le Mouvement d'Implantation

Du point de vue historique, à part les premiers investissements industriels (miniers et agro-industriels) d'avant 1920 qui se situent tous dans le secteur d'exportation, les autres industries se sont implantées selon un mouvement en trois vagues d'investissement.

La première vague se situe entre 1921 et 1928. Son caractère relativement précoce par rapport à l'ensemble de l'Afrique s'explique par une série de facteurs (2) et notamment 1) l'existence d'un marché intérieur en développement rapide grâce à l'expansion du commerce extérieur, 2) la faiblesse économique et politique de la Belgique qui n'avait pas les moyens d'imposer le «pacte colonial» dans toute sa rigueur, mais dont les industriels pouvaient néanmoins bénéficier de l'appui des pouvoirs publics coloniaux pour protéger leurs industries implantées dans la colonie, 3) ainsi que

le fait que la Belgique elle-même est un pays exportateur de produits sidérurgiques ; de sorte que l'implantation des industries de biens de consommation ne lui portait pas préjudice, mais au contraire lui ouvrait de nouveaux débouchés. Cette première vague prit fin avec la crise de 1929.

La deuxième vague d'investissements va de l'après-guerre jusqu'au début de la décennie cinquante. Elle s'explique en plus des raisons ci-dessus invoquées, par d'autres éléments conjoncturels. D'abord c'est que face au danger d'une autre guerre mondiale en Europe, l'Afrique semblait être un refuge de capitaux, et le Congo à l'époque, avec son potentiel économique, passait pour une terre de prédilection. Ensuite les conséquences de la guerre de Corée avaient stimulé les activités industrielles de production pour l'exportation qui à leur tour relançaient la production pour le marché intérieur.

Le processus de décolonisation qui s'annonçait déjà dès 1956 va créer la méfiance chez les investisseurs et briser ainsi la deuxième vague d'investissements. Cette situation va durer jusqu'à près de dix ans après l'indépendance.

La troisième vague va apparaître vers la fin de l'année 1969 et durer jusqu'en 1974. L'unité et le calme politiques que présentait le pays, la relative stabilité économique retrouvée, la relance des activités d'exportation surtout dans le secteur minier, la promulgation d'un code des investissements très libéral furent les raisons principales de cette dernière vague. Elle fût interrompue par les mesures d'étatisation des entreprises et le désordre économique qui s'ensuivit.

#### c) La Localisation des Industries

Le schéma de la localisation industrielle au Zaïre présente une certaine spécialisation régionale. Les activités minières d'exportation ainsi que la métallurgie qui y est liée — là où elle a lieu —, se situent au sud (Shaba) ainsi que dans la région centre — Orientale du pays. Les agro-industries d'exportation occupent le Nord, le centre-Nord et l'Est du pays tandis que l'Ouest (Kinshasa particulièrement —, concentre les activités manufacturières destinées au marché intérieur. Seule la région du Bas-Zaïre, qui dispose d'une côte et se trouve aussi bien sous l'influence des industries de Kinshasa que de celles des métropoles présente une structure industrielle presque partagée entre la production pour le marché intérieur (industries des minéraux non métalliques, raffineries — sucre et pétrole —, transformation du bois) et la production des agro-industries pour l'exportation (transformation du bois, huileries...).

De sorte que la zone d'influence d'Inga, qui comprend la région administrative du Bas-Zaïre, la ville de Kinshasa ainsi qu'une partie (Ouest) de la région administrative du Bandundu concentre plus de 65 % des activités industrielles manufacturières, moins la transformation des produits (miniers et agricoles) destinés à l'exportation (3).

Ceci, conjugué à la présence dans cette région d'une source abondante d'énergie à bon marché (Inga), à l'exploitation du pétrole au large des côtes, à la facilité de communication avec l'étranger du fait de la côte maritime, à la présence dans cette région des richesses minérales non encore exploitées (4) (beauxite, phosphates de chaux, calcaire métallurgique,

quartzite, sable silicieux...), ouvre à cette zone non seulement les possibilités d'industries (minières ou manufacturières) pour l'exportation, mais aussi des industries manufacturières des biens d'approvisionnement destinés au marché intérieur. On peut ainsi affirmer en observant les tendances de l'implantation industrielle dans le pays, que cette orientation spatiale ira en s'accroissant.

En effet, l'implantation des projets industriels de la dernière vague d'investissements n'a fait que renforcer ces tendances (5). Car contrairement à la volonté politique déclarée de réaliser un développement harmonisé des trois régions économiques articulées autour des pôles de Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani, la répartition des projets entre ces trois pôles a été très inégale : Kinshasa est toujours en tête tant du point de vue du nombre de projets qui y sont localisés (plus de 60 %), de celui de l'emploi prévu (50 %) que du volume des investissements. Vient ensuite Lubumbashi ou le Shaba dans son ensemble avec 13 % des projets représentant un volume d'investissement important mais avec un chiffre d'emploi à créer négligeable. Kisangani ou le Haut-Zaïre ne vient qu'en troisième position bien qu'avec un chiffre d'emploi prévu supérieur à celui du Shaba.

De plus, en ce qui concerne la nature de ces investissements, on a constaté que Kinshasa et par ricochet la zone d'influence d'Inga, tend à concentrer les activités manufacturières qui peuvent être considérées comme les plus dynamiques ou les plus modernes. Les autres régions du pays ne pouvant «bénéficier des faveurs» des investissements industriels que si elles peuvent offrir aux investisseurs une matière locale et une main-d'œuvre bon marché pour rentabiliser l'affaire.

#### d) L'Orientation Commerciale du Tissu Industriel

Du côté amont, l'industrie du Zaïre, particulièrement l'industrie manufacturière dépend énormément du capital étranger, de la technologie étrangère (humaine et matérielle) ainsi que des approvisionnements étrangers (6). Les conséquences d'une telle situation sont nombreuses et notamment la nécessité de développer le secteur d'exportation pour disposer de devises nécessaires à tous les paiements extérieurs occasionnés par cette dépendance, l'équilibre instable de la balance des paiements avec tout ce que cela implique et entraîne, ainsi que la quasi impossibilité d'une croissance industrielle auto-entretenu, fondamentale cependant dans tout processus de développement.

En effet, à cause de cette dépendance, tous les mécanismes de l'accumulation du surplus généré par l'industrie et de son orientation dans le réinvestissement sont perturbés. L'industrie du Zaïre, est donc une industrie d'exploitation et de «sous-développement», car le surplus généré est déjà diminué par le coût élevé de son fonctionnement (importation de la technologie et des approvisionnements) alors que de ce qui reste, une bonne partie (profits, etc...) est envoyée à l'étranger.

Pour comprendre son orientation commerciale en aval, il faut d'abord se rappeler que conformément au schéma de l'implantation industrielle dans le tiers monde, l'industrialisation du Zaïre s'est effectuée aussi par un mécanisme préparatoire en trois temps. Il va de soi que ce schéma ne vaut que pour l'industrie manufacturière qui en fait est une industrie

d'import-substitution, tandis que l'industrie minière ou agricole d'exportation n'a pas besoin de ces préalables, son orientation commerciale en aval étant les besoins des industries de la métropole.

Ce schéma est le suivant : premier temps, création du marché par introduction d'un bien donné (la bière par exemple) dans les habitudes de consommation. L'article en question est évidemment un bien que les industries européennes fabriquent déjà et qui vient d'abord pour approvisionner la colonie des expatriés et pour l'élite locale que l'on tente d'acquérir au nouveau modèle de consommation. Deuxième temps, extension du marché qui est encore satisfait par les importations jusqu'à un niveau justifiant la production locale de l'article en question. Cette extension se fait par tous les moyens (privés et officiels) de création des désirs d'abord et même des besoins ensuite. Troisième temps, investissement pour produire localement l'article concerné si la nécessité d'une production locale apparaît.

Or malgré une apparence trompeuse de la généralisation de la consommation des produits manufacturés, une étude récente a démontré, en se fondant entre autres sur les travaux de LACROIX (7), de HOUYOUK (8), de LUABEYA (9) et du B.E.A.U. (10) que l'industrie manufacturière du pays avait tendance à s'orienter vers les productions de meilleure qualité ou de luxe. Et que dans la situation présente, étant donné l'évolution des termes d'échange entre l'agriculture et l'industrie, ou entre la campagne et la ville ainsi que la situation en ce qui concerne la distribution des revenus cette industrie tendait à s'éloigner de la portée de la majorité de la population et par conséquent à produire pour quelques uns. Telle est l'orientation commerciale en aval de l'industrie manufacturière Zaïroise.

### *B./ L'Energie Electrique*

La production électrique au Zaïre dépasse en général la consommation interne du pays. Mais c'est leur répartition géographique inégale qui fait engendrer à la fois des excédants d'énergie comme dans l'Ouest par exemple (Bas-Zaïre, Kinshasa) et des déficits énergétiques dans d'autres coins du pays, par exemple le Shaba et le Kivu.

Ce qui fait que le pays se trouve être à la fois exportateur d'énergie (par exemple vers le Congo) et importateur en même temps (par exemple de la Zambie pour les industries minières et métallurgiques du Shaba (11).

En fait même dans le cas de la région Kinshasa – Bas-Zaïre, le mouvement d'implantation industrielle laissait entrevoir qu'avec la sidérurgie et l'industrie chimique qui étaient prévues à Kinshasa ou dans son hinterland immédiat au début de la dernière décennie, la consommation de l'énergie allait dépasser la production existante. Il allait donc se poser partout un problème de déficit énergétique dont il fallait trouver une solution ne fût-ce qu'à cours terme.

Deux solutions étaient possibles dans le cas de la zone d'influence d'Inga (Kinshasa – Bas-Zaïre) (12). Le déficit prévu étant d'environ 80 MW en 1975 et près de 150 MW à la fin de la décennie, il était possible de le combler en construisant deux autres barrages (Zongo II et Sanga II) sur la rivière Inkisi où il y a déjà Zongo I et Sanga I, les premiers barrages hydro-électriques qui alimentent Kinshasa (première solution).

La solution indiquée à court et moyen termes aurait été sans doute l'aménagement de Zongo II et de Sanga II. Mais pour plusieurs raisons, on décida plutôt d'opter pour la deuxième solution, c'est-à-dire de s'attaquer à la réalisation d'Inga I, l'étape initiale de la première phase de l'exploitation du potentiel hydro-électrique du site d'Inga.

Ces raisons sont multiples : d'abord le coût du Kwh produit dans la solution Zongo II est plus élevé que celui d'Inga I. Ensuite la capacité limitée de la solution Zongo II ne permettait pas une politique d'industrialisation à long terme d'autant plus que les aluminiers (qui pouvaient financer une industrie éventuelle dans la région), conditionnaient leur investissement à la mise en valeur préalable du site d'Inga. Enfin la situation géographique du site d'Inga «à moins de 50 Km de Matadi, grand port de mer et nœud ferroviaire et routier» (13) facilitait ainsi l'implantation future d'autres industries bénéficiant ainsi, des avantages économiques au niveau du transport des approvisionnements ou des produits finis. Par ailleurs le site lui-même se trouve à environ 140 Km de la mer.

Cet aménagement comprend trois phases qui se subdivisent en plusieurs étapes (voir tableaux ci-dessous). La première phase consiste en l'aménagement de la vallée Nkokolo (ancienne vallée Van Deuren) en deux canaux et représente une puissance totale de 1.100 MW au départ.

Tableau I. *INGA: Puissance et Energie*

Phases	Etapes	Conditions Amont	Centrales	Puissance au départ (MW)		
				Installée	Utile	
				A L'étape	Totale	Totale
NKOKOLO	1	Prise au fleuve	Extérieure	6 X 58,5	351	300
		Canal				
	2	Prise au fleuve	1er sou-	4 X 100	751	675
		2ème Canal	terrine			
	3		extension	4 X 100	1 100	1 000
			1er			
VALLEE	4	Prise au fleuve	2ème sou-			
			terrine	8 X 100	1 900	1 700
	5		3ème sou-	8 X 100	2 700	2 400
			terrine			
	6	Canal Fwamalo	4ème sou-	8 X 100	3 500	3 100
			terrine			
	7		Rupture	17 X 120	5 540	4 900
			de charge			
FLEUVE	8	Barrage du fleuve	1er exté-	2 X 216	8 130	7 290
			rieur			
	11	Alimentation par	4e exté-	12 X 216	15 900	14 400
		la vallée de la Bundi	rieur			
	12		1e souter-	12 X 216	18 490	16 780
			raine			
	16		5e souter-	12 X 216	28 850	26 280
			raine			

Source : SNEL, *l'aménagement hydro-électrique d'Inga, Okapi, Kinshasa 1971.*

Tableau II. INGA : Production Annuelle d'Energie aux Diverses Etapes

Phases	: Etapes	: Energie 10 Kw h	: B.T. Postes Abais- : seurs arrivé
		: H. T. Postes de départ Inga	
	1	2,4	2,32
A	2	5,4	5,2
	3	8,0	7,7
	4	13,6	13,1
B	5	19,2	18,5
	6	23,8	23,0
	7	39,2	37,8
	8	58,2	56,1
	9	77,2	74,4
C	10	96,2	92,3
	11	115,2	111,1
	12	134,2	129,5
	13	153,2	147,8
	14	172,2	166,2
	15	191,2	184,5
	16	210,2	202,9

Source : SNEL, *Idem*.

La deuxième phase toujours dans la vallée Nkokolo, est une extension des installations de la première jusqu'à épuisement du potentiel de cette vallée. Elle consistera principalement en l'aménagement du canal Fwamalo et portera la puissance installée à 3.300 MW. La troisième et dernière phase, le «grand Inga», sera le barrage du fleuve Zaïre et l'aménagement de la vallée de la Bundi (puissance installée portée à 30.000 Mw).

Mais en fait, selon le Délégué Général de la Société Nationale d'Electricité (S.N.E.L.), Inga «pourrait d'après des études récentes, en produire 40.000 Mw du fait que le niveau actuel de référence a été déplacé jusqu'à Luozi, où un deuxième aménagement est possible en exploitant la différence de niveau qui existe entre Kinshasa et cette localité soit 80 mètres. Ainsi, nos arrières petits-fils auront, lorsque les possibilités d'Inga seront épuisées, à réaliser à Luozi un aménagement de même envergure qui pourra leur fournir 30.000 Mw» (14).

La construction de la première phase a déjà commencé. Sa première étape (Inga I), est déjà terminée. Elle est construite essentiellement pour fournir aux marchés régionaux de la zone d'influence d'Inga (Kinshasa et Bas-Zaïre) les compléments d'énergie électrique qui selon les prévisions, allaient leur être nécessaires à partir de 1972 et assurer ainsi l'alimentation électrique de l'usine sidérurgique en construction (aujourd'hui terminée) à Maluku non loin de Kinshasa. Or les 3000 Mw que peut produire Inga I étaient prévus pour les besoins de la région jusqu'en 1984. Avec le ralentissement et finalement la régression de l'activité économique dans le pays et la quasi inactivité de la sidérurgie, la Centrale d'Inga I ne fournit qu'un peu plus du tiers (1/3) de sa puissance installée. Elle est donc sous-utilisée (15).



L'aménagement de cette étape (y compris les lignes de transport de forces) estimé à 65 millions de Zaïre (soit 135 millions de dollars USA en ce moment-là) a été financé pour 60 % par l'Etat zaïrois, le reste étant constitué par des prêts du gouvernement italien et du FED. La construction et l'équipement de la centrale ont été réalisés par un consortium de trois entreprises italiennes (Italinga), tandis que les travaux relatifs au transport de l'énergie ont fait l'objet de quatre marchés confiés à des entreprises allemandes (deux) et italiennes (deux également). Enfin la direction et la surveillance des travaux ont été confiées à un bureau d'études italien pour le transport de l'énergie et à l'Electricité de France pour l'aménagement hydro-électrique (16).

Ceci nous montre déjà l'intérêt que les pays dits développés portent à Inga non seulement pour l'utilisation de cette matière première bon marché, mais également et même surtout en cette période «d'impérialisme technologique», à la réalisation technique du projet Inga. Ils peuvent ainsi, pour les besoins de la cause, octroyer des crédits au pays, afin que ce dernier leur confie des marchés qui leur permettent de faire de bonnes affaires en échange d'une production inadéquate et/ou sous utilisée.

Néanmoins, la centrale Inga II est déjà en construction. Les travaux de génie civil sont terminés et l'on procède actuellement à l'équipement de la Centrale. Elle est destinée à fournir de l'énergie aux industries du Shaba, dont on prévoit une extension des besoins notamment avec le développement de l'industrie minière. Il est prévu également qu'Inga II devra alimenter le complexe industrialo-portuaire de Banana sur la côte et dont les études sont en cours (17).

L'aménagement (Hydro-électrique) de cette centrale et la construction des lignes de transport de l'énergie Inga – Banana ont été confiés à un consortium de trois entreprises : la société Belge ACEC, rachetée par la société américaine Westinghouse, la société américaine Westinghouse elle-même et la société autrichienne Voest. Le coût de l'ensemble des travaux est estimé à 40 millions de Zaïres. Une entreprise italienne avait obtenu en sous-traitance l'exécution des travaux de génie civil.

La construction de la ligne de transport qui amènera le courant d'Inga au Shaba constitue un marché à part. Elle a été décidée malgré d'autres solutions possibles et moins coûteuses au déficit énergétique du Shaba (18). Elle est confiée à un consortium de trois entreprises américaines. Ces entreprises ont amené 700 techniciens dont 375 américains et 325 «ouvriers spécialisés» brésiliens appartenant à une firme (MKE) filiale de l'une des entreprises membres du consortium (19).

Ce consortium belgo-américain – en fait dominé par les intérêts américains –, avait déjà tenté de gagner le marché d'Inga II. Mais il semble que la construction de cette centrale sera plutôt confiée à un autre consortium franco-allemand composé des entreprises SIEMENS (Allemande) et ALSTHOM (Française).

Mais «l'impérialisme technologique» n'est pas prêt que pour la construction d'Inga III afin de terminer avec la première phase d'Inga, l'Electricité de France (EDF) a déjà déposé ses études pour la réalisation du grand Inga, c'est-à-dire le barrage du fleuve et l'aménagement de la vallée de la Bundi.

Pour quelle utilisation industrielle ? Quelles sont les perspectives qui s'ouvrent alors au pays du fait de sa structure industrielle actuelle, de l'existence de ce potentiel énergétique et d'autres ressources du pays ? Voilà ce qu'il nous reste à examiner.

## 2. — LES PERSPECTIVES INDUSTRIELLES DU ZAÏRE

### *A./ Le Projet Actuel*

Dans une brochure intitulée «le Bas-Zaïre zone industrielle à vocation mondiale» et destinée à l'information des investisseurs étrangers, le Département de l'Economie Nationale écrit : «Le Développement des industries Zaïroises : métallurgie du cuivre, sidérurgie, industries de transformation, n'absorbera qu'une partie de l'énergie nouvellement installée. Des millions de kilowatt heures resteront disponibles : votre entreprise est peut-être parmi nos futurs clients (...) La région d'Inga en effet a pour le moment avant tout de l'énergie à vendre, elle recherche des clients qui en absorbent beaucoup et soient intéressés par des conditions commerciales avantageuses».

«L'avenir industriel d'Inga est décidé, et nous savons qu'il sera grandiose. Nous souhaitons y parvenir rapidement, car ce complexe industriel sera un levier puissant pour l'équipement de notre pays. Pour cela l'apport des capitaux internationaux est précieux. Nos ressources propres sont en effet engagées en priorité dans des tâches de formation d'infrastructure, de développement rural. Nous sommes décidés pour le développement du pôle industriel d'Inga, à faire largement appel aux capitaux extérieurs, publics et privés. Nous sommes donc prêts à étudier toutes les propositions, pourvu qu'elles comportent des consommations importantes d'énergie, des apports de capitaux, et bien entendu, la création de valeur sur le sol zaïrois».

Sur cette base, le programme de l'industrialisation du pays est projeté. En dehors de l'augmentation des capacités de production des industries de transformation existantes (raffineries, cimenteries, transformation du bois, sidérurgie), du raffinage du cuivre déjà envisagé ainsi que du développement de l'industrie minière, cette «shoping list» comprend trois phases essentielles, en particulier pour la zone d'influence d'Inga.

Dans une première étape, l'objectif ou le souhait du gouvernement est de voir s'établir des usines électrométallurgiques dans les environs du site d'Inga et qui pourraient d'ailleurs jouir des avantages d'un transport économique par voie maritime pour l'exportation de leurs produits. On pense particulièrement aux usines d'électrolyse de l'aluminium, aux fours électriques pour la production de ferro-alliages (au silicium ou au manganèse), ainsi qu'à la production de magnésium par électrolyse ou électrothermie. Ces usines pourraient à volonté utiliser des matières premières zaïroises ou importées par voie maritime.

Au cours de la deuxième phase d'industrialisation de la région d'Inga, le gouvernement espère voir s'installer une industrie électrochimique, fondée sur l'électrolyse du sel marin et la fabrication du carbure de calcium au four électrique. Le gouvernement reconnaît cependant que le marché zaïrois des produits chimiques (inputs industriels ou agricoles) est encore étroit, bien qu'en expansion, et qu'il faudrait pour cette deuxième étape envisager plutôt le marché régional de l'Afrique Centrale.

La troisième étape veut que grâce à ce potentiel énergétique, le Zaïre puisse occuper une place de choix dans l'approvisionnement du monde en combustible nucléaire enrichi. Le gouvernement pense que «le minerai d'uranium naturel, abondant en divers pays d'Afrique pourrait être enrichi dans une usine de séparation isotopique à construire dans le Bas-Zaïre, avant d'être acheminé vers les pays utilisateurs» (20). Voilà pourquoi le Zaïre a présenté sa candidature pour la construction de l'une des quatre ou cinq usines d'enrichissement de l'uranium qui seront nécessaires à l'échelle mondiale d'ici 1985.

En vue de préparer l'infrastructure d'accueil de ces projets industriels, il a été décidé de construire un port en eau profonde à Banana sur l'océan, d'aménager la zone portuaire Banana-Moanda, de construire la ligne férée Matadi-Banana et enfin de réaliser les extensions des ports de Matadi et Kinshasa.

A cette fin, une ordonnance présidentielle en date du 28 Mars 1972 fonda l'Organisation pour l'Équipement de Banana-Kinshasa (OEBK) ayant pour mission de coordonner et diriger l'exécution des études et des travaux. En fait les études furent confiées à un consortium franco-belge (Zaïre-Maritime) composé des sociétés O.T.H. PROJETUD et L.C.H.F. pour la France et TRACTIONEL pour la Belgique. Les études pour l'édification d'un pont sur le fleuve à Matadi ont été confiées à un consortium américain I.E.C.O. tandis que pour la ligne de chemin de fer Matadi-Banana (prévoyant une vingtaine de tunnels sur une distance d'à peu près 100 Km), elles ont été effectuées par la société Japan Railway Technical Service. La réalisation de ces derniers projets (pont et voie ferrée) a été confiée à la société japonaise JAARTS.

Nous pensons que ce projet a des chances d'être réalisé et cela pour plusieurs raisons : d'abord il se situe dans l'idéologie des grandeurs du pouvoir. Ensuite dans la perspective 1984 A. de S. AMIN (21), l'impérialisme a intérêt à implanter ces industries au Zaïre, étant donné les contingences spécifiques de ce pays : énergie très bon marché, main-d'œuvre bien moins chère, l'existence d'un code des investissements très libéral (22), la possibilité (déjà promise par le gouvernement) de jouir d'un prix spécial du Kwh vendu à ces industries et même d'une zone franche (23) qui vient d'être décidée, la position géo-politique du Zaïre en Afrique Centrale, l'abondance des richesses naturelles — agricoles et minérales — et donc la possibilité d'approvisionnement sur place ou dans les pays voisins, l'existence d'un marché potentiel important dans la sous-région d'Afrique Centrale et la facilité de transport aussi bien pour l'extérieur que pour l'intérieur du pays.

Enfin, du fait de la faiblesse économique et politique de la Belgique (l'ancienne métropole) sur l'échiquier mondial, une concurrence inter-impérialiste acharnée poussera les entreprises américaines, européennes et japonaises à se disputer et chercher à s'assurer une bonne position sur le marché zaïrois, ou sur le marché mondial grâce à l'exploitation des avantages que présente le potentiel économique du pays.

Ceci a déjà eu lieu aussi bien dans d'autres investissements que dans l'étude et la réalisation du projet Inga lui-même. Cette concurrence va

pousser les différents pays capitalistes dans la voie d'une politique de «maintenant ou jamais» déjà apparente au Zaïre. Il faut ajouter à tout cela que l'étude précitée de la SICAI avait déjà conclu en faveur des usines auxquelles elle trouvait des aspects intéressants «soit en relation avec les futures exigences du marché mondial, soit au point de vue de la marge sensible de bénéfice qui est résultée d'une analyse indicative du prix de revient».

Nous pensons ainsi que la candidature du Zaïre à la position «sous-impérialiste» en Afrique Centrale a des chances d'être acceptée, et les investissements ci-dessus cités seront en conséquences réalisés. Déjà des candidats se sont présentés, et notamment la société suisse ALUSUISSE, les sociétés américaines KAISER Aluminium et REYNOLDS, etc... Trois orientations sont néanmoins possibles et nous allons les examiner l'une après l'autre. Toutes ces variantes sont fondées sur une hypothèse globale de départ à savoir qu'il n'y aura pas de changement qualitatif majeur du point de vue de la nature du pouvoir politique à la tête du pays. C'est donc dans le cadre de cette stabilité quand bien même elle serait relative, que nous discuterons les trois variantes de la position «sous-impérialiste» du Zaïre. Il s'agit là des perspectives qui s'ouvrent au pays étant donnée la nature de ses institutions et ceci malgré la mauvaise conjoncture actuelle qui ralentit le mouvement de cette évolution plutôt qu'elle ne l'arrête.

### *B./ Les Hypothèses Possibles*

#### a) Premier Cas

Dans une première hypothèse, nous imaginons une utilisation du courant d'Inga dans une perspective de développement essentiellement extraverti. Les pays impérialistes ou leurs sociétés transnationales investiraient dans le cadre du projet (ci-dessus) souhaité par le Zaïre pour la mise en valeur d'Inga.

Mais orientées vers l'extérieur, ces usines installées sur la côte (ou non loin de la mer) – y compris celle de raffinage du cuivre prévue à Kinshasa – «pour utiliser l'énergie produite à Inga, ne peuvent avoir pour but que d'exporter, sous une forme déguisée, une ressource naturelle au prix particulièrement bas : l'énergie électrique. La part de l'énergie dans le prix de revient de ces entreprises est telle que le courant électrique peut être considéré comme une véritable matière première» (24). Car cette hypothèse est le «projet-type de création d'enclaves exportatrices sans grands effets d'entraînement sur l'économie locale».

En effet, pour toutes ces usines, seul le manganèse et le charbon de bois semblent être les matières premières facilement et directement disponibles au Zaïre. Par contre les autres matières premières et les fondants correspondants doivent être importés. L'étude SICAI précitée montre justement que les usines éventuelles qui s'établiraient dans la région dans le cadre de ce projet «devraient alors s'alimenter en large mesure en substances minérales importées» (p. 292).

Il s'agit essentiellement – selon la même étude – de la bauxite ou de l'alumine qui peut être importée (le minerai du Zaïre n'étant pas encore exploité et présentant des difficultés de transport) de l'Angola, du Libéria

ou du Gabon ; du manganèse qui peut être importé du Gabon, de la côte d'Ivoire, du Ghana, de l'Angola ou venir du Zaïre — même (Shaba) ; des phosphates de chaux qui peuvent venir du Sénégal, du Togo, ou du Congo ; des sels potassiques du Congo, etc...

L'étude de la SICAI estime que ces matières «pouvaient être importées à des prix de transport relativement favorables» et conclut : «par contre, il ne faut pas perdre de vue que dans les autres pays africains il existe également une forte tendance à créer de nouvelles industries, approvisionnées autant que possible par les matières premières locales et que tous ces pays pourraient être à même de concurrencer avec succès, grâce à la disponibilité de leurs propres substances minérales, avec certaines industries exportatrices dont l'établissement est envisagé au Congo (= Zaïre). Ceci n'exclut toutefois pas qu'on pourrait prévoir dans le futur, une collaboration plus positive entre les différents pays intéressés afin de tirer le maximum de profit des conditions favorables de production d'énergie à Inga (p. 289).

Les tentatives d'une coordination industrielle de la sous-région d'Afrique Centrale autour du projet Inga étaient déjà évoquées dans les milieux intéressés. Citant une étude de la C.E.E. réalisée, par F. BEZY, LACROIX rapporte l'idée du professeur BEZY selon laquelle, «dans un premier stade, les produits minéraux qui transitent par Matadi, Pointe Noire et les ports du Gabon pourraient être transformés près d'Inga, avant d'être exportés sur l'Europe ou les Etats-Unis (cuivre, cobalt, zinc, étain, pétrole, fer, manganèse)» (25).

Cette idée a été évoquée sous une autre forme par le Chef de l'Etat Zaïrois à l'ouverture de la 11<sup>e</sup> Session Extraordinaire du Conseil des Ministres de l'O.U.A., consacrée aux problèmes économiques.

«En effet, dit-il, n'oublions pas que le Marché Commun Européen est parti d'abord d'un marché commun de l'énergie, et à cette époque, l'énergie européenne était principalement le charbon. C'est ainsi qu'il a été créé tout d'abord la Communauté Européenne du charbon et de l'acier, en abrégé C.E.C.A., en 1951, et c'est seulement six ans plus tard que la C.E.E. a vu le jour.

«Je crois qu'il serait également réaliste, de notre part, de commencer par la création de la Communauté Africaine de l'énergie (...)

«En ce qui concerne le Zaïre, mon pays, l'interconnection des réseaux avec des pays existe depuis très longtemps ; que ce soit avec la République Populaire du Congo, le Rwanda, le Burundi ainsi qu'avec la Zambie (...)

«En effet, si nous avions dirigé vers l'ouest la ligne nationale de haute tension à courant continu Inga-Shaba sur 1850 Kms, elle serait arrivée à Lagos. Car la distance de Kinshasa à Lubumbashi est exactement la même que celle de Kinshasa à Lagos.»

«Un autre intérêt d'une réalisation, est qu'une centrale nucléaire qui serait construite au Nigéria, d'une capacité de 1.000 Mw par exemple, ne coûterait pas moins de cent millions de dollars, alors que la ligne Inga-Lagos coûterait moins cher, avec possibilité de soutirage en République Populaire du Congo, en République Gabonaise et en République Unie du Cameroun, et avec, à la source une quantité d'énergie extrêmement importante. Car, Inga seul représente quatorze pour cent du potentiel hydroélectrique du monde» (26).

Cette hypothèse (No.1) présente plusieurs conséquences : d'abord sur le plan intérieur. La concentration des industries manufacturières d'exportation dans la région d'influence d'Inga accentuera le déséquilibre déjà prononcé entre cette région et le reste du pays. La zone pourrait disposer d'une main d'œuvre suffisante pour combler les besoins de ces industries, mais elle sera incapable d'approvisionner toutes ces agglomérations en produits vivriers. Cette fonction serait laissée aux soins des populations du Bandundu, de l'Equateur et du Kasayi à l'Est de la zone d'influence d'Inga.

Or du fait qu'il s'agit essentiellement des activités d'exportations, le marché intérieur — et par là le pouvoir d'achat des ouvriers — ne les intéresse pas. Au contraire les multinationales auront intérêt à payer des salaires très bas, ceux-ci étant exclusivement des coûts de production. Ce qui fait que les produits vivriers devront être livrés à des prix très bas ; Cette hypothèse implique donc un tel appauvrissement des ouvriers et des paysans que le pouvoir d'Etat devra être suffisamment inféodé aux multinationales et surtout suffisamment fort pour faire respecter ces conditions.

Par ailleurs les devises obtenues grâce aux exportations envisagées devront être utilisées pour maintenir et renforcer le pouvoir autoritaire de la classe dirigeante et aussi pour payer ses importations de luxe et celles nécessaires à l'infrastructure d'accueil. Mais ce genre de dépenses ne permettra pas à l'Etat d'envisager les investissements dans les milieux ruraux ou dans le reste du pays. L'exploitation du pays serait donc plus que visible sur un mode très colonial. Le régime politique devra «se papadociser» encore plus ouvertement, bien qu'il le soit déjà : l'authenticité remplaçant le vaudou, le reste trouvant des correspondants comme à Haiti.

Sur le plan extérieur, ce poids économique du Zaïre dans la région exigera dans l'intérêt même de l'impérialisme — le Zaïre étant la soupape de sécurité de la région —, que le pouvoir assume une certaine «direction politique» ou une certaine «surveillance militaire» de la région, pour que le caractère «sous-impérialiste» du pays ne soit pas remis en cause. Bien que l'idéologie déclarée de certains voisins du Zaïre présente des difficultés à un tel projet politique, la classe au pouvoir devra chercher de toutes façons à assumer le leadership de la région. D'ailleurs les interventions militaires du Zaïre en Angola, au Burundi, ainsi que sa participation à certaines tentatives de renversement du régime congolais se situent dans ce contexte.

Mais le développement des contradictions entre les ouvriers et les paysans d'une part et les multinationales et le pouvoir d'Etat qui lui est allié dans l'exploitation du pays d'autre part, de celles entre cette dernière alliance et la couche de la petite bourgeoisie intellectuelle et de la bourgeoisie «nationale» (qui se trouve principalement dans la PME) exclues de cette alliance ainsi que de celles entre le pouvoir politique zaïrois et ceux d'autres pays africains de la région (ces derniers agissant sous la poussée de leurs bourgeoisies ou de leurs peuples), ne donnent pas une longue vie à cette hypothèse (27).

#### b) Deuxième Cas

La deuxième hypothèse veut que le pouvoir, sur la pression des autres couches de la bourgeoisie et se fondant sur un sentiment nationaliste de type petit bourgeois, exige et/ou obtienne de l'impérialisme une alliance un peu plus large.

Les industries à créer mettraient l'accent sur la demande intérieure, surtout la demande intermédiaire, c'est-à-dire en opérant une certaine connection avec le tissu industriel existant. Cette idée a déjà été défendue par LACROIX (28). L'auteur pense que l'industrie du Zaïre, centrée sur la production des biens de consommation est au bout de son dynamisme et que la solution à une telle situation est le passage à la «deuxième phase» de l'industrialisation, c'est-à-dire l'implantation des industries des biens d'approvisionnement aujourd'hui importés. A ce titre deux projets industriels semblaient résoudre le problème : ce sont la sidérurgie et l'industrie chimique.

Les multinationales peuvent bien accepter la création de telles industries quand bien même elles ne seraient pas rentables économiquement, à condition qu'elles soient principalement supportées par les capitaux nationaux (principalement publics, mais aussi privés). Elles gagneraient dans l'opération au niveau des études préparatoires, des travaux d'exécution et surtout du contrôle du procès technologique.

Au fond cette hypothèse est une situation extrême, car l'énergie disponible à Inga dépasse les besoins de ces industries orientées vers le marché interne. De plus l'abondance et le meilleur prix de cette énergie incitent les multinationales à jouir de cet avantage en implantant des industries grosses consommatrices d'énergie qui pour le Zaïre ne peuvent être que des industries d'exportation comme indiqué ci-dessus.

La deuxième hypothèse implique donc presque nécessairement un dosage avec les industries de la première, mais dosage dans lequel la deuxième hypothèse serait secondaire. Les multinationales jouiraient ainsi non seulement des avantages de la première hypothèse et de ceux indiqués tout à l'heure dans la deuxième hypothèse, mais encore de beaucoup d'autres.

D'abord l'élargissement du secteur public dans le cadre de l'hypothèse deux permet une certaine association ou intégration d'une bonne partie de la petite bourgeoisie technocrate. Ensuite, dans la mesure où la politique «d'économie mixte» est proclamée au Zaïre, l'association des capitaux privés zaïrois à certains projets intéressant le marché intérieur intégrera également une partie de la bourgeoisie locale d'affaires. Ceci tend donc à écarter ou plutôt étouffer l'autre type de contradictions évoquées dans la première hypothèse d'autant plus que la bourgeoisie locale de la PME a des facilités de s'approvisionner sur place.

Une partie des fonds consacrés à l'entretien et à la consolidation de l'appareil repressif dans la première hypothèse pourrait ainsi compenser l'exploitation par «l'impérialisme technologique» et entretenir l'intégration de quelques technocrates et d'une partie de la bourgeoisie nationale. Il y aurait donc un certain relâchement du caractère repressif avec accroissement du pouvoir parlementaire peut-être. Les multinationales continueraient à faire de bonnes affaires, l'intégration d'une large couche de la classe dirigeante leur assurant une longue sécurité.

Mais la situation ne changera presque pas pour les autres couches de la population, ni pour les autres régions économiques du pays, du fait de l'existence d'un secteur important des industries de l'hypothèse No.1, avec toutes les conséquences ci-dessus indiquées.

Ensuite comme il a été démontré ailleurs (29) le tissu industriel actuel du Zaïre est extrêmement dépendant de l'extérieur, et fortement altéré du point de vue du marché dont il est fournisseur ; ce qui l'oblige à se développer plutôt en profondeur (c'est-à-dire en se liant de plus en plus à la catégorie qui peut payer ses produits) qu'en largeur (c'est-à-dire en intégrant de larges masses).

L'exclusion de la majorité de la population du marché des produits industriels fait que si à un tel tissu industriel on ajoutait les industries chimiques et/ou sidérurgiques des biens d'approvisionnement et même d'équipement — d'ailleurs prédéterminées par les besoins des industries des biens de consommation existantes —, on ne peut penser être sorti du modèle colonial d'industrialisation ni encore moins engagé dans la voie du développement.

On n'aura fait que rejoindre alors le modèle de l'accumulation périphérique de Samir AMIN, c'est-à-dire d'une articulation entre le secteur exportateur (secteur 1) et celui des biens de consommation «de luxe» (secteur 3) par le biais des revenus créés et des devises qui permettent l'importation des biens d'approvisionnement et des biens d'équipement nécessaires à l'industrie des biens de consommation de luxe comme articulation principale au lieu d'une articulation entre le secteur des biens de consommation «de masses» (secteur 2) et celui des biens d'équipement (secteur 4) qui est l'articulation d'un développement autocentré.

«L'expérience historique montre qu'une participation du capital local privé — fut-elle subalterne — au processus d'industrialisation par substitution d'importations, est fréquente. Elle montre aussi que — au moins dans les grands pays — un marché suffisant créé par le développement des secteurs 1 et 3 peut rendre possible la création d'un secteur 4.

Celui-ci est fréquemment impulsé par l'Etat. Le développement d'une industrie de base et d'un secteur public ne signifie néanmoins nullement que le système évolue vers une forme autocentrée achevée. Car ce secteur 4 ici est au service non du développement du secteur 2, mais à celui des secteurs 1 et 3» (30).

La fonction politique de gendarme sous-régional, correspondant à la position «sous impérialiste» du pays sera maintenue dans cette hypothèse et elle maintiendra la contradiction avec les autres pouvoirs d'Etat, particulièrement ceux qui pourraient être des candidats éventuels à la même position (le Cameroun par exemple).

La deuxième hypothèse présente donc des garanties de sécurité plus ou moins durables aussi bien pour les multinationales que pour des couches importantes de la bourgeoisie locale. Mais comme on vient de le montrer, elle ne met pas le pays sur la voie du développement véritable.

### c) Troisième Cas

La troisième hypothèse vient de l'éventualité de la radicalisation du sentiment nationaliste. Le processus d'industrialisation privilégierait le secteur public à l'exemple du modèle algérien ou nassérien. Ce secteur pouvant être articulé directement ou indirectement à Inga. Il comprendrait aussi bien les activités d'exportation que surtout celles orientées vers le marché intérieur. Les premières fournissant comme pour tout secteur d'exportation, les devises nécessaires au développement des secondes.



Une telle hypothèse exclut en grande partie les multinationales tout au moins au niveau du financement et du procès direct de production. Ce qui fait que l'hypothèse n'est réalisable qu'avec des fonds nationaux (publics principalement) et/ou avec l'aide d'un financement public international.

Mais les multinationales et avec elles l'impérialisme n'acceptent pas cette hypothèse de gaieté de cœur. En principe elle se conquiert par une lutte fut-elle bourgeoise. De toutes façons quand bien même les multinationales y seraient contraintes, l'économie du pays ne leur échapperait pas dans la mesure où elle est tributaire du marché mondial capitaliste aussi bien pour ses importations que pour ses exportations. De plus, le contrôle de la technologie leur assure un atout certain et majeur pour avoir un mot à dire dans l'économie du pays.

Sur le plan régional, la position économique de «sous-impérialiste» se maintient et même se renforce, dans la mesure où les apparences du nationalisme, voire une phraséologie socialisante peut convaincre ceux des pays voisins qui craignaient une liaison forte avec un «gendarme» régional de l'impérialisme.

Sur le plan intérieur, le déséquilibre géographique peut éventuellement connaître quelque correction partielle. Mais ce type de développement industriel devra nécessairement se faire au détriment soit de la paysannerie, soit à la fois de la paysannerie et de la classe ouvrière, cette dernière éventualité étant la plus probable.

L'élargissement du secteur public élargira en même temps la couche de gestionnaires, c'est-à-dire des technocrates et des bureaucrates le plus souvent militaires et civils.

Comme le dit si bien BRESSER PEREIRA, «ce nouveau modèle industrialise les pays mais ne résoud pas leurs principaux problèmes. Il accroît le degré de dépendance, concentre le revenu, marginalise radicalement une grande partie de la population, développe l'industrie des biens de consommation en priorité sur l'industrie des biens de capital, justifie le contrôle autoritaire de la société par une techno-bureaucratie partisane du développement à outrance, disposée à tout justifier ou à tout sacrifier en fonction de l'accroissement de l'efficacité et du revenu global. Il nous conduit de la sorte (...) à une situation que Celso FURTADO a appelée «sous-développement industrialisé» pour l'opposer à l'ancien sous-développement fondé sur l'exportation de produits primaires» (31).

Il se caractérise ainsi par son caractère capitaliste, sa dépendance technologique et économique envers les multinationales, la participation au pouvoir et à l'appropriation de l'excédent ; par l'intermédiaire de la consommation de biens de luxe, d'un ample secteur techno-bureaucratique, la marginalisation d'une grande partie de la population facilitée par l'existence d'une offre illimitée de main-d'œuvre, et enfin par l'existence d'un secteur productif capitaliste «traditionnel» et d'un autre «moderne», qui entretiennent entre eux des rapports inégaux de domination et d'exploitation (32).

En général cette perspective donne lieu à quelques illusions et espoirs au départ. Cependant elle ne dure pas (comme on le voit en Egypte) du fait de la marginalisation des masses. D'où une contradiction qui va

en s'aiguissant et dont la solution véritable ne peut être que le dépassement de cette perspective, pour un autre modèle de développement industriel qui intègre les masses. Mais ceci implique et exige une rupture radicale au niveau de la nature du pouvoir politique.

Les possibilités de réalisation de cette hypothèse au Zaïre sont maigres malgré son potentiel économique immense. Au contraire, c'est-à-cause de ce potentiel — minier, agricole, énergétique — que tous les vautours du camp impérialiste sont attirés par le pays. De plus ayant déjà un pied à l'intérieur du pays, ces vautours lutteront de leur mieux pour empêcher un tel projet. Par ailleurs l'endettement extérieur du pays, qui le place dans le peloton de tête des pays les plus endettés par tête d'habitant, et la faiblesse de la bourgeoisie nationale — déjà alliée de ces vautours — après l'échec des nationalisations de 1973-1974 et la retrocession des entreprises nationalisées, rendent encore plus difficile la matérialisation d'un tel projet même si la solution putchiste est toujours envisageable.

On peut affirmer en guise de conclusion que quelle que soit l'hypothèse qui se matérialisera au Zaïre, sa candidature à la position politico-économique de «sous-impérialiste» en Afrique Centrale est certaine et elle a des chances d'être réalisée. Le pays en effet dispose d'atouts importants : une source énergétique importante et bon marché, des ressources minérales et agricoles importantes, un marché potentiel non négligeable avec des possibilités d'élargissement sur la région, une main-d'œuvre abondante et bon marché et enfin une position géopolitique stratégique. C'est pourquoi la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire soutiendront toujours le régime zaïrois.

Mais du fait de cette position «sous-impérialiste» et de la nature de chacune de ces trois perspectives, on ne peut s'attendre à une stratégie véritable de développement dans le mesure où chacune des hypothèses est fondée sur la marginalisation des masses, l'inégalité sociale et régionale et l'absence de rupture radicale avec l'impérialisme.

## NOTES

1. Nzeza, M., Comment Inga se met-il au service de tous, in *Zaïre-Afrique*, No. 89, Nov. 1974, p. 521.
2. Martens, G.R., *Salaires en Afrique*, Bureau Régional d'Etudes et de Documentation Economique, Ronéo, Lomé, 1976.
3. Lacroix, J.L., *Industrialisation au Congo*, Moaton, Paris, 1966, voir aussi Kankwenda, M., *Les Industries du Pôle de Kinshasa*, les cahiers du Cédaf, No. 1 — 2 Bruxelles 1977.
4. SICAI, *Etude de Développement Intégré de la Zone d'Influence du Complexe hydro-électrique d'Inga*, Tome I, Rome 1964.
5. Kankwenda, M. op. cit.
6. Idem.
7. Lacroix, J.L., op. cit.
8. Houyoux, J., *Budgets Ménagers, Nutrition et Mode de Vie à Kinshasa*, PUZ, Kinshasa, 1973.
9. Luabeya, K., *L'Industrie Manufacturière Congolaise et la Réforme Monétaire* du 24 Juin 1967, dans cahiers économiques et sociaux Vol. VII, No. 2 et 3, Sept. 1969.

10. BEAU, Kinshasa, ravitaillement, cahiers du Beau, Kinshasa, 1976.
11. Département de l'Economie Nationale, Conjoncture Economique ; différents numéros.
12. Lacroix, J.L., Inga, in *Etudes Congolaises*, Vol. X, No. 1, Janvier Fév. 1967.
13. SNEL, L'aménagement hydro-électrique d'Inga, Okapi, Kinshasa, 1971 p. 21.
14. Nzeza, M. *Op. cit.*, p. 523.
15. BEAU, Région Economique de Kinshasa, présentations du projet, ronéo, Kinshasa, 1967.
16. SNEL., *Op. cit.* p. 19. Les trois entreprises italiennes qui forment le consortium sont Impresa Astaldi Estero, Grupo Industrie Elettro-Meccaniche per Impianti All' Estero et Società Italiana Impianti.  
Les sociétés qui s'occupent des travaux de transports sont Felten et Quilleaume Kabewerke, Brown Boveri, Gruppo Industrie Elettro-Meccaniche per Impianti All'Estero et Thematone.
17. Voir à ce sujet l'Organisation pour l'Equipement de Banana-Kinshasa (OEBK), complexe industrielle – portuaire et urbain de Banana-Muanda, doc, ronéo non daté.
18. Malu wa Kalenga, Les solutions possibles du problème du déficit énergétique de la Région du Shaba en République du Zaïre, ONRD, Kinshasa, 1972. Il faut ajouter que le contrôle et la surveillance de la ligne Inga-Shaba exigera environ 300 ingénieurs, chiffre que le Zaïre ne peut produire d'ici l'an 2000 ; ce qui obligera le pays à payer cher cette «technologie» américaine.
19. La ligne Inga-Shaba, planning général des travaux de construction, in *Zaïre-Afrique*, No. 89, Nov. 1974. Les trois entreprises sont Morrison Knudsen International, International Engineering Cy. et Fischbach and Moore International.
20. Département de l'Economie Nationale, le Bas-Zaïre, zone industrielle à vocation mondiale, Kinshasa, 1973. Voir également du même département, Potentiel économique, Kinshasa, Mai 1976.
21. Une Crise Structurelle in AMIN S. et Cie, la Crise de l'Impérialisme, Minuit, Paris, 1975.
22. Tshimuanga, M., Garantie des Investissements et Développement Economique en République du Zaïre, in *Bulletin de la Section Economique et Financière*, ONRD, Vol. I, No. 1, Mars 1973, p. 1-13.
23. Département de l'Economie Nationale, le Bas-Zaïre, zone industrielle ... *op. cit.* p. 9.
24. Lacroix, J.L. Inga, *op. cit.* p. 58.
25. *Idem* p. 57.
26. Voir Bulletin de l'Agence Zaïre Presse (AZAP) du 7 Déc. 1976.
27. Massiah, G., Division Internationale du Travail et Alliances de Classe, dans la Crise de l'Impérialisme, Minuit, Paris, 1975.
28. Lacroix, J.L., Industrialisation ... *op. cit.*
29. Kankwenda, M., Les Industries du Pôle ... *op. cit.*
30. Amin S., Impérialisme et Sous-développement en Afrique, *Anthropos*, Paris, 1976, p. 22.
31. Bresser Pereira, L.C., le Sous-développement Industrialisé in *Revue Tiers-Monde*, Tome XVII, No. 68, Oct. – Déc. 1976, p. 891.
32. *Idem* p. 892.

## SUMMARY

*The author's contention in this article is that the Inga dam project of Zaïre will, as it is being implemented, serve more the interests of the developed countries involved in it than the native people of Zaïre. In his analysis he focuses on the prospects of an industrial development of Zaïre within the context of a full operation of this dam. He first looks into the Zaïrian industry as it is planned and as it is developing, then analyses the issue of energy which has been the main reason why this project was decided upon and finally looks at the industrial prospects of this country in terms of its advantages and foibles both at the internal as well as external level.*

*In dealing with the first point of analysis, the author says that the zaïrian industry in its present form of development is characterized by a strong desire from the authorities to meet the needs of the investors together with those of the ruling classes by providing them with very cheap raw materials. This industry is fundamentally a dependent one and as such all the mechanisms for the accumulation and orientation of the generated surplus are distorted.*

*As for the energy which is being produced by this dam, it is widening the already existing gap between the different parts of the country, mainly between the West (with a surplus of production) and the Shaba and Kivu regions (with a deficit production). This creates the paradoxical situation that Zaïre is at the same time importing energy (from Zambia) and exporting it (to Congo).*

*After looking at the different implications of the present form of industrialization of Zaïre with the energy produced by this dam, also after looking at the different directions which this industrialization can take, he concludes that whatever direction will be taken, the political and economic position of Zaïre as a sub-imperialist country within central Africa is clear and will with no doubt be reinforced because the country is granted with important assets such as an important and cheap energy production, important mineral as well as agricultural resources, an important potential market with possibilities of extension in the region, an abundant and cheap labour and also a strategic geopolitical position. Because of that position and because also of the nature of the different forms of industrialization envisaged, one can hardly expect Zaïrian authorities to develop a genuine development strategy because they all are based on marginalization of the masses, social and regional inequity and the absence of an absolute break from imperialism.*

# TRADE AND DEVELOPMENT: CLASSICAL THEORY, CONTEMPORARY REALITY – WITH SPECIAL REFERENCE TO MOZAMBIQUE

By

*Aaron T. GANA*

One of the most enduring mystification of the structure and dynamics of the international political economy relates to the thesis, in classical economic theory, that international trade promotes national economic development. This mystification game continues for a number of reasons, only three of which need a casual review here. First, for many people involved in national economic planning especially in «developing» countries there seems to be a superficial correlation between the theory of international trade and their subjective reality. After all, as Nigerians under colonial rule sold their palm oil, cocoa and tin to European traders, they received, in return, manufactured goods such as detergents, chocolate drinks and bicycles. And of course, with the increase in the volume of exchange, there *appeared* a qualitative improvement in the living conditions of the segment of the Nigerian society engaged in these transactions. Thus, for the Nigerian academic economist, Adam SMITH's claim cannot but be an empirically verifiable hypothesis. Thus, in a recent work on Nigeria's economic history, the author, after examining the data for Nigeria's foreign trade during the colonial era argues

*The export trade of Nigeria provides a fitting example of Adam SMITH's argument for international trade. Adam SMITH wrote that, «Between whatever places foreign trade is carried on, they, all of them derive distinct benefits from it. It carries out that surplus part of the produce of their land and labour for which there is no demand among them and brings back in return for it, something also for which there is demand. It also gives a value to their superfluities by exchanging them for something, which may satisfy a part of their wants, and increase their enjoyments» (1).*

Thus, for the author, Nigeria's experience validates the Classicists' contention that trade and development are positively linked.

A second reason for the credibility of the theory is not unconnected with the first. It is the forceful integration of most of the underdeveloped territories of the world into a maturing global system in which these territories under colonialism, became its periphery (AMIN, 1974). In this new system, a network of exchange from the centres to the peripheries reinforced the ideological foundations of political, economic and cultural subjugation of the latter, further mystifying the reality in the name of foreign trade (COLEMAN, 1959; HOPKINS, 1973). When pressures for the liquidation of colonialism brought an end to overt political control, the units of the periphery that emerged as independent states had their options for autonomous development limited to trade with former metropolitan powers. Any wonder that international trade provided the only credible option for national development.

The third reason for the perpetuation of the myth of development through international trade is also organically linked to the second. It relates to the thoroughness of ideological indoctrination of the elites of the peripheries through the various structures of colonial exploitation. Most crucial of all was the «training» received by the intellectual class of these countries, from the premier academic (ideological!) institutions of the metropolises. It was this that facilitated and continues to facilitate the propagation of the ideology of economic development through trade as part of the ideology of universal harmonies (AMIN, 1974). This cultural disorientation which is what such training comes to in the final analysis – constitutes the major obstacle to the total emancipation of the productive energies of the peoples of these exploited countries today. To understand the grip of this ideology on the minds of the rationalizers of foreign trade, we need to state, as concisely as space permits, the central tenets of the theory of international trade.

### **THE CLASSICAL THEORY: SPECIALIZATION AND THE PRINCIPLE OF COMPARATIVE ADVANTAGE**

The hub of the classical theory is the recognition of the universality of transaction and exchange as a basic characteristic of human relationships. This is true of the most «primitive» communities of Africa as it is true of the most «modern» societies of Europe and America. And the logic of exchange is compelling: No individual can produce by himself, all the things he or she needs to live a comfortable life. Or to put it differently, no individual can produce in the most unexpensive way possible, all that he or she needs even for subsistent living. It is for this reason that men and women find it more profitable and convenient to engage in those activities for which they are best suited or for which they have a 'comparative advantage' in terms of their natural abilities and/or resource endowments. The surplus of these home produced commodities they can then exchange for products in which others may have a comparative advantage to produce.

These same principles of specialization and comparative advantage have been applied by economists to the exchange of goods between nations in the form of international trade. As to what determines which goods are traded and why some countries specialize in producing certain commodities while others specialize in different commodities, economists since Adam SMITH have answered the question in terms of *international differences in costs of production and prices of different products*. Countries, we are told, specialize in the production of those commodities in which they have a comparative advantage, i.e. in those activities where the gains in specialization are largest (2).

Thus the concept of *relative cost* and price differences is basic to the theory of foreign trade. Known as the 'principle of comparative advantage' it asserts that a country will specialize in the export of those products which it can produce at the lowest relative cost. It is for this reason that it is argued that developing countries would maximize the benefits of international trade only by confining their production activities to those that offer the least cost of production, such as agricultural products, raw materials and the like. Mathematical presentations are produced to show how advantageous specialization is for all the participants in international trade.

It is not argued, of course, that the benefits of international trade are distributed equally. Rather, the central thesis of the theory is that free international trade will benefit all nations of the world even though the benefits may be disproportionately distributed «depending on world demand conditions and cost differences for different commodities in different countries» (3). Secondly, classical free traders argue that free trade will *maximize global output* by permitting every country to specialize in what it does best and thus concentrate on the production of those goods in which it has a comparative advantage.

These, then are the central tenets of the classical labour-cost model of international trade. As most economists would admit today, this is a static model based strictly on a one variable factor labor cost. Its twentieth-century variant, named the «Heckscher – Ohlin model», after its two Swedish proponents, Eli HECKSHER and Bertil OHLIN – attempts to inject a dynamic into the classical model by taking into account differences in factor supplies (mainly land, labor, and capital). Unlike the classical labor cost-model, where trade arises because of fixed but differing labor productivities for different commodities in different countries, the factor endowment model assumes away inherent differences in relative labor productivity by postulating that *all countries* have access to the same technological possibilities for all commodities. Were domestic prices the same, all countries would use identical methods of production and thus have the same relative domestic product price ratios and factor productivities. The trade arises not because of inherent technological differences in labor productivity for different commodities between different countries but because *countries are endowed with different factor supplies*. Thus some countries have abundant labor supply while others are better-endowed with capital. Countries with abundant labor will thus have a relative cost and price advantage over countries with relatively expensive labor in those commodities which make abundant use of labor (e.g. primary products). It is therefore logical that they should specialize in the production of these labor-intensive products and export the surplus in return for imports of capital-intensive goods.

By the same token, countries well endowed with capital will have a relative cost and price advantage in the production of manufactures goods. By specializing in the production of these goods, they can export their capital-intensive manufactures in return for imports of labor-intensive products from labor-abundant countries. Trade, therefore, serves as a vehicle for a nation to capitalize on its abundant resources through more intensive production and export of those commodities that require large inputs of those resources, while relieving its factor shortage through the importation of commodities that utilise large amounts of its relatively scarce resources. The factor-endowment theory goes on to argue that capital-abundant countries will tend to specialize in such products as motor cars, sophisticated electronic communication, aircraft computers etc. while the *labor-abundant countries will specialize in those labor or land-intensive products for which they are best suited and exchange them for the high-technology and capital-intensive products from the capital-abundant countries*. It needs little imagination to identify which countries should specialize in the production of manufactured goods and which should specialize in the production of raw materials!

Thus whether we are examining the arguments of the classicists or of their 20th century protégés, the traditional arguments for international trade are that it: – 1) stimulates economic growth 2) promotes international and domestic equality of factor returns and raises the real income of trading countries by making efficient use of each nation's and the world's resource endowments and 3) helps nations to achieve development by promoting and rewarding those sectors of the economy where individual countries possess a comparative advantage whether in terms of labor efficiency or factor endowments.

The policy implication of the theory is obvious: to promote growth and development, an outward-looking internationalist policy is required. Self-reliance and autarchy are denounced as illusory. These arguments and their policy implications were accepted in toto by most Third World economists until quite recently. So compelling was its logic (because they were confined to the world view of the conqueror) that few Third World scholars reflected on the global political context within which the theory germinated. They thus failed to realize that just as the flag followed the Bible, so did the theory follow the hegemony of the crown in the global struggle for domination by European powers. As HOPKINS so perceptively observed of 19th century rivalry among European powers: –

*Free trade, though sometimes presented as a high minded principle capable of bringing prosperity with honor to the comity of nations, was in reality a passport to British Supremacy. In conditions of «equal» competition, Britain was likely to dominate most world markets because she could produce and transport manufactured goods more cheaply than could any of her rivals (4).*

It is my contention that much of bourgeois economic theory on trade and development, as on many other aspects of economic life is nothing but ideological rationalization for the perpetuation of the dominant position of the imperialist powers in the world economy. In what follows, I examine the effects of trade on the underdevelopment of Mozambique under colonialism. The central thesis is that international trade has been the source of the underdevelopment of Mozambique, as of Africa, Asia and Latin America.

## **ECONOMIC DEVELOPMENT IN HISTORICAL PERSPECTIVE**

Economic development is a function of economic growth; without growth there is no development. The essential pre-requisites of economic growth are capital accumulation, and changes in the structures and organization of the process of production. The notion of capital implies economic surplus. Economic surplus is the difference between the actual current economic output and actual current consumptions, viz. current savings or accumulation. Historically, it is the size and mode of utilization of this generated economic surplus that determines the level of development of the productive forces of society and corresponding relations of production. Growth is then an interaction of these material and social processes. Hence the rate and direction of economic development is dependent on the mode of appropriation of the economic surplus and the necessary changes in the social relations which the process of appropriation historically engenders. The full utilization of this surplus within a given socio-economic formation, is the prime mover behind economic development.



Clearly the leading questions of economic development cannot be answered without a dynamic category of historical interpretation requiring a methodology which fuses economic, social and political forces historically. The concepts of the mode of production denotes the historical specificity of an economic system. The conceptualization of distinct or specific stages in the development of socio-economic systems may begin at the level of class relationships – producer to non-producer – and each to other sections of society. This periodization of the history of economic development facilitates an identification of crucial points and forces in the process in which the tempo of growth is accelerated, the continuity broken by a sharp change in direction, or the blockage of particular socio-economic formations takes place (5).

Although each mode of production is distinguished by a definite set of class relations and organization of production, systems are never «pure» in form. Elements of both preceding and succeeding modes are to be found intermingled: yet each mode of production is articulated under a dominant form of capital. This capital exists in different forms at different stages of history according to the specific mode of production. To each mode of production corresponds a dominant circuit of capital (money, merchant capital, industrial capital, or finance capital), as well as a dominant method of surplus appropriation (rent, profit, or interest). Since modes are never pure, different forms of capital and methods of appropriation may exist at a given historical conjuncture, and different modes of production are accordingly articulated within a specific socio-economic formation. This process-capital accumulation and appropriation – is a historical dynamic: the dominant circuit dissolves previous modes of production, and gives birth to new modes of production.

The articulation of modes of production, the introduction of forces changing the character of productive forces and social relations, is conditioned by trade relations. Trade, the exchange of commodities via the circuit of merchant capital, has historically dissolved precapitalist modes of production. Yet this process of dissolution and articulation – economic development – cannot be analyzed merely with concepts rooted in relations of exchange. The causal, historical analysis of the *process* of economic development cannot be derived solely by a construction of exchange relationships. The concept of the mode of production, the articulation of patterns of surplus production and utilization, is affected at the level of exchange. Nothing is explained since exchange analysis is one of price equivalents. This positivist, structuralist approach to international trade and economic development, by assuming a given level of production or factor endowment and consummating in quantitative analysis, ignores the crucial, historical social division of labor that is the content of factor endowments and production. The identification of the real functions of trade in the process of economic development must be rooted in the relationship of trade to the specific mode of production. These functions include the transmission of new circuits of capital which impinge upon and change the pre-existing mode of surplus production and appropriation.

The role of trade then in changing the mode of production — the acceleration, blockage, or disruption of the process of articulation — is a fundamental foundation for a historical theory of underdevelopment.

Analysis of the form and content of trade in the penetration of pre-capitalist economic formations or mode of production in Mozambique as in all colonial territories, must be rooted first in the specific, objective economic character of the metropolitan mode of production, and generally in the position of its economy in the world political economy at different periods.

## MOZAMBIQUE AND PORTUGUESE CAPITAL

The Portuguese penetration of the Mozambican coast in the 16th century was followed by the settlement and the expansion of the regime *dos prazos* in the Zambesi Valley over the 17th, 18th and 19th centuries. The prazos were essentially landed estates organized and headed by the Portuguese settler. These estates were feudal in character, marked by a definite system of land tenure and class relations — a hierarchy of overlord, vassal (*colono*), and slave. *Modus operandi* were developed between the prazos and the adjacent communal kingdoms of the interior of Mozambique. Trade in tribute was the early means of this exchange with the kingdoms, and the source of the *colons* and slaves. Regional trade during this period, 1700–1850, was highlighted by the extraction of ivory and gold by the coastal Portuguese merchants, and intra-*prazo* trade conducted by a vassal slaving class-*misambodzi*. The feudal prazo system was not tied to the Metropole, but rather organized against Portuguese intrusion. Tenuous links with the Portuguese merchants resulted in an absence of economic incentives or pressures to increase production on the *prazo*. Economic organization was limited then to simple commodity production of use-values such as sorghum, millet and maize. The feudal system of class relations was in flux, the capacity for accumulation by the *colonos* led to a plethora of non-European *prazeros* by the early 1800's. Yet the system lacked a structural basis for an expansion of the forces of production due to the absence of external trade relation. Class tension within the prazero system gave rise to disintegration and short life-times for organized estates. Continuous raids by local *prazo* slave bands and intrusions by the surrounding kingdoms yielded the mode of production to be highly unstable. The period of prazo disintegration (1780–1850), the growth of feudal warfare, landlord absenteeism, and agricultural stagnation stemmed from the structural incapacity for surplus production from the existing mode of production. The feudal mode began to disintegrate before really penetrating and changing the pre-capitalist kingdom form of production. Nor were the merchants trading in ivory and gold to seriously impinge on the mode of pre-capitalist production during this period. Instead, contradictions in the *prazo* mode gave rise to a new form of surplus accumulation.

Slave trade was the dominant form of accumulation from 1800–1850 in Mozambique. Approximately 10,000–25,000 slaves were appropriated per year during this period, depending on the success of hunt and the *demand* of merchant capital. The surrogate *prazeros*, European and non-European, extended the trade deep into the interior, reaching up to

Lake Nyasa and south to the Limpopo region. This large scale exportation of natives during this trade, the depopulation of the traditional lands according to the dictates of coastal merchant capital, marked a fundamental disruption of the process of development in the precapitalist economic formations. The trade in slaves and consequent depopulation preempted population pressures which historically generated changes in productive technique and social division of labor of an economic formation. The essential condition for economic development, the maximum use of a given formation's *key* natural resources – human labor – was systematically blocked by the operation of slave trade under merchant capital.

The Portuguese State was conspicuously uninvolved in the organization of the slave trade in Mozambique. In fact, the egregious absence of Portuguese military or political presence characterized this period in Mozambique. The Portuguese mode of production, largely feudal and by far the most heavily indebted country in Europe, lacked the resources necessary to organize an administrative network for control in Mozambique. However, intensified economic competition in the world political economy among the European capitalists generated a Portuguese effort for consolidation and control. A modicum of control was established by the 1880's in order to substantiate Portugal's claim for colonies at the Berlin Conference of 1884–86. The Conference and the partitions of Africa which followed multiplied the means available for the reorganization of the mode of production in Mozambique.

Portuguese colonial policy in Mozambique was designed to utilize trade and merchant capital to transform the *prazos* into an effective economic institution for the promotion of agricultural production and the export of commodities. The instruments for the expansion of trade and the circuit of merchant capital were three companies chartered in the 1890's: the Mozambique Companhia (backed by British, German, and South African Capital), the Niassa Companhia (backed by British Capital), and the Zambezia Companhia (backed by British, French, German, and South African Capital). Land leaseholds to these monopoly trading companies covered 2/3 of the land area of Mozambique by 1900. The Zambezie Companhia, the largest and most profitable, spearheaded the transformation of the interior via merchant capital. European plantations were subsequently developed for sugar, sisal, copra, and cotton production. The colonial state instituted a system of forced native mobilization through taxation so that commodity production may expand. Yet the extent of the penetration of merchant capital, the expansion of commodity production, and the dissolution of the precapitalist economic structures was circumscribed during this period (1890–1915). The companies were highly speculative and lacked the capacity (capital) needed to develop the territory leased. Instead, a large share of surplus was reaped from taxation – an exorbitant hut tax on the precapitalist formations, and a tax to be paid in kind (forced labor). An additional source of surplus was labor recruitment and shipment to the South African or Rhodesian mines. Peasant revolts began on a wide scale in 1878, and developed into the full scale rebellions to Sena-Tonga, Makange, and Muenemutapa by the turn of the century. The military power of the colonial state was frequently called upon to crush these revolts in the kingdoms. In this period then the penetration of

the precapitalist modes of production and transformation was minimal. By 1915, less than 1 % of the land of the fertile Zambesi Valley, the *prazo* belt, was under cultivation, and the mining mode of production was equally undeveloped.

These *prazo* merchant companies then were the vehicles of merchant capital in the penetration of the precapitalist economic formation in Mozambique. The process was one of the penetration and undermining of the simple commodity mode of production, and its subordination to the demands of merchant capital (allied with the state). As Kay so eloquently describes the process: «The accumulation of merchant capital required an expansion of commodity production which sooner or later disrupts the social organization of production itself. Even where merchant capital does not threaten to seize control of production directly and reorganize it on a capitalist basis... by always challenging the social organization of production, it undermines the economic and social basis of the ruling class. As the sole form of capital and sole medium of the law of value, which its drive to accumulate transmits to all spheres of economic activity, merchant capital is the acid in which the structures of non-capitalist society are dissolved» (6). The massive resistance and revolts from the precapitalist sector manifest the struggle against the undermining of the social basis of the mode of production, as Nigeria's experience also testifies.

To underline the dynamics of the circuit of merchants capital, a recapitulation is in order at this juncture. The character of a simple commodity produced is too-fold; it has use value and exchange value (7). Merchant capital transforms precapitalist production from that of simple commodities to commodities for exchange value in trade. The local producer in Mozambique as in Angola or Nigeria under colonial rule, was therefore exposed to new needs which could only be realized by participation in the production of cash crops – either the sale of labor power and/or the fruits of labor. The transformation of simple commodity production under the circuit of merchant capital robbed production of its largely independent form (domestic use and exchange value), but it was not capable of completely transforming the entirety of precapitalist formations. «The development of merchant capital tends to give production more and more the character of production for exchange value... yet its development is incapable by itself of promoting the transition from one mode of production to another» (8).

Merchant capital is trading capital, the commodity has value before the act of exchange, in the form of crystallised abstract labor so that value creation is not a function of exchange, but rather of production. Merchant capital, expressed by the circuit M-C-M (Money-Commodity-increased Money) (9) is a process of profit via unequal exchange – the price of sale is higher than that of purchase. Merchant capital then merely makes the value of the commodity apparent. It cannot, by its very nature, increase the value of commodities. The surplus seized is largely penned up in the sphere of circulation, and utilized to expand trade but *not* the forces of production. Merchant capital in its independent form then operates without regard to use values. The objective mechanism of the circuit-unequal exchange – is identical with slaves as with agricultural commodities.

This independent medium bearing law of value of merchant capital reorganized the pattern of production to that of exchange value for *external* sources. Herein lies the basis of the dislocation of production from consumption, the substitution of exchange value for use values in commodity production, and the origins of the disarticulation of the structures of production and vertical integration. Without a class to resist the demands of this merchant capital, which was blocked by the earlier disruption of the development of feudalism in Mozambique, production developed on the basis of an alien mode of production and circuit of capital. Therefore the independent form of merchant capital stands in inverse proportion to the general level of economic development of society (10). Since independent merchant capital did not transform the precapitalist formations, neither the necessary socialization of labor (the development of a structural *interdependence* of sectors of production) or socialization of capital (the capital of directly associated capitalist producers) was realized. This expansion of trade under these condition aggravates and intensifies the structural distortions in the mode of production.

A key determinant of the development (form, content and operation) of merchant capital and trade in Mozambique was social relations in the Metropole mode of production. The peculiar, objective conditions of the Portuguese economy historically influenced the nature of Portuguese colonialism and therefore the economic development of Mozambique. The position of the Portuguese economy in the international political economy at the turn of the 20th century was still one of an underdeveloped, largely feudal state. The ruling class was dominated by feudal land owners or in other words, the class structure was such that an increase in cash crop or raw material production in Mozambique would advance industrialization in Portugal and undermine their social base. Therefore in the earlier period, merchant capital pursued commodities of high surplus value but not directly of high Metropolitan exchange value: human slave labor. Initially, markets for commodities were realized outside the Metropole. It was not until the 1910–30 period – that of expanded Portuguese industrialization and changes in restrictionist colonial trade policies – that the operation of merchant capital rapidly expanded commodity production. The Portuguese State also began to take advantage of the protected overseas market. This reciprocal element in the operation of merchant capital ensured a distorted division of labor between Mozambique and Portugal. The extent of the distorted specialization is reflected by the following: in 1937, of the 40 principal exports from Mozambique, the quantity of manufactured exports totalled less than 1 %. Hence the articulation of the mode of production in Mozambique by merchant capital denied that mode the dynamics of the industrialization process. The reciprocal dynamic of merchant capital also served to arrest change in social relations in Portugal (11). The landed ruling class was able to defer the contradictions of repressing the level of industrialization by dumping goods which would have been uncompetitive on the international market (limited industrialization implies low economies and high costs of production) into Mozambique (12). This arrest prolonged the operation of the circuit of merchant capital in Mozambique.

Without revolutionizing the mode of production, the further extension of the circuit of independent merchant capital only increased the dependence and worsened the condition of the direct producers in Mozambique. The expansion of commodity production leaves the producer dependent on the monetized economy for provision of necessary use values for social reproduction. Yet this is only part of the picture: the impact of the colonial superstructure, the ideology of the colonial state as formulated in the 1890's was to have an important influence on the forms of economic development and the condition of labor. The foundation of colonial labor policy was objective in the sense that it conformed first to the structural distortions as articulated by merchant capital. The *form* the policy took though was racist; the policy was never designed to secure a modicum of social improvement for the African. The state explicitly stated its ideology in 1898: «the state, not as a sovereign for the semi-barbarous population but also as a depository of social authority, should have no scruples in obliging and if necessary forcing these rude Negroes to work, that it is to better themselves through work, to acquire through work the happiest means of existence, to civilise themselves through work» (13). An ideology conforming to the monetizing dictates of merchant capital, the fact was that landowners doubled as officials ensured that the state was directly involved in maintaining social relations in the same mold. The State earlier on realised its historic role in cohering and reproducing the social relations of a given mode of production. The history of the role of the state in labor relations in Mozambique is in large part the history of the ruthless exploitation of the Africans through a system of quasi slavery – the institution of forced labor or *shibalo*. The labor, vagrancy and taxation operated in tandem to force the African to enter the cash bound market economy, and control those already involved in that economy. Resistance from the precapitalist economic formations was dealt with by the Labor Conventions of 1913 and 1928 with Pretoria and the Transvaal for the annual conscription of 80,000 Mozambican workers per year for the mines. The state actively utilized merchant capital to break down the precapitalist mode of production either by transferring labor to the sphere of commodity production or out of the economy altogether. The transformation of precapitalist structures from a mode of simple commodity production to capitalist production (in the strict sense of the sale of ones labor power) was limited to cash crop regions along the coast and the stevedores of the ports (14). Wage labor *per se* was not effectively institutionalized on a wide scale until after the strikes and organized resistance of the 1920's and 1930's forced changes in social relations (15). *Shibalo* is the objective historical solution to the labor problem. Nevertheless, at given junctures the predominant set of social relations is no longer effective in promoting economic growth and become fitters on the productive forces (16). This does not imply that *Shibalo* was systematically eliminated following the class struggles of the 1930's for it was still in operation at the time of independence.

The independent form of merchant capital then extended and stimulated commodity production during the period 1890–1920, but did not completely dissolve the precapitalist formations of the interior. The restriction on merchant capital is that it can only appropriate a portion of

surplus value, yielding the balance of production profits to the class in control of the means of production. The distinction here is crucial: surplus value versus profits (rate of profit =  $c + v + s$ ), wherein surplus value appropriated by the merchant is a minor, relatively fixed proportion of productive profit. The rate of surplus accumulation depends then not on the absolute value of the surplus value and profit, but on surplus value relative to total capital advanced in the process of production. Again the circuit of merchant capital is one which intersects in the market and does not directly expand the capital in production. The objective necessity to systematize the rate of capital accumulation and tensions at the level of social relations, i.e. stagnating profit rates, forced merchant capital to recompose itself into industrial capital and enter the sphere of production. The recomposition was initially facilitated by the financial and economic autonomy granted to Mozambique during the brief period of the Portuguese Republic (17). A merchant-manufacturing element, with property in land ownership of the party means of production, strengthened its class position by expanding simple industrial raw material processing centres along the coast. The process was fettered by tariff and restrictionist development policy in Portugal, ensuring that industrial capital entered the productive structures as developed by independent merchant capital. Merchant capital was transformed from its independent to dependent form, operating as an agent of industrial capital. The task of industrial capital, on the other hand, is to increase its share of the surplus by transforming production – increasing surplus value and profit.

Industrial capital has historically defeated merchant capital, ripped off the fetters on productions by the extension of capitalist relations of production, and expanded the forces of production. Industrial capital intersects in the sphere of direct production:  $M-CL MP...P...C^1-M^1$ , where money is utilised to purchase commodities (labor and the means of production), which are expanded in the process of production (P) yielding a greater value of commodities ( $C^1$ ), and sold at a profit ( $M^1$ ). Industrial capital then increases surplus value and profits in the process of direct production. Social relations are transformed as the laborer sells his labor power to the capitalist in exchange for the production of commodities – he sells not the fruits of his labor (precapitalist), but his labor power (18) (capitalist). The necessary socialization of capital and labor through concentration and centralization-historically expand under the circuit of industrial capital. Yet the distortions in the structures of production in Mozambique, as in Angola, articulated under independent merchant capital, precluded this historic process of capitalist development to take effect. Instead industrial capital disarticulated the modes of production by expanding the production of industrial exchange values for trade.

The expansion of cashcrop production and light industrial production was accompanied by the development of the mining mode of production and the railroad in the 1930's. The spatial patterns of railway development was exclusively horizontal, from the interior to the sea. The Organic Charter of 1933 and the institutionalization of the *regime do indigenato* (system of wage labor) sparked off the anger of the capitalist class in Mozambique. This class viewed the Charter as another mechanism for the perpetuation of the economic milking and blocking of the development of

Mozambique. The capitalists, in alliance with their counterpart in Portugal, succeeded in expanding the capitalist relations of production (the circuit of industrial capital) throughout the 1940's and 50's in Mozambique. Domestic industrial interests were able to secure protection for nascent manufacturing through import permits and custom duties from the Board of trade. Production for trade was articulated in the sectors of minerals, agriculture and light manufactures. A key exception here was the principal cashcrop of the capitalist sector-cotton. Cotton processing was exempted from the process of industrial capital due to the Portuguese provision for the duty-free entry of textile goods from both Macau and the metropole. Thus the key role of the textile industry historically in economic development was pre-empted by the state restriction on the circuits of capital. The bulk of agricultural production continued to be subsistence production in the precapitalist regions: maize, beans, rice., and peanuts. Low levels of production in the precapitalist sector, reinforced by low-fixed producer prices and stringent local agricultural trade boards, resulted in food shortages in the cash crop areas. Starvation was chronic in the cotton growing regions during this period.

International economic relations from 1850–1946 between the Portuguese metropole and Mozambique then were mediated by merchant capital first in its independent and later in its dependent form as an agent of industrial capital. This is the structural context of the underdevelopment of Mozambique. The circuit of merchant capital lacked the capacity to dissolve completely the precapitalist mode of communal production in the interior, and organized the productive forces into the monetized production of exchange values. Merchant capital in its independent form lacked the capacity to develop socio-economic formations necessary for the systematization of capital accumulation or the socialization of capital and labor. Within this context, in its drive to systematize capital accumulation within dislocated sectors of production, the dependent form of merchant capital merely served to reinforce the structural dislocations, and the expansion of this trade deepened and reproduced these dislocations. The circuit of dependent merchant capital and industrial capital was conditioned not merely by the political power of the capitalist class in Mozambique; the production specialization between the metropole and Mozambique ensured, first, a source of cheap raw materials imports and protected market for Portuguese exports. It was this contradiction that was paramount, and not that of a high rate of capital accumulation and declining rate of profit that is endemic to advanced capitalism. (The later would have accelerated the circuit of industrial capital).

The state under Salazar was composed of an alliance of landed proprietors, bankers, merchants and petty industrialists (19). The dominant element during the period 1930–50 was the landed class who continued to effectively restrain the expansion of capitalist industrialization. This factor explains the limited circuit of industrial capital in the Portuguese colonies. It is only at a high level of development of the capitalist mode of production that surplus capital (industrial capital) becomes available on



a wide scale. The process goes thus: the capitalist mode of production determines the value of a commodity according to the value used up in the means of production (capital, equipment, constant capital or  $c$ ), the value produced by socially necessary labor (variable capital or  $v$ ) and the value produced by surplus value. The rate of profit  $s/(c + v)$ , can be expressed algebraically as function of the rate of surplus value and/or the change in the organic composition of capital ( $c + v$ ):

$$\text{rate of profit} = \frac{s/v \text{ (rate of surplus value)}}{c/v \text{ (organic composition)} + v/v}$$

Hence the rate of profit rises with an increase in the rate of surplus value and falls with an increase in the organic composition of capital (20). In the long run, under the capitalist mode of production, there is a tendency for the organic composition of capital to rise more rapidly than the rate of surplus value, therefore the rate of profit decreases. Operationalizing the circuit of industrial capital under these conditions counteracts the falling rate of profit. The low level of development in the capitalist sector in Portugal, precluded the generation of surplus capital on a large scale, so that merchant capital, the mechanism for the resolution of the production/consumption contradiction, held greater reign than in other colonial territories. These factors explain the extended predominance of merchant capital, the late and limited introduction of the circuit of industrial capital, and content of capital goods in Mozambique.

Part and parcel of the circuit of industrial capital is capital goods. Although the Portuguese economy was able to benefit from the protected Mozambican market, the underdeveloped character of capitalist production prevented it from realizing the full fruits of its monopoly. The configuration of imports reflects the position of Portugal in the world political economy, i.e. a junior partner of international capitalism (21).

## STATE CAPITAL

The low level of productivity of capitalist industry in Portugal forced the state to assume a dominant role in the circuit of industrial capital in Mozambique. The increase in the share of Portuguese state capital in total fixed capital investment (as opposed to private national capital) in Mozambique increased from 28 % in 1936 to 45 % in 1960 to 79 % in 1963 (22). In terms of the crucial utilization of this economic surplus, total exports of profits on investments increased from 207 million escudos in 1957 to 357 million in 1965 (23). This is only the removal of profits on investment, distinct from the losses of capital in the form of underpriced exports as manipulated by the Portuguese in the unequal exchange of trade (24).

Unequal exchange, the objective force behind the circuit of merchant capital ( $M-C-M^1$ ) continues under the circuit of industrial capital (25). Yet since the amount of surplus value is a function of capital advanced to the forces of production, the amount of surplus, and therefore potential unequal exchange increases under industrial capital. There must be a general rate of profit in the system, i.e., an equal rate of profit in both consumer and capital goods industry to ensure social reproduction. But since different branches of industry have different organic compositions the

existence of this general rate of profit is inconsistent with the essential features of capitalist development. Commodities produced under branches of industry with a lower organic composition of capital sell *below* value to compensate for the excessive profit that would accrue to capital if sold at value. The difference in the organic composition of capital is rooted in the specific technical and organizational features of production, the objective condition of production. Low composition is marked by high raw material content, low wages (ineffective organization or repression of labor) and low level of constant capital. Returning to the formula for the rate of profit,  $\frac{s}{v}$ , changes in the mode of production are related to changes in  $s/v$ , the rate of exploitation, or  $c/v$ , the change in productive forces. The question of the rate of surplus value is one of class struggle – the power of the working class to bring the wage close to the value of labor power. An increase in labor productivity without an increase in wage i.e. increase in the rate of exploitation, cheapens the elements of  $c/v$  and reproduces the low composition. This pattern was institutionalized with *shibalo*. (The process was similar in Portugal as the repression of wage levels under fascism cheapened the elements of  $c$  and  $v$ , which was to limit the export of capital).

Structural and institutional forces kept down the organic composition of capital and repressed the rate of capital accumulation in Mozambique. The articulation of the modes of production through merchant and then industrial capital, the structural distortions articulated and reproduced by trade, served to block the development of the capitalist mode of production. Whereas historically technical progress is achieved through the judicious employment of capital and the drive for capital accumulation fuels the expansion of the forces of production, the dislocated modes of production precluded this process. Within this condition, the introduction of technical progress did not expand capitalist relations of production, but rather increased the rate of surplus labor migration to the mines to the south.

The different organic composition of modes of production and different wage levels determine that commodities are exchanged at equal rates of surplus value. Exchange is unequal not in the sense of a real loss, *but in a failure to gain*. Trade then under these conditions involves the systematic transfer of surplus value from productive forces characterised by a low organic composition to those of a higher composition (to those who control these means of production).. The surplus value is appropriated and realized at the level of exchange, is transformed into merchant capital, and transferred abroad. Trade and unequal exchange then, by transferring the *potential* economic surplus out of Mozambique, reinforced the dominance of merchant capital in the articulation of economic development. Historically then, capitalist relations of production, the dynamics of increasing the rate of surplus value, capital accumulation, and the socialization of that capital, are progressive to economic development. The process is the basis for the expansion of the forces of production and catalyzes changes in the social relations which previously acted as fetters on the expansion of the productive forces. The dynamics of foreign trade under these conditions are to «cheapen the elements of constant capital and partly the necessities of life for which variable capital is exchanged,

and maintain the rate of profit by increasing the rate of surplus value and lowering the rate of constant capital» (26). Clearly trade under the circuit of industrial capital within the structures of production developed by merchant capital, the dislocations and partial articulation of the capitalist mode, is qualitatively different from the operation of trade under the advanced capitalist mode.

The class configuration in Portugal changed with the growth of the manufacturing industry from 1950–1960; the distribution of power within the ruling class alliance began to shift from the landed class to big business and foreign finance capital (27). Finance capital, the final circuit of capital in economic development, expressed as  $M^f - M^f_1$ , or in production as  $M^f - C...P...C_1 - M^f_1$ , realizes surplus in the form of interest. The change in the class structure of the *Etato Novo* affected the colonies in that the expansion of capitalist production and finance capital generated an increase in the operation of capital circuits in Mozambique. Foreign investments in Portugal, i.e. the circuit of industrial/finance capital as a percentage of total annual investments increased from 0.8 % in 1959 to 10.5 % in 1962 and to 26.7 % in 1966 (28). The pattern was therefore reproduced in Mozambique as commerce, industry, and agricultural production was expanded and then opened to foreign capital (29). The penetration fueled the expansion of the mining and manufacturing modes of production. The pattern of articulation is reflected in the following table : (30)

Item	Percentage	Value of total		Exports
	1946	1962		1969
Raw materials	81	65		40
Mining	1	12		11
Manufacturing	18	22		45

The penetration of foreign capital into Portugal manifested the traditional pattern of forces behind the character of capital circuit transmission between the metropole and Mozambique. Again the character is one of reflex colonialism. The operation of the circuit of finance capital in Mozambique was dominated by non-national international finance capital which exercised an important role in the allocations of the Mozambican development of the 1950's and 1960's. Foreign sources of financing' development plans' increased from 5.8 % under the First (1953–58) to 25 % in the Second Development Plan, with a corresponding decrease in state funds from 63.5 % to 41.5 % (31). Furthermore, the principal sectors of national (metropolitan) investment from 1953–64 were as follows: (32)

Communications and transport	61.5 %	33.6 %
Agriculture	26.9 %	14.5 %
Industry	9.8 %	29.4 %

On the other hand, principal average sectorial investments of total capital from 1967–73 were:

Communications and transport	33.6 %
Agriculture	14.5 %
Industry	29.4 %

It can be deduced that foreign capital tended to flow to the industrial sphere during this period, while national capital was relegated to infrastructure. By the time of the Third Development Plan (1968–73), 34 % of total investments were for mining and manufacturing (33). This increase in international capital, the rapid increase in the articulation of the mining and industrial modes, attended the 1965 Investment Law of Mozambique. Facing an increased shortage of operating revenue and low national capacity for funds, the Portuguese legislation for Mozambique provided for guarantees against discrimination of foreign capital on the basis of origin if the source was an OECD, IMF, or IBRD member, full remittance of profits on the capital investment (Portuguese national capital faced a 20 % ceiling and a provision for 100 % foreign ownership) (34).

Therefore, Portugal, Portuguese circuits of capital, assumed a subordinate role to international circuits of capital, content with skimming the surplus from taxation on productivity. Industrial resources were capitalized by foreign industrial capital, and increasingly international finance capital supplanted state capital. The major share-holders in the Banco Nacional Ultramar, the Overseas Territory Bank, were Societe General de Belgique, Barclays and the Standard Bank of South Africa (backed by U.S. finance capital). Moreover, what is significant is that Portugal's policy of increasing the volume of foreign investment in Mozambique coincided exactly with the start of the national liberation movement. The aim of this policy was to gain increased financial and industrial support from the foreign capitalist to continue to assist Portugal in the exploitation of the natural and human resources of Mozambique. In this sense it did not differ from the general historical pattern.

The development of new patterns of trade subsequent to the transmission of new circuits of production, besides changing the forces of production, had determined effects on class relations in Mozambique. The concentration of the organization of production generated the organization of labor as well. The history of resistance, evinced by the revolts of the kingdoms developed its counterpart in the growth of trade unionism, militant strikes, and general peasant struggle against *shibalo*. Class consciousness was intensified by the state's brutal attempt to overcome the structural contradictions rooted in the economy.

The level of extraction of the economic surplus in the form of both profits and interest under these latter circuits of capital grew exponentially. Export of profits on national capital investments increased from 287 million escudos in 1955 to 689 million in 1964, and 826 million in 1965 (35). Indeed it was the overall balance of payments of the escudo zone which as a rule re-established equilibrium in the Portuguese balance of payments from 1947–62. In terms of finance capital, payments on finance debts in Mozambique increased from 18 million to 158 million in 1964, and jumped to 380 million escudos in 1970 (36). Of this surplus appropriated by finance capital in 1960, approximately 19 % of the debt service was non-national. By 1970 this figure had increased to 47 %. The leakage of this economic surplus into international finance assisted in the aggravation of underdevelopment. In addition, finance capital, operating without regard to use value of the commodities it may be utilized to produce, merely accentuated

the disarticulation of the economy by entering into the distorted structures. Nor does it play any role in changing the pattern of trade which produced and reproduces the structural distortions.

## CONCLUSION

To sum up, I have argued that the underdevelopment and peripheralization of Mozambique in the world economy is organically linked to the penetration of the precapitalist Mozambican economy by Portuguese capital-merchant, industrial and finance capital in that order. The circuits of these capitals, I have argued, imposed the capitalist mode of production on the people of Mozambique resulting in the unequal exchange that characterizes the relationship between Portugal and Mozambique. International trade became the vehicle for sustaining that relationship, producing opulence for the metropole and misery for the colony.

This is because the basic assumptions of the theory of international trade – the assumption of fixed productive resources, of fixed technology of production and of consumer sovereignty, of international immobility of capital and skilled labor, of the foreign role of national governments in international economic relations – do not stand up to close scrutiny. Not only are these assumptions contradicted in the real world; monopolistic and oligopolistic market control of internationally traded commodities have enabled multinational corporations to manipulate market prices, supplies and even demands, in their private interests. Thus instead of competition, as posited by international free traders, we find today, joint producer activities and oligopolistic bargaining among giant buyers and sellers as the most pervasive price and quantity determining force in international economic relations. Even more decisive for the perpetuation of the unequal exchange that characterizes trade between the rich and the poor nations is the politicisation of international economic relations whereby national government intervene to prevent the workings of market forces that disfavour their economies. Thus politics and economics become a seamless web as mercantilist practices – trade wars, tariffs, quotas etc... replace free trade theories in the foreign economic policies of the dominant states of the international system. Still, the neo-classicists continue in their illusion that international trade promotes development, for as MARX prophetically remarked:

*If the free traders cannot understand how one nation can grow rich at the expense of another, we need not wonder, since these same gentlemen also refuse to understand how within one country one class can enrich itself at the expense of another (37).*

NOTES

1. R.O. Ekundare, *An Economic History of Nigeria: 1860–1960* (New York, Africana Publishing Company, 1973) p. 200.
2. Michael P. Todaro, *Economic for Developing World* (London, Longman 1977) p. 301.
3. For a comprehensive explication of the classical and neo-classical theories of free trade, see Peter Kenen, *International Economics* 2nd Edition (Prentices Hall, New Jersey 1967) and Gerald M. Meier, *The International Economics of Development: Theory and Policy*, (Harper & Row, New York, 1968) esp. Chapter 2.
4. A.G. Hopkins, *An Economic History of West Africa* (New York Columbia University Press, 1973) p. 157.
5. See Maurice Dobbs, *Studies in the Development of Capitalism* (New York, International Publishers, 1963) pp. 1–82.
6. Geoffery Kay, *Development and Underdevelopment* (New York, Saint Martins, 1975) p. 127.
7. Karl Marx, *Capital*, Volume I (New York, International Publishers 1974) pp. 1–45.
8. Karl Marx, *Capital*, Volume III (New York, International Publishers 1974) pp. 323–337.
9. For a simplified explication of circuits of capital see Paul M. Sweezy, «Marxian Economics», *Monthly Review* Volume 28, No. 7 (December 1976) pp. 1–6.
10. Karl Marx, *Capital* Volume III, p. 328.
11. It is not fortuitous that the Portuguese colonies were unique in having the value of their trade as a percentage of total value of trade decrease from 4.37 in 1906 to 4.20 % in 1956. Every other colonial territory increased its value by at least 75 %. See S.H. Frankel, «Capital Supplu and Development» in E.A.G. Robinson, Ed., *Economic Development for Africa South of the Sahara*, (New York, St. Martins Press, 1964) p. 411.
12. The contradictions of the Portuguese mode of production can be viewed as related to the development of industrial capitalism in Western Europe, in that the merchant capital of the latter did not penetrate and transform the feudal mode of production in Portugal. Does this explain the relatively advanced condition of economic underdevelopment in Portugal to the emergence and stability of fascism?
13. James Duffy, *Portugal in Africa*, (Cambridge, Havard University Press, 1962) p. 132.
14. Karl Marx, Vol. I, p. 168.
15. James Duffy, op. cit., p. 151.
16. Eric Williams, *Capitalism and Slavery* (new York, Capricorn Books 1966) p.15
17. James Duffy, op. cit., p. 170.
18. Eric Hobsbaum, *Industry and Empire*. (London, Penguin Books, 1969) p.30.
19. James Duffy, op. cit., p. 111.
20. For a simplified version of this process, see Piere Jalee. *How Capitalism Works* (New York, Monthly Review, 1977) pp. 49–64.
21. Capital goods imports from foreign countries: 1960

iron and steel	87 %
industrial machinery	88 %
agricultural machinery	98 %
railway machinery	94 %

22. V.L. Sheinis, *Portuguese Imperialism in Africa After World War II* (Moscow, 1969) p. 260.
23. *Ibid* p. 240.
24. For an illuminating explication of the concept of 'unequal exchange' see Aghiri Emmanuel, *Unequal Exchange* (New York, Monthly Review, 1972) and *The Imperialism of Free Trade* (New York, Monthly Review, 1972).
25. The analysis here differs sharply from Emmanuel's who assumes the surplus appropriated accrues to the workers in the metropole.
26. Karl Marx, Vol. III, p. 237.
27. James Duffy, *op. cit.*, p. 183.
28. Geoffery Kay, *op. cit.*, *passim*.
29. V.L. Sheinis, *op. cit.*, p. 269.
30. Frank Brandenburg, «Development, Finance and Trade», in D.M. Abshire, *Portuguese Africa* (New York, Praeger, 1969), p. 225.
31. V.L. Sheinis, *op. cit.*, p. 240.
32. F. Brandenburg, *op. cit.*, pp. 222–252.
33. *Ibid*.
34. Sheinis, *op. cit.*, p. 274.
35. *Ibid*, p. 259.
36. United Nations, Economic Commission for Africa, *Statistical Yearbook*, (New York, U.N., 1973) p. 43.
37. Karl Marx, *The Poverty of Philosophy*, (New York, International Publishers, 1963) p. 223.

## RESUME

*L'une des mystifications qui a le plus duré concernant la structure et la dynamique de l'économie politique internationale est la thèse qui soutient que le commerce international favorise le développement économique national. Dans cet article, l'auteur essaie de montrer que pour le Mozambique, tel n'a pas été le cas. Au contraire le sous-développement et l'appartenance du Mozambique aux pays de la périphérie sont étroitement liés à la pénétration de l'économie Mozambicaine pré-capitaliste par les capitaux commerciaux, industriels et financiers Portugais. Les circuits de ces capitaux ont imposé à la population du Mozambique le mode de production capitaliste. C'est le commerce international qui a produit l'opulence pour la métropole et la misère pour la colonie. Cela a été possible grâce à la non mise en questions des principes fondamentaux de la théorie du commerce international qui ne résistent pas d'ailleurs à une analyse rigoureuse. L'auteur conclut son article en faisant remarquer que l'acceptation de ces principes doublée d'une politisation des relations économiques internationales ont entraîné la disparition des théories du commerce libre dans les politiques économiques étrangères des pays qui dominent le système économique international.*

## «ADMINISTRATION IN DEVELOPING COUNTRIES» RIGGS REVISITED

By

P. HEINECKE\*

It is nearly twenty years since F. RIGGS wrote, «Administration in Developing Countries – The Theory of Prismatic Society» (1), a book which has become somewhat of a classic and a basic text for students of public administration. This article will summarise and discuss RIGGS' ideas.

The book aims to understand the forces leading to administrative transformations from traditional, status-oriented bureaucracies to modern patterns of governmental organisation in which ideals of efficiency and effectiveness can become operating principles. For this purpose, RIGGS proposed a theoretical model consisting of two poles: 1) a fused system and 2) a diffracted system.

A *fused* system consists of relatively self-contained structures each of which performs a large number of functions. A fused society has very few roles. It ranks high on particularism and ascription.

A *diffracted* system is functionally specific, in that a structure performs a limited number of functions. The system is highly differentiated. A person may occupy many diverse and conflicting roles.

Between these two poles is a *prismatic* system which has characteristics of both the fused and the diffracted. For example, whereas in the fused system the family may perform a wide range of functions, including educational, economic, political, social and religious, by contrasts, in the prismatic system, the family may impinge fundamentally on the political party, civil service recruitment, market behaviour and religious sects; and in a diffracted system, family influence would be negligible in these spheres. The prismatic system is between agricultural and industrial, between rural and urban. Whereas in diffracted systems, politics and administration are quite substantially separated in institutional practice, in prismatic system, this separation is incomplete. In prismatic systems, people have abandoned the single fused role pattern but have not yet fully adapted to externally imposed multi-role diffraction. Thus a farmer may simultaneously believe in the effectiveness of both religious charms and modern insecticides or seeds. So there are frequent clashes between individuals having incompatible or conflicting inner-directed value systems and goals. The inner man is adjusting painfully to external modernising forces. Prismatic inner-directed man swings extravagantly between contradictory extremes. Prismatic man is irrational: he struggles against his rival even if there is no real clash of views. On the contrary, diffracted society has no problem in inducing its individuals to internalise its organisational goals and methods.

Diffracted systems are based on modern economics the essence of which is market-rationality, the relative pricing of inputs and outputs. Inputs include taxes and payments. Outputs are finished products, goods

---

\* Faculty of Administration Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria.



and services. The key to redistribution in diffracted systems is the making of payments to a common centre, followed by reallocation or spending from the centre. This process is basically the same in the United States of America and in the Soviet Union because of the major role of the state in both countries. In fused systems, by contrast, transactions are a social exchange of values, and economic behaviour is reciprocal and redistributive. But in prismatic systems, prices are determined by both market and non-market factors. There is price-indeterminacy. Fixed prices are not marked on goods for sale. The final sale price, after bargaining, will depend on the relative skill of both parties, their interpersonal relations, their power and status positions. The price of labour, including civil servants, tends to vary with its degree of influence, the power of its sponsor, as well as its skill or competence. Land prices are affected by religious, political and familial factors. Whereas time, in the fused system, is in no way given a price, in the diffracted model it is regarded as a productive factor subject to rational allocation. In prismatic society, lip-service only is paid to rational goals in use of time. Hence prismatic man is unable to forecast with any accuracy what future requirements will be. He cannot plan.

Whereas diffracted man has free access to the system and full protection of property and contract rights, prismatic man inhabits an insecure and violent world where he must buy his security by cultivating support of influential patrons. Having sold an order to the powerful, one then returns part of the purchase price to the agent. Thus the «kick-back» is typically prismatic.

In fused systems, because of the fusion of functions and social roles, social rewards are combined: the elite commands all three societal resources of political power, economic wealth and social prestige. Diffraction, however, has separated the social roles of the elite: political power is for political elites, prestige goes to religious leaders and intellectuals, administration is handled by officials with fixed tenure and salary, and economic roles are performed by businessmen enjoying economic wealth.

In the prismatic situation, with rapid change toward social differentiation, the new integrative mechanism of money comes into full swing causing power to be traded for wealth, wealth for prestige and wealth again for power. Offering bribes is trading wealth for power. Taking bribes is trading power for wealth. Large-scale and endemic corruption in prismatic societies is thus a form of trade in societal rewards as the social roles of the elite become differentiated. All of diffracted man's spending is legally classifiable as either investment or consumption. But irrational prismatic man still clings to older, undifferentiated motives. His conspicuous consumption may be for his social prestige or to acquire religious merit or to buy political influence or to secure appointment of incompetent but strategic persons.

A fused man sees the world hierarchically and in predominantly sacred and supernatural terms. He copes with the environment by ritual. For him, nature is unpredictable and not subject to mechanical laws. A diffracted man has egalitarian assumptions about his world which is secular, and he seeks rational means to achieve goals.

Prismatic people have abandoned old values and have not fully adopted the new ones. They exist in a normless moral vacuum that allows unbridled cunning, cheating and bribery. The externally imposed laws, rules, theories and procedures do not provide tolerably faithful representations of actual social behaviour and do not serve as effective means of social control. Legislation and manipulation of the law often fail to achieve intended results.

In a diffracted society, the acquisition of property and wealth takes place according to rules and legal contract: property has status under which its possession and use are legitimised and safeguarded by public institutions. In a fused society, wealth is governed by status, by ascriptive criteria such as position, family, prestige, power, age, generation and sex. In prismatic society, the two are combined, urban centres taking the lead in contract regulation, and the rural areas lagging behind. Thus, there often is a two price system, one being the official, contractual price and the other the kickback price. Modern rates and rents overlap with traditional tributes, largess and gifts.

In diffracted societies, all members can participate in the dominant cultural forms because literacy, mass media and communications enable all citizens to be mobilised; whereas in a fused system, the people remain scattered in isolated small communities.

Diffracted politics works as an input-output: political processes include socialisation, articulation, aggregation of interests and communication: governmental outputs include the making of rules, their application and their adjudication. The structures of modern democratic differentiated government correspond neatly to this input-output scheme. Fused societies, however, do not: they lack communication between rulers and ruled, their people's minds are constricted and isolated, unable to comprehend events in the capital and hence quite incapable of formulating political demands. Although political and administrative functions of government can be performed in a fused system, the rule-making function cannot. In prismatic society, the law provides one policy but in practice a different policy prevails: there is much double talk. Law enforcement agencies increase rapidly but the agents are bribed by a public unable to articulate any affective demands or any coherent programme for change. There is a blockage in the input-output relationship. The widespread consensus necessary to enforce restriction is absent. Positive development requires that the powerful be restrained by rule of law so they cannot convert their power into wealth and that the wealthy be protected by the rule of law so that they need not buy protection.

An inverse relationship exists between administrative output and bureaucratic power: the more powerful officials become, the less effective they are as administrators. But in prismatic society bureaucratic spread over the hinterland is necessary for control over local power bases. Official political parties fail to exercise control over bureaucracies. Administration is politicised. Under exogenous pressures, the old fused bureaucracies are rationalised and, as they greatly expand, so they become a primary vehicle for elite recruitment. But some communities are excluded from these new channels of social and political mobility, from these avenues to wealth and power. Such excluded groups tend to become incubators of counter-elites and the nucleus of political parties.

Whereas both fused and diffracted systems are relatively democratic and egalitarian, in the prismatic system economic development brings a widening of the wealth gap and a tendency to totalitarianism. A prismatic society has disequilibrium or negative development. The specialised or diffracted institutions for wealth redistribution have been introduced by the *unavoidable* external pressures of marketisation and industrialisation and they do not yet work effectively. Real development consists of capital-formation through curtailment of consumption, increased productivity, changes in personal and social security and changes in wealth distribution. These are welfare values. In a prismatic society, with increasing marketisation, these values decline. This may be an inevitable stage in economic growth leading, later, to a higher stage – the welfare state.

Development requires the growth of a new middle class of indigenous industrial entrepreneurs capable of innovation and of combining capital-accumulation with managerial skills. To do this, a potential entrepreneur must first gain access to the upper class, the power-holding elite, for assistance. These power-holders, who include government officials, are themselves economically unproductive because they rely on the production of others in the form of tributes, dues and labour services to support their elite life-style. Their relation to an aspiring industrialist is often one of extortion. They treat him like a beggar or a tramp and they fear him as a threat power. Thus a comprador elite may deliberately stifle innovative indigenous entrepreneurship which should be the core of a development-oriented middle class.

The above merely highlights some of RIGGS' major thoughts. Because of the book's length – some 470 pages – it is impossible to cover its whole range and depth.

Theoretical models, says RIGGS, «are intrinsically neither true nor false... they reveal significant relationships among empirical data». (2) A model is not something to be found in the real world, he says, but, «it can serve a heuristic purpose by helping us to describe real world situations» (3). But if theory is not in the real world, where is it situated? RIGGS would not deny that theory is in his own mind; and that his mind is situated in the real world. So theoretical models *are* in the real world. Moreover, RIGGS' mind is not his alone. It is the output of particular intellectual and ideological inputs from the «real world». So if RIGGS is trying to serve a heuristic purpose, we have to be fully aware of the worldview that he holds, in order to be free to accept, reject or modify it.

He assures us that he has no wish to claim that either the fused model or the diffracted model is better or worse. «Who is to judge the moral worth or aesthetic value of these diverse social orders?» (4) But even if he does not want to allow his theory to be infused with his view of a better world, he strongly inclines to the diffracted model as the *inevitable* direction in which the world is moving, even if he sometimes doubts its «betterness». There is no objective, value-free social science.

Central to RIGGS's thinking is his correct view that studying elite behaviour helps us to understand the causes of underdevelopment. Societies

everywhere are divided into, on one hand, an economic base – the productive forces – and on the other hand, a superstructure of productive relations – «ideas, habits, customs, behaviour... philosophical, legal, religious, political, artistic... and the institutions through which they function» (5). The «right» combination of base and superstructure is the key to development. Contemporary development thinking is divided into two opposed schools: (i) those who believe that development is concerned with resolving the fundamental contradiction between relations of production and productive forces and (ii) those who assume that all the trouble is with the backward productive forces.

RIGGS belongs to the second school of thought. Virtually nowhere in his book does he refer to the economic base, the producing majority of the population, except as isolated, ignorant and remotely scattered villagers in the rural hinterland who have not yet been fully mobilised from their backwardness into political participation. In contrast, the elite and its structural-functional changes attract all RIGGS's energy and enthusiasm, they form the very core of prismatic theory. Those with power, wealth and social prestige are to raise up the masses from their primordial slumber, from their fatalistic unresponsiveness to prices and wages. Accordingly, it is the elites alone who can initiate «development» because they are closest to its source, which is outside the developing countries.

RIGGS defines «development» in terms of industrialisation and increased government strength: «traditional societies can be identified by the presence of elites who are determined to industrialise their economies and strengthen their government machinery. Whenever elites are found who give the primary stimulus for basic social transformation within their society... they are probably subject to compelling external pressures» (6). I am tempted to substitute «secondary» for «primary», since the stimulus obviously originates elsewhere. To the above factors, RIGGS adds increased per capita income as another index of development: «In the theory of economic development, we can use such indices as level of per capita income or... ROSTOW's 'Stages of Economic Growth – A Non-Communist Manifesto', ... it does give the economist a set of models which can direct his research to significant variables» (7). Specifically, «development is defined in terms of increasing interdependence, marketisation and extension of the money and price system... A society may develop but per capita wealth may decline at the same time, while inequity and insecurity increase... Social welfare, morality... and meaning of life... may be undermined» (8). When changes are undesired, it is negative development. But it is still development. Since the fused has all but disappeared, we are left with only the diffracted to choose if we want a better system, unless we want to keep that wretched halfway house, prismatic society. In effect, there is no choice at all.

RIGGS regards fusion as having performed largely defensive or law and order functions, in contrast to the prismatic and diffracted systems which increasingly care for public welfare: «From its largely ceremonial and defensive role in the traditional society, the government begins to provide a wide range of activities calculated to support the public welfare,

defend the society against foreign attack and promote further economic development. A system of development administration arises out of a regime of security administration» (9). The myth that traditional government had a «largely ceremonial and defensive role» has been severely attacked by historians who point out that «the political state in Africa and elsewhere was a consequence of the development of the productive forces, but the state, in turn, also conditioned the rate at which the economy advanced, because the two are dialectically interrelated» (10). Many examples are available: in the thirteenth and fourteenth centuries, in Western Suddan, the state was active in iron mining and smelting. In the «mixed economy» of fifteenth century Zimbabwe, gold, copper and brick industries, geology and hydrology developed under state auspices. In fact, the rise of states in pre-colonial Africa was integrally related to technological development, to improvements in agricultural and industrial productivity. The supremacy of the state in building the cities, organising economic institutions acting as the largest buyer was likewise stressed by Ibn KHALDUN around the year 1400 (11). This is certainly much more than the supposed «defensive and ceremonial role» RIGGS attributes to the pre-colonial state.

Pre-colonial government, in his view, lacked «machinery for transmitting communication between the ruled and the rulers... the vast majority were not brought into the communications net... the mind remains constricted and isolated, unable to comprehend... events in the capital... and quite incapable of formulating political demands...» (12). The metaphor of the «net is significant. Fishermen use nets to catch and «constrict» fish. One wonders whether «constriction» is more diffracted than fused! Unshaken in the blind obedience of the subjects, RIGGS continues: Even in the great Chinese and Egyptian Kingdoms «the ruler... issues imperial commands to be heard and obeyed... Officials... are not carrying out the will of the people » (13).

Whilst agreeing that communication was slow in the fused system, I would suggest that word-of-mouth or talking-drum or smoke messages may have been just as effective as diffracted mass-communication in maintaining the stable status quo. Moreover, the assumed inability of fused people to «formulate political demands» suggests a submissiveness to authority unsupported by historical evidence: rulers *were* overthrown, political systems *were* revolutionised, as a result of formulated political demands.

RIGGS' prismatic model displays a quite unhealthy obsession with domination and control as inevitable preconditions for development. This obsession with law, order and stability is inconsistent with his own view that «security administration» yields to «development administration» in the prismatic model. He accurately describes the process by which Europe and America forcibly incorporated weaker countries by colonising or annexing them. «Let us try to visualise», he says, «some of the changes which occur as traditional societies confront the threat of industrial power.. The impact may be viewed in purely military terms... superior organisation and weapons cannot be effectively resisted by bows and arrows... Hence a threatened country feels it necessary to adopt modern weapons and military organisation. This... is expensive... and it entails... purchase. It is

easier to purchase than to manufacture, but either alternative requires social and economic changes... The society must earn foreign exchange... If the economy can find something it already produces for domestic use — rice, for example, or luxury goods — it may be able to buy defense materials» (14). At this point, the reader may be asking against whom the defense materials are supposed to be used since the country has already been invaded by the enemy and the enemy is now supplying defence materials which the country is supposed to use against invaders! But RIGGS supplies an answer: «Military threat usually arises not as a frontal attack on the central regime but a peripheral attack on a frontier zone» (15). Our brother has now become our enemy! Under the umbrella of weapons supplied by the imperialist power, the weaker country's fused system is forcibly diffracted or opened up to the modernising invasion. The beneficiaries are the elites, but gradually «development» benefits are supposed to trickle down to the masses as the «governmental structure is reoriented in terms of constitutional ideas, the rights and obligations of citizen and public servants, the roles of offices and official positions, of legislatures and politicians...» (16)

RIGGS is here accurately describing a classical process which has, with slight local variations, been the technique of both European and American imperialism since the Berlin Conference of 1884. Before he started the book, he tells us, «I had previously been fully absorbed in the study of international relations and American foreign policy» (17). He thus writes with intimate «inside» knowledge of imperialism, a word he scrupulously avoids, because he takes it for granted as the inevitable spread of superior culture. «Importation of arms into the developing countries increases at a rate of 10 % per annum, over twice the average annual rate of growth of domestic output... 80 % of U.S. exports of major weapons to the Third World have gone to countries bordering of the Soviet Union and China... Until 1954, all U.S. arms to Third World countries were free of charge and since then 50 % have been free and a further 25 % subsidised or sold on easy terms under what the Americans call their 'aid' programmes» (18). The above may explain why RIGGS thinks that «military threat usually arises... as a peripheral attack on a frontier zone».

Thus a major function of modernisation theories is to strengthen the coercive power of the state which they actually defined in terms of force: «The political system is that system of interactions... which performs the function of integration and adaptation... by means of employment of more or less legitimate physical force» (19). Politics, in their view, concerns how the U.S.A. will maintain and enhance its power to regulate behaviour in its numerous fledgling client-states. «Enforcement of compliance is the *raison d'être* of the political system» (20). Thus, what they call theory is ideology and propaganda for «manipulating the world, not for understanding it» (21). How, then, can RIGGS claim that «power in a diffracted model is quite restricted in scope»? (22) His use of the word «power», in the narrow sense of a constitutionally defined separate role for professional politicians, diverts our attention from a more widely accepted meaning such as «production of intended effects» (23). RIGGS tries to

show that markets allocate scarce resources according to their superior technical efficiency. But «political economics tries to show that markets distribute income according to relative power» (24). Differentiation of the policy places real limits on the potential power of the productive base. Modernisation of the prismatic type removes the locus of control and innovation away from the client state whose sovereignty is a fragile illusion. The U.S.A., in its role as world policeman, encourages repressive regimes and parasitic elites in brutal violation of human rights in order that the modernising goals of industrialisation, economic growth and rising per capita income may be achieved.

Convinced, RIGGS believes that a country is developing as long as it remains in the U.S. sphere of influence. While he has been writing, one third of the world's people, China, were experiencing the most profound revolutionary development in recent world history, without U.S. «aid». No reference is made to China.

Prismatic societies, we are told, are typically unstable and violent. Coups d'état are supposed to be the order of the day. Strengthening their governments through the right mix of coercion and persuasion is a central problem of modernisation. Instability is caused by poor countries trying to become rich: «It is not the absence of modernity but the effort to achieve it which produces domestic violence and instability» (25). This picture of endemic unrest is not convincing. The percentage of all poor countries' heads of states who have remained in power for over ten years is remarkably high. The trend is toward stagnation rather than stability. When there is destabilisation, it is deliberately fostered by the U.S. to prevent liberation movements from removing long-servicing despots. In prismatic societies, rhetorical nationalism masks an eagerness to act as heavily armed puppets of the imperialist powers, the very powers so enthusiastically engaged in exploiting their human and material resources.

## REFERENCES

1. Riggs, F. 1964. *Administration in Developing Countries – The Theory of Prismatic Society*. Boston: Houghton Mifflin Company.
2. Ibid. 150.
3. Ibid. 24.
4. Ibid. 37.
5. Suyin, H. 1978. *Wind In the Tower: Mao Tse Tung and the Chinese Revolution 1949–1976*. St. Albans: Triad/Panther. 74–75.
6. Riggs, Op. cit. 39.
7. Ibid. 4.
8. Ibid. 42.
9. Ibid.
10. Rodney, W. 1974. *How Europe Underdeveloped Africa*. London: Bogle L'Overture Publications. 64.
11. Khaldun, I. quoted in Mahdi, M, 1957. *Ibn Khaldun's Philosophy of History*, Chicago: The University Press. 203.

12. Riggs, Op. cit., 197.
13. Ibid.
14. Ibid. 43.
15. Ibid.
16. Ibid. 47.
17. Ibid. (ix).
18. Hoogvelt, A. 1976. *The Sociology of Developing Societies*. London: Macmillan. 132, 146.
19. Almond, G. and Coleman, J. eds. 1965. *The Politics of Developing Areas*. Princeton: The University Press. 15.
20. Ake, C. 1979. *Social Science As Imperialism*. Ibadan: The University Press 66.
21. Ibid. 57.
22. Riggs, Op. cit. 207.
23. Russell, B. 1938. Reprinted 1963. *Power*. London: George Allen and Unwin. 25.
24. Blackburn, R. ed. 1972. *Ideology in Social Science*. London: Fontana/Collins. 95.
25. Quoted in Hoogvelt, Op. cit. 143.

## RESUME

*Dans cet article l'auteur se propose de reconsidérer les principes sur lesquels RIGGS a construit sa théorie qui voulait expliquer le processus de transformation des systèmes administratifs dans les pays en développement. Pour lui, deux systèmes fondamentaux caractérisent les systèmes administratifs : les systèmes d'amalgame et les systèmes de diffraction. Le système d'amalgame contient des structures suffisamment indépendantes les unes des autres, chacune pouvant assurer un nombre assez important de fonctions. Quant au système de diffraction il est fondamentalement spécifique dans la mesure où une structure n'assure qu'un nombre limité de fonctions. Ainsi une personne peut dans un tel système jouer des rôles divers et souvent opposés. Entre ces deux systèmes se trouve un système intermédiaire dit prismatique qui contient les caractéristiques des deux systèmes décrits plus haut. Sur la base de ce classement des systèmes administratifs, RIGGS étudie le rapport homme / systèmes administratifs sous les différents aspects de sa vie sociale. Après cette première partie qui résume l'essentiel de la théorie de RIGGS, l'auteur aborde dans la deuxième partie une brève discussion de cette théorie. Il y note certains principes dangereux dont l'application aux systèmes administratifs des pays en développement ne ferait que les maintenir davantage sous la dépendance des pays développés car si les sociétés prismatiques qui constituent la majeure partie des pays en développement sont fondamentalement instables et violentes, cette instabilité et cette violence sont moins le fait de leur caractère prismatique que du désir des grandes puissances comme les USA de perpétuer leur domination et leur exploitation sur ces sociétés.*



# INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT AND THE MARGINALIZATION OF THE PEASANTRY IN NIGERIA

By

*Steven A. NKOM* \*

## INTRODUCTION

Despite her oil wealth, Nigeria's policy-makers are basically agreed that rural transformation is still the key to the country's growth and development. With about 80 per cent of the country's population living and working in the rural areas, there is no gainsaying the fact that any development strategy which does not involve the mobilization of the rural population for increased output is not only irrelevant to Nigeria but is also doomed to failure. This is quite understandable considering the fact that the country depends largely on the small-scale peasant producers for its agricultural output. In an effort to expand agricultural production, Nigeria has the option of either mobilizing the peasants as the basis for agricultural and rural development, or by-passing the peasants and encouraging large-scale commercial farming by individual capitalist farmers and the state. Although there is a general agreement on the need to consciously promote the development of the rural areas, there is no clear consensus on how to achieve it. Consequently, there are a number of different strategies vying for government attention, one of which is the integrated rural development approach.

The purpose of this article is to examine the concept and methodology of integrated rural development as a strategy for harnessing rural resources for rural development. Taking the Funtua Agricultural Development Project in Kaduna State of Nigeria as a case study, the article seeks to examine the implications of this strategy of development for the peasantry. Considering the size and structural importance of the peasantry in the Nigerian Economy, it is maintained that the nature of peasant involvement in the sharing of the costs and benefits of development is a crucial indicator of the success or failure of such a development programme. Depending on the nature and orientation of the development programme, the peasantry (either in part or as a whole) can become either *victims* or *beneficiaries* of the development process. In other words, the strategy of development adopted by a country determines whether the peasantry will occupy a central place in the development process or will be marginalized, proletarianized and ultimately destroyed.

## RURAL DEVELOPMENT POLICY IN NIGERIA

Although Nigeria is predominantly a rural country, concerted effort to develop the rural areas is a relatively recent phenomenon in the country's development process. For the first decade of her independence, Nigeria's policy-makers neglected the rural sector and concentrated the

---

\* *Lecturer – Department of Sociology, Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria.*

country's resources on urban industrial development. This industrial bias which informed the country's development policy led to the establishment of prestigious urban projects which had little or no relation to the country's resource endowments and whose contribution to national development remained minimal or doubtful (Oluwasanmi, 1966: 208). During this period the policy-makers saw the rural areas as a sector from which resources were to be diverted to develop other sectors of the economy since agriculture and rural development were not considered capable of providing the leverage for economic development.

While government policy continued to pay lip service to the agricultural sector as the «mainstay» of the country's economy, this was not matched with the allocation of resources to this sector. Between 1960 and 1974, Nigeria's rural sector, which makes up about 80.7 per cent of the country's population and contributes about 50 per cent of its total output, was allocated only 20 per cent of total government expenditure (Olatunbosun, 1975: 22–24). Even the little funds allocated to the rural sector were grossly under-spent. During the First National Development Plan (1962–68), about 42.8 per cent of the estimated capital expenditure earmarked for the agricultural sector was not spent while in the Second National Development Plan (1970–74), about 65 per cent of the funds were not spent (Elegalam 1980).

The wide gap between promise and performance in the agricultural sector reflects the levity and lack of commitment with which rural development has been treated by the planners. The direct consequence of this rural neglect has been a drastic decline in agricultural output and the resultant inability of the country to feed its teeming population. From 1968 to 1978, Nigeria's food import bill jumped from ₦ 23.39 million to a fantastic figure of ₦ 1,094 million (1). The considerable drain of Nigeria's foreign exchange earnings on food importation as well as the various domestic problems created by acute food shortage all combined to force the government into taking almost panic measures to increase agricultural production. Examples of these include the Operation Feed the Nation (OFN) which was launched in 1976, the proliferation of River Basin Development Schemes, and the establishment of World Bank integrated rural development projects in various parts of the country.

Unfortunately, the Nigerian policy-makers have continued to see the agrarian crisis not so much in terms of its direct implications for the immediate casualties, the peasants, but in terms of that abstraction called the «national economy». To the urban-based ruling class, increased peasant poverty which is the immediate result of the agrarian crisis is not perceived as problematic *in itself*. It is only problematic in so far as there is scarcity of food and consequent soaring food prices in the towns; in so far as there is declining foreign exchange and a rising food import bill because of a stagnating rural sector; and in so far as rural-urban migration continues to send waves of rural job seekers to swell the already large army of the urban unemployed.

---

(1) Central Bank of Nigeria: *Annual Report* for 1971 and 1979. One Naira (₦ 1) is roughly equal to US \$ 1.65.

The conception, planning and execution of rural development programmes in Nigeria has, therefore, put the emphasis on increasing agricultural output in order to meet *national aggregate* demand rather than to improve the living conditions and welfare of the peasant producers. This conceptual framework has two implications. Firstly, it leads to programmes which directly and indirectly favour the elite or progressive farmers. Since the goal of rural policy is to achieve the fastest possible increase in aggregate output, it has been considered prudent to put more emphasis on the progressive farmers who, given the right resources, are most likely to achieve increased levels of production at a faster rate. Secondly, it leads to the adoption of technocratic approaches to rural development predicated on the belief that the injection of modern farming technologies will automatically increase agricultural productivity and overcome the inertia and low output which characterize peasant agriculture. No serious thought is given to the structural impediments to production inherent in existing production relations which severely limit the choices open to the greater majority of the peasants for increasing their level of output.

Consequently, agricultural development programmes in Nigeria during the past one and a half decades have manifested a clear bias towards large-scale, capital intensive farming by the capitalist farmers and the state in conjunction with the World Bank and other international capitalist financiers. In a reaction against this technocratic approach to rural development, J.M. BABA (1979), has argued that the large-scale capital-intense projects being established by both the government and private individuals are not accompanied by corresponding rural welfare services as well as institutional reforms designed to ensure that the peasant population benefits from these programmes.

Anybody who is acquainted with the agricultural scene in Nigeria knows that the predicament of the peasant producers can be attributed directly to the existence of an institutional framework which has made it impossible for them to obtain *real value* for their output. Therefore, an improvement in the living standards of the rural producers can best be achieved by a strategy which embarks on increasing the *real income* of the farmer from his present yield before attempting to increase *the yield itself* through technical measures. BABA (1981) has further argued that institutional factors rather than technological problems are responsible for the declining productivity of Nigerian agriculture, and that substantial increases in agricultural output can only be achieved if institutional adjustments are made in such a way as to guarantee maximum rewards and incentives to the different categories of peasant producers.

The major shortcoming of the technocratic approach is that the agro-technologies it recommends are more adapted to large-scale rather than small-scale farming units, and this explains why such capital intensive programmes are biased in favour of the medium and big capitalist farmers.

## THE CONCEPT OF 'INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT'

Integrated rural development is currently one of the popular strategies of rural development being pursued in Nigeria today. This concept was first put forward in 1970 by a group of experts at a United Nations

General Assembly meeting, and since then various UN agencies such as UNESCO, F.A.O. and the World Bank have been actively involved in propagating the theory and practice of integrated rural development in the Third World (Ozo 1980). The concept was first introduced and popularized in Africa during the 1971 Moshi Conference on *Integrated Approach to Rural Development in Africa* organized by the UN Economic Commission for Africa (UN, 1971). This approach to rural development is principally directed at the stagnating peasant sector of Third World economies. It seeks to stimulate progressive improvements in rural output through the optimum mobilization and utilization of human and material resources from both within and outside the rural sector.

The integrated rural development approach is informed by four major principles. Firstly, it recommends that rural development is best achieved by taking action simultaneously on «several fronts» as specific sectors of the economy in an isolated and unco-ordinated fashion. The advantage of this multi-faceted and comprehensive approach is that it brings about improvements not only in agriculture, but also in health, sanitation, infrastructure, literacy, and rural crafts and industries. Secondly, it is inspired by a technocratic vision which aims to develop the rural economy by injecting an «integrated package» of improved machinery, farm inputs, infrastructures and other technological innovations which are considered capable of providing the technical basis for increased rural output. Thirdly, the utilization of this package of inputs and infrastructural facilities presupposes a significant degree of co-operation and co-ordination between various disciplines, relevant government departments, and agencies. This co-ordination is best achieved by the establishment of a well-funded, well-staffed project authority which will monitor and administer the integrated use of resources and inputs. Fourthly, there is an implicit assumption that it is impossible and unfeasible to attempt to develop the whole rural sector of a country at the same time. Better results can be achieved, therefore, by initially selecting strategic and limited geographical zones on which to concentrate this integrated package and thereafter spreading the results and achievements of these experiments to other areas of the country (LELE, 1975).

As a concept, integrated rural development is based on a balanced model of development which embraces all dimensions of the rural economy and seeks to bring about improvements in the ecological, economic, technological, sociological and institutional aspects of the society. It also emphasizes the development of human resources and the full mobilization and involvement of the rural population in the realization of development programmes. Peasant involvement can take the form of participation in the process of planning and decision-making, in the implementation of those decisions, and in the sharing of the costs and benefits of development. Despite its lofty objectives, the crucial determinant of the viability of integrated rural development as a strategy of rural improvement is the extent to which it provides the poor peasants with the resources and opportunities they require for enhancing their productivity and welfare. This issue is taken up through an empirical analysis of the experience and achievements of the Funtua Agricultural Development Project (FADP).

## DEVELOPMENT FOR WHOM? : THE EXAMPLE OF THE FADP

The establishment of integrated rural development projects in Nigeria has been championed by the World Bank. Between 1974 and 1977, the Federal Government of Nigeria in collaboration with the World Bank established five integrated rural development projects in various parts of the country, viz: Funtua in Kaduna State, Gusau in Sokoto State, Gombe in Bauchi State, Ayangba in Benue State and Lafia in Plateau State. Many more of these types of projects have been set up from 1978 to date, the ultimate aim of the Federal Government being to establish at least one integrated rural development project in each of the nineteen States of Nigeria.

The Funtua Agricultural Development Project (FADP) was established in 1975, with the objective of increasing agricultural productivity and improving the incomes and living standards of the rural population in its area of operation. It is jointly financed by the World Bank, the Federal Government and the Kaduna State Government, with an estimated planned expenditure of ₦ 36 million during its first five years of operation. The project covers an area of 7,590 square kilometres (nearly 10 % of the State's total area), spread over 5 districts in the Funtua and Malumfashi Local Government Areas, and involves a little over 85,000 farming families (Abalu et al., 1979, p. 197).

The Funtua integrated development scheme involves the use of an integrated package of inputs and infrastructures for the transformation of the rural economy. The first aspect of this package is the development of infrastructures, soil conservation structures, and other physical parameters considered vital for increased agricultural production. In this regard the FADP planned to complete, within its first five years, the construction of a feeder road network of about 1500 kilometres, the construction of 85 earth dams and 160 ponds, and the accomplishment of a comprehensive programme of soil analysis and conservation.

The second component of the package involves agronomic research geared towards providing seed varieties and identifying and solving the major agronomic problems facing agriculture in the area. This includes fertilizer trials, seed variety trials, crop protection trials and other research programmes aimed at demonstrating the positive effects of the new imported agro-technological inputs on crop production and livestock improvement. In pursuance of this objective the FADP has two large seed multiplication and research farms at Daudawa and Malumfashi. A livestock fattening scheme was inaugurated in October 1979.

The third component is the extension programme which is responsible for disseminating the recommended package of inputs and practices to the farmers. For this purpose, the FADP planned to build seventy-seven (77) farm service centres in all parts of the project area. These farm service centres are manned by extension agents, commercial assistants and technical staff. The work of the extension agents is to transform the area's farming system by encouraging the farmers (through demonstration farms, extension visits and field show days) to adopt the new production technology recommended by FADP. Various inputs such as fertilizer, improved seeds, sprayers, and insecticides are stocked at the farm service centres for sale to the farmers by the commercial assistants. The technical staff are responsible for preparing farm management plans for those categories of farmers who require assistance in this respect.

After four years of operation the government decided to expand the integrated rural development experiment to cover all parts of Kaduna State. In connection with this, the state was divided into four zones in 1979 and in April 1980 the integrated rural development programme took off in all the four zones. The objective of this state-wide programme is to spread the benefits and achievements of the integrated rural development strategy to all parts of the state. But who, in fact, are the beneficiaries of the Funtua Project and what are the implications of expanding the project to cover the whole state?

This has been the subject of a fierce debate in academic circles as well as in the press between those who think that the Funtua experiment was a big «success» and those who think that the project was merely a grandiose and costly scheme which left the bulk of the farmers no better than they were originally. Those who belong to the first school of thought point with satisfaction to growth statistics provided by FADP indicating appreciable increases in the aggregate production of various crops in the project area. For example, the production output of sorghum recorded a remarkable increase from a pre-project figure of 90,000 tonnes to 206,339 tonnes in the 1979/80 cropping season. The production of millet jumped from a pre-project output of 48,000 tonnes to 60,480 tonnes by the 1979/80 cropping season. Maize, cowpea and pepper also recorded similar dramatic increases. The production of cotton, groundnuts and rice, however, showed a slight decline. Altogether, the yearly value of the crop output over the first four years of the project was ₦ 90.527 million. This figure compares favourably with the pre-project crop value of ₦ 50.2 million and a total estimated expenditure of ₦ 33.34 million over the four years. (Omorogiuwa, 1980).

A critical analysis of the extent to which this apparent «success» has contributed to the welfare of the bulk of small peasants has left much to be desired. The radical Governor of Kaduna State, Abdulkadir Balarabe MUSA, in 1980 rejected a loan of ₦ 100 million from the World Bank which would have formed part of the investment capital required for financing the state-wide integrated rural development programme. In a statement he issued denouncing World Bank participation in the integrated rural development programme, Governor Balarabe MUSA explained that one of the terms of the loan required vesting the management of the programme in the hands of the foreign World Bank officials. It was not, he argued, in the national interest of Nigeria to surrender to the World Bank the management of a programme which directly affects the lives and destiny of millions of Nigerian peasants. Secondly, the terms of the loan allowed the World Bank to supply 45 key staff of the project. If approved, «the remuneration of this handful of expatriate staff and their fringe benefits will cost about ₦ 12 million per annum!» (MUSA, 1980: 25). The Governor further reiterated his government's disagreement with the orientation, logistics and operations of the World Bank – managed Funtua Project. In particular, he accused the project of serving only «a handful of large-scale farmers who are basically urban dwellers... at the expense of the small peasant farmers in the villages» (MUSA 1980: 24).

The Governor's criticism was in line with various other comments on the Funtua Agricultural Project. The *New Nigerian* (a daily newspaper published in Kaduna) had, in two editorials published on the 16th and 17th of March 1978, criticized the emphasis being given to the progressive and large-scale farmers by the FADP. It warned that unless there was a change in policy, «the much-vaunted Funtua Project will probably deteriorate into another relic of a grandiose scheme which will leave the bulk of the farmers no better than they were originally and, perhaps, even worse off» (*New Nigerian*, 17-3-1978).

The Funtua Project Manager immediately replied and «congratulated» the *New Nigerian* for «opening a public debate on a matter of great importance». Using some statistics and the logic of extension theory, the Project Manager went on to disprove the claim that the FADP was «concentrating exclusively on a small group of large and progressive farmers» in its distribution of inputs and services (*New Nigerian*, 10th May 1978). *Candido*, a popular columnist of the *New Nigerian*, replied to the Project Manager and accused him of using statistics «to tell lies», arguing that the same data supplied by the Manager «can be used to prove diametrically opposite facts». In line with this, *Candido* subjected the Manager's statistics to careful scrutiny to show how the FADP neglected the small farmers in favour of the large-scale and progressive farmers. According to *Candido*, the statistics show that «82.5 per cent of small farmers were *not* visited by (FADP's) agricultural extension workers», and that «91 per cent of those who *did not benefit* from FADP's project came from the smallest and poorest category who form 87.2 % of all farmers». He dismissed as irrelevant the logic of the Project Manager's «gratuitous lecture on the diffusion and adoption of innovations» (*New Nigerian*, 10th May 1978).

More detailed research has shown that contrary to the World Bank's hypocritical rhetoric about directing its inputs and services at the small poor farmers, the Funtua Project and similar integrated rural development projects are designed to subsidize the medium and large-scale farmers. This is borne out by the fact that the FADP has classified all farmers in its area of operation into three categories: the large-scale farmers, progressive or medium-scale farmers, and traditional farmers. The official breakdown of the farming population according to these three categories gave 186 large farmers, 19,562 progressive farmers, and the remaining 65,738 farmers were called traditional farmers (FADP, 1979: 26-36). Large-scale farmers are those who own large land-holdings of about 40 hectares and above, employ the most modern farm inputs and implements, and operate on a commercial scale. The progressive farmers, sometimes called «mixed farmers» in some project documents, have medium-sized land-holdings of about 10 hectares and above, are responsive to project extension advice, grow improved varieties of crops, and use fertilizer, herbicides and sprayers. The traditional farmers are the small-scale peasant farmers who have small-holdings of about 3 to 4 hectares, follow traditional farming patterns and have not, apart from fertilizer, adopted the improved package recommended by the project (see Table I).

**Table I: The Distribution of Land Between Different Categories of Farmers in the Funtua Project Area, 1978.**

Category of Farmers	No. of Farming Families	% of Total Farmers	Average Holding in Hectares	Total Area in Hectares	% of Total Land
Traditional	74,264	86.9	3.52	261,409	53.8
Progressive	8,068	9.4	11.66	94,073	19.3
Large-scale	3,154	3.7	41.40	130,576	26.9
<b>Total</b>	<b>85,456</b>	<b>100.0</b>		<b>486,058</b>	<b>100.00</b>

**Source:** Project Manager, FADP, in *New Nigerian* 10th May 1978.

The above table shows the inequalities in land-holding which exist or have emerged in the project area. It can be seen that the large-scale farmers who constitute less than 4 % of the farming population own about 27 % of the whole land in the area. The FADP is playing a prominent role in accentuating these inequalities by operating an input distribution policy which is heavily biased in favour of those farmers with large-holdings. One of the indices of the preferential treatment being given to the medium – and large-scale farmers can be seen in the project’s extension policy. The FADP encourages its extension staff to concentrate their attention on the progressive and large farmers. This is because part of their normal duties include the identification and selection of farmers who, on the basis of their land-holdings as well as their response to the FADP package, qualify to be classified as progressive or large-scale farmers. The unequal attention which the extension agents give to these categories of farmers can be seen from the number of visits paid to each category of farmers by FADP extension staff (see Table II).

**Table II: Extension Visits to Different Categories of Farmers by FADP Staff in 1978/79.**

Type of Farmer	No. of Farming Families	% of Total Farmers	No. of Extension Visits	% of Total Visits
Large and Progressive	19,748	22.8	189,570	67.5
Traditional	65,738	77.2	91,131	32.5
<b>Total</b>	<b>85,486</b>	<b>100.0</b>	<b>280,701</b>	<b>100.0</b>

**Source:** *FADP Quarterly Report January – March 1979, p. 29.*

The distribution of fertilizer is equally biased in favour of the medium – and large-scale farmers. According to D’SILVA and RAZA (1980), the fertilizer is distributed in such a way that while the traditional farmers get between three and five bags of fertilizer on the average per year, the progressive farmers can get as many as twenty bags and above, while the large-scale farmers get in the region of 100 bags and above. During the 1979/80 farming year, about 2,000 tonnes of fertilizer were specifically reserved for the large-scale farmers, giving an average of 10 tonnes of assured fertilizer supply per farmer. The progressive and large farmers use this opportunity to stockpile fertilizer for sale in the open market at higher prices (D’SILVA and RAZA, 1980).



The FADP also operates a credit programme which enables some selected farmers to get certain farm inputs, especially sprayers, ox-ploughs, and sophisticated machinery, on loan to be repaid in two to three years. To supplement the credit it gives, the FADP also prepares farm management plans for the progressive and large farmers and recommends them for loans from commercial banks and other financial institutions. The project also provides tractors on loan at below market rates of interest to selected large farmers, and provides technical and commercial assistance to those farmers wishing to purchase tractors. An attempt in 1976/77 to grant fertilizer, seeds and insecticides on credit (which could have benefited the smaller peasants —) was shelved a year later due to poor repayment (SHE-TIMA, 1980).

The FADP's emphasis on the size of land as one of the most important criteria governing its input distribution and credit policy has given rise to land grabbing and land speculation in the area. A new class of elite farmers is fast emerging made up of retired bureaucrats, top army officers, businessmen and traditional rulers. This class of farmers employ persuasion, the lure of money, deception, and their connections with the project authority and the state to acquire more and more land from the peasant farmers in an effort to benefit from the opportunities and facilities offered by FADP. A recent study by MAHMUD (1980) shows that more and more land is passing into the hands of this class of «big farmers». He found, in particular, that 133 large farmers alone control about 14.2 per cent of the area's arable land, with three of them having an average of 1,313 acres each. The composition of this group of 133 elite farmers shows that 19 are top civil servants with the state and federal bureaucracy including a high court judge; 10 are retired bureaucrats and army officers while the remaining 104 are businessmen and rich peasants (MAHMUD, 1980,p.36).

While the FADP has, to its credit, increased the production of grains in the project area, it appears that the benefits of this increased output are not equally distributed between the small «traditional» farmers and the progressive/large-scale farmers. The improved variety of maize introduced by the FADP has, in particular, recorded a very remarkable increase. Unfortunately, this increased output has generated the problem of a market outlet for the maize. This maize variety is not quite suitable for local consumption and has not therefore entered the staple diet of the local population to any significant degree because of the people's preference for the more palatable local variety. Consequently this maize variety is produced predominantly for sale (WALLACE 1980).

During the 1978–79 buying season the FADP experienced a lot of difficulty in securing markets for the farmers' maize output. An arrangement to get the Nigerian Grains Board to purchase the surplus maize did not provide a satisfactory market outlet because «the price and quantity purchased were far below expectation» (FADP, 1979: 1). Following assurances from the Grains Board that the market for the next buying season will be better, the FADP mobilized the farmers to produce more maize. Due to lack of funds, the Grains Board could not offer the ₦ 210 per tonne which it had earlier promised the farmers. Out of an estimated production figure of 300,000 tonnes of maize, the Grains Board could only buy 3,000 tonnes at the rate of ₦ 150 per tonne, a price considered to be below the

production cost. Since the Grains Board did not have enough funds to buy all the surplus maize, it adopted a policy of giving priority to those farmers who produced 50 tonnes and above. The small-scale farmers were thus forced to sell their maize at a lower price to the selected 50 tonners who in turn sold to the FADP on behalf of the Grains Board (*New Nigerian*, 9th February 1980). This marketing arrangement has therefore put the small farmers at a considerable disadvantage and further illustrates their marginalization under the World Bank integrated rural development schemes.

## CONCLUSION

Nigeria's agricultural policy since 1970 has witnessed the injection of sophisticated agrotechnology and international finance capital into the rural sector under the sponsorship of the World Bank. The concrete achievements of these capital – intensive projects are yet to register any significant impact on the country's food production. Despite the achievements being claimed by these projects, OLAYIDE has shown that the estimated total crop output produced by these modern large-scale projects are only 0.7 % for maize, 0.003 % for millet, 0.04 % for sorghum, 1.3 % for rice, 0.05 % for cassava, 0.007 % for yams, 0.09 % for groundnuts, and 0.09% for beans (OLAYIDE 1979: 3). This indicates clearly that the bulk of the country's agricultural output still comes from the small-scale peasant producers.

Rather than mobilizing these small peasant farmers for increased production, the World Bank integrated rural development projects tend to benefit mainly the large-scale farmers as well as western agro-business corporations specialized in the production of fertilizers, pesticides, improved seed varieties, tractors and irrigation technology whose market is boosted by these technocratic schemes. While these sophisticated agro-technologies may provide visible signs of progress to the layman, thereby affording a good public relations image for the government in power, the concrete impact of these agro-technologies in a situation where rural structures remain untouched and unchanged raises important questions about the class basis of this technocratic approach to rural development.

It appears that the interests of the international capitalist class and those of the national bourgeoisie find a common meeting ground in these complex agricultural enterprises. On the one hand, they enable the international capitalist agro-business corporations to use the World Bank as a front for penetrating Nigeria's agricultural sector (OCULI 1980). On the other hand, these agricultural projects provide immediate benefits to the Nigerian bourgeoisie in terms of contracts, kick-backs on contracts, misappropriation of compensation meant for the peasants, speculative land deals, and the acquisition of land and other vital resources for capitalist farming. For the bulk of the peasantry however, these large-scale integrated rural development projects spell the doom of impoverishment, marginalization and proletarianization. The size of peasant holdings continues to shrink and the class of landless peasants increases as more and more of these schemes are established.

## REFERENCES

1. ABALU, G.O. I et al (1979): *Economic Survey of Kaduna State: Agriculture* (Ministry of Economic Development, Kaduna State, Nigeria).
2. BABA, J.M. (1979): «Agriculture in Future Nigeria: Issues on Policy and Strategy» – *The Zaria Geographer* Vol. 8, May 1979.
3. BABA, J.M. (1981): «Towards Effective Labour Mobilization for Agricultural Development in Nigeria» – Paper presented at the *National Workshop on the Mobilization of Human Resources for National Development*, Zaria, Nigeria, 30 March – 2 April 1981.
4. D'SILVA, B. and M.R. RAZA (1980): «The Funtua Agricultural Development Project: It's Impact on the Area's Farming System» – Paper presented at the *Seminar on Change in Rural Hausaland*, Bagauda Lake Hotel, Kano, Nigeria 29 February – 1 March 1980.
5. ELEGALAM, P.O. (1980): «An Appraisal of Agricultural Policy of Nigeria during the Military Regime 1966–79» – Paper presented to the *Nigeria Economic Society Annual Conference*, 30 April – 3 May, Kano, Nigeria.
6. FADP (1979): *Quarterly Report January* – March 1979.
7. LELE, U. (1975): *Designing Rural Development – Lessons from Past Experience in Africa* (Washington: The John Hopkins University Press).
8. MAHMUD, A.Y. (1980): *Agricultural Development and Class Formation in Funtua* (B. Sc. Research Essay, Department of Political Science, Ahmadu Bello University, Zaria).
9. MUSA, A.B. (1980): *Nobody is Destined to be a Beggar* (Extracts from the Speeches of A.B. Musa, Governor of Kaduna State, Government Printer, Kaduna).
10. OCULI, O. (1980): «Food and African Foreign Policy in the 1980s» Paper presented at the *Annual Conference of the Nigerian Society of International Affairs*, Lagos, February 1980.
11. OLATUNBOSUN, D. (1975): *Nigeria's Neglected Rural Majority* (Ibadan: Ibadan University Press).
12. OLAYIDE, S.O. (1979): «Some Reflections on Nigerian Agriculture». *AGRI-SCOPE* No. 7, Dec. 1979.
13. OLUWASANMI, H.O. (1966): *Agriculture and Nigerian Economic Development* (Oxford University Press).
14. OMOROGIUWA, P.A. (1980): «Nigeria: Planning, Public Investment and Rural Development» – Paper presented at the *National Conference on Integrated Rural Development and Women in Development*, University of Benin, Benin City, 22–26 Sept. 1980.
15. OZO, A.O. (1980): «Integrated Rural Development in Nigeria» – Paper presented to the *National Conference on Integrated Rural Development*, (Benin City, September 1980).
16. SHETIMA, T.A. (1980): *Credit Utilization – A Case Study of Funtua Agricultural Development Project* (B. Sc. Research Essay, Department Sociology, Ahmadu Bello University, Zaria).
17. United Nations (1971): *Integrated Approach to Rural Development in Africa* (New York: 1971).
18. WALLACE, T. (1980): «Agricultural Projects and Land» – Paper presented at the *Seminar on Change in Rural Hausaland*, Kano, February 1980.

## RESUME

*Au cours de la première décennie de son indépendance, la politique de développement agricole du Nigéria a consisté à continuer la politique coloniale de contrôle et de réorientation des efforts et initiatives des paysans vers une production agricole tournée vers l'exportation pour satisfaire les besoins en matières premières des pays de la métropole ainsi que vers la production de revenus pour l'Etat et les classes qui dirigent la machine de l'état. Vers la années 70 et 80, on a pu assister à une tentative de rupture avec le secteur agricole paysan qui stagnait, rupture qui s'est manifestée sous forme d'encouragement à des plans de production agricole à grande échelle de la part des producteurs capitalistes individuels, d'industries agro-alimentaires et d'agences de l'Etat liées aux financiers capitalistes internationaux opérant sous la couverture de la Banque Mondiale. Entre 1975 et 1980, quelques huit projets de développement intégrés à grande échelle ont été établis dans différentes parties du Nigéria avec l'aide de la Banque Mondiale. En se servant du Projet de Développement Agricole du Funtua comme exemple, l'auteur de cet article voudrait montrer que, loin d'augmenter la capacité de production des paysans producteurs, ces projets intégrés de développement rural ne font qu'aider les producteurs riches à acquérir et à employer des technologies agricoles sophistiquées susceptibles d'augmenter leur production. Il a d'autre part essayé de montrer que la distribution des inputs des services et des facilités telle qu'elle est effectuée par ce projet de développement rural intégré ne fait que privilégier les gros producteurs progressistes, accentuant ainsi les inégalités dans la région du projet. Ainsi en 1978-79, pendant la récolte, les gros producteurs progressistes qui ne constituaient que 22,8 % de l'ensemble des producteurs ont été l'objet de 67,5 % des visites des encadreurs du projet. La distribution des engrais, du crédit et des autres inputs n'a fait que suivre ce modèle. Aussi, dans la mesure où ses activités sont plutôt portées vers les propriétaires de grandes surfaces agricoles, ce projet a entamé le processus de remplacement progressif des paysans chez eux par une classe de producteurs d'élites qui viennent des paysans riches, des chefs traditionnels, de l'élite du business et des échelons supérieurs de la bureaucratie. Cette classe de producteurs fait usage de son influence, de sa position privilégiée, des liens avantageux avec les chefs traditionnels, de la machine de l'état et de l'attrait de l'argent pour obtenir plus de terre des paysans pauvres. En 1978, alors que le projet n'avait commencé que trois ans auparavant, ces gros producteurs qui à ce moment ne constituaient que 13 % des agriculteurs contrôlaient 46 % de toute la terre disponible dans la région du projet. Des études récentes indiquent que cette tendance croit. Pour l'auteur, cette stratégie de développement rural ne fera qu'appauvrir et marginaliser d'avantage la paysannerie au Nigéria à long terme.*

# DOCUMENTS

---

## CANCUN : DOCTRINES ET RESULTATS

Par

A. BENACHENHOU\*

L'analyse de la préparation, du déroulement et des résultats de la conférence sur la Coopération Internationale pour le Développement dite «Sommet de Cancun» est utile pour la compréhension de l'évolution récente des rapports économiques internationaux, des stratégies qui les structurent et des doctrines qui fondent ces stratégies.

L'objet de cette étude est de mettre en valeur la nature de ces stratégies, les résultats atteints et les perspectives dans un futur proche.

Cette étude comprendra trois parties.

- 1ère partie : Objet et limites de la réunion de Cancun.
- 2ème partie : Les doctrines en présence.
- 3ème partie : Les résultats et les perspectives.

### 1ère PARTIE : OBJET ET LIMITES DE LA REUNION DE CANCUN.

Sur initiative de l'Algérie, le 6ème Sommet des pays non-alignés, tenu à la Havane en septembre 1979, a demandé l'ouverture au sein des Nations-Unies de négociations globales en vue de la mise en œuvre du Nouvel Ordre Economique International. Cette demande a été, aux yeux de ses promoteurs, rendue indispensable par la lenteur des négociations sectorielles, la fragilité de leurs résultats et l'absence évidente de volonté politique pour faire aboutir ces négociations au sein des institutions spécialisées.

Après l'échec de la Conférence de Paris sur la Coopération Economique Internationale, les négociations ou les discussions sur le programme intégré des produits de base, sur le code de conduite, la réforme du système monétaire international, le système généralisé de préférences ont abouti à des résultats négligeables sinon nuls.

Les éléments suivants peuvent illustrer la lenteur des négociations et la fragilité des résultats.

- La mise en œuvre du Programme Intégré pour les produits de base au sein de la CNUCED se heurte d'abord aux difficultés à réunir le financement nécessaire au fonctionnement du Fonds Commun mais aussi et surtout à l'obstacle majeur de la lenteur des négociations en vue des accords internationaux par produit. Ces accords constituent l'ossature de base du Programme mais un certain nombre de pays gros acheteurs, dont les Etats-Unis, s'opposent formellement à leur conclusion.

---

\* Professeur Agrégé – Secrétaire Général de l'Association des Economistes du Tiers-Monde.

— Les négociations commerciales.

Ces négociations ont pour objectif la mise en œuvre du Système Généralisé de Préférences fondé sur les principes de généralisation, de non discrimination et de non réciprocité. Or les pratiques commerciales actuelles

s'inscrivent toutes à l'encontre de ces principes de base, soit que certains produits sont exclus en raison de leur niveau de transformation, ou de leur compétitivité dite «excessive», soit en raison de l'identité même de leur origine (pays de l'OPEP), soit en raison d'une clause de réciprocité non écrite comme c'est le cas dans le cadre des négociations de l'Accord Multifibres.

— Les négociations sur le code de conduite en matière de transfert de technologie, engagées depuis 1972, sont aussi dans l'impasse, parce que le caractère obligatoire du code est rejeté par certains et que sa mise en œuvre suppose des moyens d'information incompatibles avec le secret dont s'entourent très normalement les firmes au point que l'on peut se demander si les objectifs recherchés par le Tiers-Monde ne pourraient pas être atteints par d'autres moyens, non négociables comme nous l'avons démontré dans notre ouvrage «Le Tiers-Monde en jeu».

— La réforme du Système Monétaire International.

Les questions fondamentales liées à la réforme du SMI n'ont même pas été discutées puisque leur inscription suppose l'accord des puissances dominant le FMI et la Banque Mondiale. C'est en quelque sorte de «l'extérieur» que ces questions ont été soulevées soit par les pays du Nord, comme l'idée de la création d'une filiale Energie à la Banque Mondiale soit par les pays du Sud, comme la refonte du système de pouvoirs.

En adoptant, en septembre 1979, la Résolution 34/138, l'Assemblée Générale des Nations-Unies révélait la volonté de la communauté internationale d'entamer le processus des Négociations Globales au sein des Nations-Unies (1).

L'ouverture de ces Négociations Globales a été entravée au cours de la session spéciale des Nations-Unies convoquée, l'été 1980, pour en déterminer l'ordre du jour et la procédure, par la volonté délibérée des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de la RFA qui, au motif de la procédure, s'opposaient en réalité au lancement des négociations et à la solution des problèmes de fond.

En effet, au plan de la procédure, ces pays refusent que les décisions finales soient prises par un organisme regroupant l'ensemble des Etats de la communauté mondiale et donnent la préférence aux institutions spécialisées (tels que le FMI ou la BIRD par exemple), dans lesquelles, comme on le sait, le système des votes pondérés leur assure qu'aucune réforme structurelle ne peut être adoptée sans leur accord. De cette manière, les Négociations Globales, dans leur objet et leur méthode, deviennent en fait des négociations sur les problèmes intéressant essentiellement le Nord, c'est-à-dire les prix et les quantités de pétrole, abstraction faite de la réforme du SMI, de l'ouverture des marchés, du code de conduite, etc... Après des discussions laborieuses, un compromis fut trouvé selon lequel les prérogatives

---

(1) En se référant à cette résolution, on parlera de Négociations Globales avec des majuscules.

des Organismes Spécialisés seraient respectées en définitive mais dans le cadre des orientations données par l'Administration américaine au motif d'une « méconnaissance des dossiers ».

Dans ce climat la réunion de Cancun a pour objet de débloquent politiquement la situation et de permettre une relance des Négociations Globales. Le Communiqué de presse de la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères, préparatoire du Sommet, indique très clairement la nature de cette réunion. Il s'agit « d'une réunion à caractère politique qui se tiendra dans une atmosphère ouverte et informelle ne donnant pas lieu à des négociations mais fournissant l'occasion d'un échange de vues sur les problèmes majeurs de la Coopération Internationale pour le Développement ». Selon les Ministres, la réunion « sans liens formels avec le processus des Négociations Globales a néanmoins comme objectif d'atteindre un accord sur le processus des Négociations Globales par une vision commune et une impulsion politique par les Chefs d'Etat et des Gouvernements » (1).

De ce fait, la réunion de Cancun a pour fonction de créer un climat moral favorable au lancement des Négociations Globales. Ceci étant, plusieurs limites ont pu être identifiées avant même l'ouverture de la réunion.

En premier lieu, la nature du processus d'invitations était telle que certains pays n'ont pas pu être invités ou ont décidé de ne pas participer de leur propre gré. Les Etats-Unis ont opposé un veto à la participation de Cuba, soulevant ainsi le problème important de l'absence à cette réunion du pays assurant la Présidence du Mouvement des Non-Alignés, et qui au cours des dernières années, avait pris des initiatives non négligeables en faveur de l'établissement du Nouvel Ordre Economique International. Parmi ces initiatives, il faut citer le discours du Chef de l'Etat Cubain devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies en Septembre 1979 et la réunion à la Havane au mois d'Avril 1981 du 2ème Congrès de l'Association des Economistes du Tiers-Monde.

Selon les opinions, l'absence de Cuba à Cancun reflète l'hostilité croissante des Etats-Unis au Mouvement des Non-Alignés ou simplement leur désir d'écarter du Sommet un pays qu'ils considèrent comme défendant des vues trop extrémistes à leur goût.

L'absence de l'Union Soviétique, pourtant officiellement invitée, relève d'une autre problématique. Ce pays, ainsi que nous le montrerons plus loin, a vis-à-vis des réunions globales sur le Nouvel Ordre Economique International une attitude conforme à ses principes et a, à la veille du Sommet, invité les pays du Tiers-Monde à ne pas nourrir trop d'illusions sur les résultats qu'on pouvait en attendre.

La deuxième limite de la réunion de Cancun est que les pays présents n'avaient pas de mandat pour représenter tous les Etats de la Communauté Internationale. Si des propositions avaient été faites en vue de parvenir à ce processus de représentation, elles n'ont pas abouti et de facto les pays présents à Cancun ont parlé en leur propre nom même si les listes des pays participants indiquent une représentativité géographique mais aussi socio-économique et passablement socio-politique des pays du Tiers-Monde.

---

(1) *Press Release on the Preparatory Meeting of Ministers of Foreign Affairs. Cancun 1-2 August 1981.*

Bien entendu, des consultations ont eu lieu et elles ont permis de connaître les points de vue des pays absents sur les questions à débattre au Sommet de Cancun. De même, l'identité des pays participants assurait une représentation convenable tenant compte des spécificités économiques et politiques, aussi bien dans le Sud que dans le Nord.

La troisième limite de la réunion résidait dans la liste des thèmes soumis à la discussion du sommet. Les quatre thèmes retenus :

- sécurité alimentaire et développement agricole
- produits de base, commerce et industrialisation
- énergie
- problèmes monétaires et financiers

ne couvrent évidemment pas la totalité des questions pertinentes de la coopération internationale pour le développement, même si leur examen touche nécessairement à toutes ces questions là.

On doit noter en particulier que la question centrale de l'industrialisation est essentiellement vue à travers l'aspect commercial (ouverture des débouchés pour les produits industriels) et beaucoup moins à travers les aspects technologique et financier qui en constituent pourtant le noyau essentiel. De même, la question du code de conduite et du statut des entreprises transnationales dans les pays du Tiers-Monde n'est pas abordée de manière frontale même si leur traitement est inévitable lorsqu'on parle réellement des produits de base, de l'énergie, etc...

Enfin, la dernière limite de la réunion au Sommet est constituée par la procédure mise en place qui ne prévoit ni ordre du jour précis, ni procédure de décisions, ni communiqué final du Sommet. Celui-ci est remplacé par un résumé produit par les deux co-présidents de la réunion publié effectivement le 23 Octobre au soir à l'issue du Sommet, mais qui, quoique négocié mot à mot, n'engage que ses rédacteurs.

Etant données toutes ces limites de la réunion, et étant donnée l'importance de l'objectif que constitue la relance des Négociations Globales, il est utile avant de passer en revue les résultats principaux de la réunion, de rendre compte des conceptions qui se sont faites jour et qui ont prévalu lors du déroulement de ce Sommet et qui, au fond, expliquent bien les interprétations qui en ont été données ultérieurement.

## **2ème PARTIE : LES DOCTRINES EN PRESENCE**

Tout en courant le risque de la schématisation, mais par souci de mettre au clair les éléments essentiels, il est possible d'identifier quatre conceptions en présence : le fondamentalisme américain, le réformisme français, le réalisme soviétique et le solidarisme du Tiers-Monde.



### 1. *Le Fondamentalisme Américain*

La position américaine à Cancun, largement suivie sinon même dépassée par la Grande Bretagne, (1) puise son sens dans une conception fondamentaliste du monde que le Président REAGAN a eu l'occasion d'exposer maintes fois au cours des derniers mois et tout récemment encore le 15 Octobre à Philadelphie devant le Conseil des Affaires Mondiales. Cette conception repose sur le postulat que l'exercice de la liberté, et en particulier de la liberté d'entreprendre, constitue le moteur essentiel de la réussite individuelle, et à travers elle, de la réussite économique des pays. Comme on le sait, ce postulat a pour le Président REAGAN, des conséquences sur le plan interne et sur le plan international. Sur le plan interne, son administration s'est appliquée à restituer au maximum l'initiative et les moyens d'entreprendre aux citoyens et aux entreprises à travers les réformes fiscales et la réduction des dépenses publiques. L'idée de base est de redonner aux Américains le goût et les moyens d'entreprendre en limitant la charge fiscale et en réduisant simultanément les dépenses publiques. C'est ce que l'on appelle les «Reaganomics». Nous verrons plus loin leur portée pratique.

Sur le plan international, le fondamentalisme a abouti à trois idées essentielles :

1) Il n'y pas d'incompatibilité entre les stratégies des firmes transnationales qui investissent, produisent, font des profits et les impératifs du développement des pays du Tiers-Monde.

La libre entreprise, et en particulier l'entreprise étrangère, peut et doit faire la prospérité des pays du Tiers-Monde, comme elle a fait la prospérité des Etats-Unis et de l'Europe. En conséquence, la communauté internationale, comme les Etats, doit œuvrer à créer une atmosphère favorable à l'entreprise privée, locale ou étrangère, qui, dans cette conception, constitue le meilleur opérateur en matière de transfert des ressources, de technologie et de marché.

2) Toute révolte populaire dans le Tiers-Monde doit être identifiée comme une subversion soviéto-cubaine et ne peut être liée aux contradictions du développement dépendant puisque le sous-développement est analysé simplement comme un manque d'esprit d'entreprise et/ou un effet de l'attitude hostile vis-à-vis des investissements étrangers. En ce qui concerne l'Amérique Latine, en particulier, il importera moins de savoir si les opinions publique sont en mesure de s'exprimer que de constater qu'elles n'ont exprimé aucun point de vue hostile à la libre entreprise et à l'exploitation.

---

(1) *A Cancun, Mme Thatcher a officiellement déclaré : «Il est utile pour chaque Gouvernement de créer un cadre dans lequel l'initiative et l'énergie de ses citoyens puissent se développer. Nous croyons que l'histoire économique depuis la Guerre montre que les systèmes politiques qui fournissent le maximum de liberté au secteur privé, qui encouragent et ne limitent pas le commerce et l'investissement sont ceux qui ont le mieux réussi. Le Premier Ministre a déclaré à l'issue de la réunion ne pas «bien comprendre ce qu'on entendait par Négociations Globales».*

3) La communauté internationale doit particulièrement veiller à lever les obstacles qui s'opposent à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des hommes et mettre fin aux entraves liées par exemple à l'existence de zones monétaires.

Ce fondamentalisme américain a directement influencé un rapport récent de la Banque Mondiale, sous la direction de l'économiste américain Elliot BERG et intitulé «Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara». Ce rapport, après avoir sérieusement analysé les effets des colonisations sur les économies et les sociétés africaines, après avoir fustigé le gaspillage des bureaucraties locales et leurs faibles performances de conception et de gestion économiques présentent trois idées fondamentales pour l'avenir, toutes inspirées par le credo du libéralisme économique.

La première idée concerne le développement agricole. Prenant fait et cause pour les paysanneries africaines, dénonçant leur exploitation par la fiscalité, la politique des prix et la lourdeur des circuits de commercialisation, le rapport plaide pour un développement accéléré fondé sur l'agriculture. Celle-ci devra promouvoir les cultures d'exploitation et s'intégrer encore davantage dans la dynamique de l'économie mondiale. Le rapport refuse de faire de l'auto-suffisance alimentaire l'objectif principal des agricultures africaines et écrit à ce propos, sans apporter aucune démonstration: «Même si l'on pouvait démontrer que l'accroissement des cultures d'exportation s'est fait au détriment de la production vivrière, il ne s'ensuivrait pas nécessairement qu'une stratégie d'auto-suffisance exige le remplacement des exportations par la production vivrière».

La seconde idée a trait au développement industriel. Au lieu de faire une analyse détaillée des contradictions réelles de l'industrialisation de substitution aux importations en Afrique, le rapport se limite à souligner son coût excessif, sa bureaucratisation et à dénoncer les hauts salaires des ouvriers africains. La conclusion qu'il tire est que la priorité ne devrait plus être donnée à l'industrialisation et qu'en tout état de cause seule l'initiative privée peut conduire une industrialisation moins coûteuse et favorable aux consommateurs, l'Etat devant s'abstenir d'intervenir dans la sphère de la production industrielle. Cette vision des choses révèle le désir d'occulter les réalités industrielles de l'Afrique dont l'industrie, comme nous l'avons démontré ailleurs, est déjà fortement contrôlée par l'étranger dont les pratiques abusives ne sont plus à démontrer.

La troisième idée force du rapport a trait aux politiques commerciales et des taux de change en Afrique. Les auteurs sont convaincus qu'une dévaluation des monnaies et un moindre protectionnisme sont indispensables pour accélérer le développement en Afrique et critiquent violemment le fonctionnement des zones monétaires qui a produit, selon eux, la surévaluation des monnaies et le protectionnisme.

Ce rapport BERG, dont tous les éléments ne sont pas à rejeter, illustre néanmoins une conception inspirée du fondamentalisme : au lieu de mettre au clair tous les prélèvements opérés par l'économie occidentale sur les économies africaines, au lieu d'analyser la nature des dépendances en Afrique, dont la plupart des bureaucraties locales ne sont que le moyen et le symbole, il attribue le sous-développement à des causes internes, à l'absence d'esprit d'entreprise, à l'étatisme, etc... Le jugement formel qui

est porté sur les économies africaines a sa source dans l'aveuglement historique et les préjugés théoriques des auteurs. Les rapports internationaux de dépendance étant occultés, on n'est pas surpris de lire :

*«Les gouvernements africains doivent montrer le chemin car les enjeux de politique intérieure sont déterminants dans la crise, et aucun changement réel n'est concevable si on ne tient pas compte de ces facteurs. La communauté internationale doit, elle aussi, faire des engagements importants. Pour augmenter l'aide, fournir une assistance plus appropriée que dans le passé aux besoins de l'Afrique, et soutenir les programmes de réforme définis par les gouvernements africains. Des réformes soutenues par une augmentation importante des aides promettent une amélioration substantielle des perspectives de croissance dans les années quatre-vingt.»*

Ce rapport est très significatif de la nouvelle vision que la Banque Mondiale, sous l'influence de l'Administration REAGAN, a du monde économique et des moyens du développement. Dans ce contexte général de fondamentalisme, le processus même de Négociations Globales apparaît d'une profonde inutilité aux Américains. Il ne peut, selon eux, aboutir qu'à plus de réglementation, plus d'aide, plus de bureaucratie et donc à plus de gaspillage. C'est la raison pour laquelle ils insistent pour dire que le concept du Nouvel Ordre Economique International a perdu de sa pertinence aux yeux de l'opinion publique américaine. Le propre du fondamentalisme est qu'il est parfaitement insensible à la réalité et le postulat de base est que l'écart par rapport aux résultats attendus ne peut être dû qu'à l'imperfection de l'application des règles de base. Il importe peu que l'économie américaine se débâte à l'heure actuelle dans des contradictions sans fin.

Dans un article récent du Monde, P. FABRA a mis en évidence les contradictions de la politique américaine.

La politique financière de l'Administration américaine reprend aux entreprises ce que la politique fiscale est censée leur donner en raison de la croissance du déficit budgétaire que les dépenses d'armement alourdissent sérieusement et des emprunts réalisés sur les marchés financiers qui entrent en concurrence avec les emprunts lancés par les entreprises. Les Européens en général, et la France en particulier, estiment que cette politique monétaire conduira à l'échec, et en raison de l'interdépendance des économies, constitue un véritable danger pour l'Occident. Dès lors, la hausse des taux d'intérêt ne peut réduire la liquidité de l'économie ni l'endettement des entreprises. De plus, l'incitation à investir des entreprises ne résulte pas automatiquement d'une situation financière plus aisée. En conséquence, la récession se développe aux Etats-Unis de manière très dure comme le révèlent les dernières statistiques sur le chômage dans ce pays.

Les tenants de la théorie expliqueront le chômage par les imperfections du marché. Il importe peu que 50 millions d'individus meurent de faim chaque année dans le Tiers-Monde. Les fondamentalistes imputent cette situation à l'absence de liberté d'entreprise, et le Président REAGAN aime rappeler ou se plaît à rappeler que les pays du Tiers-Monde ayant la plus grande croissance économique sont ceux dans lesquels la liberté

d'entreprise est la plus respectée, abstraction faite du coût social de cette industrialisation dont il n'est jamais question. Ce fondamentalisme pousse aussi les américains à plaider pour le statu quo au sein des Institutions Internationales et à s'opposer à la création d'institutions nouvelles puisqu'ils estiment que celles qui existent suffisent largement pour répondre aux besoins des pays de la communauté internationale, besoins dogmatiquement définis par eux.

## 2. *Le Réformisme Français*

La vision développée à l'heure actuelle par les socialistes français au pouvoir se présente comme fortement opposée à celle des fondamentalistes américains. Elle peut être sommairement résumée de la manière suivante.

Sur le plan interne, la transnationalisation du capital a abouti à la régression des logiques nationales des économies et à la perte par les Etats des moyens de la conduite autonome de leurs politiques économiques, en particulier dans le domaine de l'emploi, du commerce extérieur et de la structure des appareils de production. Les nouvelles autorités françaises ont à plusieurs reprises, et en particulier à l'occasion du débat sur la nationalisation, mis l'accent sur la nécessité de redonner une logique nationale à l'économie française, de reconquérir les instruments de la politique économique, en particulier à travers la consolidation et l'extension du secteur public industriel et financier qui doit être le moyen d'une nouvelle politique économique dans le domaine de l'emploi, du commerce extérieur, de la structure productive, etc... L'interventionnisme français se trouve ici à l'exact opposé du laisser-faire américain. Dans sa première conférence de presse, le Chef de l'Etat Français a mis l'accent, de façon claire, sur ce processus en disant : «Je pense que ces nationalisations nous donneront les outils du siècle prochain et des vingt dernières années de celui-ci. Si cela ne se faisait pas, loin d'être nationalisées, ces entreprises seraient rapidement internationalisées. Je refuse une division internationale du travail et de la production décidée loin de chez nous, obéissant à des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Nous ne sommes pas un pion sur l'échiquier des plus puissants que nous. Il faut que ce soit clair : les nationalisations sont, pour nous, une arme de défense de la production française».

Sur le plan international, la vision s'articule autour de trois idées principales.

— Les révoltes populaires dans le Tiers-Monde sont pour la plupart les effets de la misère et de la pauvreté et ne peuvent pas être automatiquement attribuées à des manipulations externes. C'est cette idée qui a constitué le fondement de la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador dont, on sait qu'elle a été violemment rejetée par les Etats-Unis et les régimes militaires latino-américains.

— C'est précisément en ignorant ce fait essentiel de la pauvreté et de l'oppression sociale que l'Occident pousse quasi-obligatoirement les peuples et les pays du Tiers-Monde à rechercher une alliance avec l'Union Soviétique.

— En conséquence, c'est en rééquilibrant l'économie mondiale entre pauvres et riches, en œuvrant pour la mise en œuvre du Nouvel Ordre Economique International, en s'opposant au «chacun pour soi et au marché pour tous», proposés par les américains, qu'on pourra valablement gagner les pays du Tiers-Monde à l'Occident et à la civilisation occidentale.

Faisant allusion au fondamentalisme américain, le Ministre d'Etat, chargé du Commerce Extérieur a pu déclarer : «Il est à la mode, aujourd'hui, de prôner le jeu des forces du marché et l'ingéniosité créative des agents du secteur privé. Dans les cas favorables, l'efficacité de l'initiative privée n'est évidemment pas en cause. Mais sur l'obstacle que lui oppose la pauvreté des pays, on aperçoit trop ses limites et la vanité de s'en remettre à elle seule pour assurer à ces pays développement et indépendance».

Faisant allusion aux raisons internes et internationales du réformisme français, le Ministre des Relations Extérieures a pu déclarer devant les Nations-Unies, puis à Mexico que dans les débats sur les rapports Nord-Sud, la France se considère comme un élément du Sud et qu'il lui apparaissait que les Etats-Unis «avaient une vision hallucinante» des liaisons entre les rapports Est-Ouest et les rapports Nord-Sud.

Sur le plan pratique, le réformisme français a abouti à des actes et à des déclarations qui ne sont pas sans intérêt. Les autorités françaises se sont déclarées prêtes à augmenter substantiellement leur aide publique pour le développement pour atteindre 0,15 % de leur PNB en ce qui concerne les pays les moins avancés et 0,7 % en ce qui concerne l'ensemble des pays du Tiers-Monde. Elles se sont déclarées très favorables à l'organisation des marchés de produits de base et se sont engagées en faveur du lancement effectif, dans le cadre des Nations-Unies, du processus de Négociations Globales.

Concernant le réformisme français, la question centrale qui se pose est celle de savoir si nous sommes en présence d'une stratégie fondamentalement différente de celle des Etats-Unis ou si au-delà des conflits et des divergences à court terme, il n'y a là qu'une tactique différente ayant pour objectif de donner à la France et plus largement à l'Europe sociale — démocrate une place spécifique mais non moins dominante dans l'économie mondiale contemporaine.

### 3. *Le Réalisme Soviétique*

L'Union Soviétique, invitée à Cancun, a décliné l'invitation et a attiré l'attention des pays du Tiers-Monde sur le caractère illusoire de la réunion.

Deux raisons sont généralement avancées par l'Union Soviétique et les pays de l'Est pour expliquer leur peu d'enthousiasme à l'égard des débats sur le Nouvel Ordre Economique International. La première est que la responsabilité historique du sous-développement incombe à l'impérialisme et qu'il appartient à l'Occident de corriger les effets de son action passée. La seconde, et peut être la plus substantielle, est que les discussions sur le Nouvel Ordre Economique International s'arrêtent toujours à mi-chemin et que, au lieu de remettre en cause les mécanismes de l'exploitation des peuples et des richesses du Tiers-Monde par l'impérialisme, se limitent à une problématique de l'aide. Dès lors, dit-on, pourquoi l'Union

Soviétique et les pays d'Europe de l'Est assumerait-ils la charge de l'aide lorsque les pays Occidentaux continuent leurs prélèvements sur les économies du Tiers-Monde. Dans ce contexte, une réunion informelle telle que celle de Cancun, ne peut avoir grand intérêt à leurs yeux.

#### 4. *Le Solidarisme du Tiers-Monde*

La position du Tiers-Monde sur les Négociations Globales a été unanime. Selon eux, les Négociations doivent être globales et se dérouler dans un cadre universel, c'est-à-dire avec la participation de tous les Etats de la communauté internationale au sein d'un organisme qui, en l'occurrence ne peut être que l'Assemblée Générale des Nations-Unies ou un organe issu de celle-ci. Sur la substance des négociations, les pays du Tiers-Monde développent l'idée que l'interdépendance des économies n'a de sens que par rapport à l'interdépendance des problèmes et de leurs solutions. Ce point mérite d'être développé. La doctrine dominante de l'interdépendance met essentiellement l'accent sur les bienfaits de la croissance transmise des pays du Nord vers les pays du Sud. Elle se fonde sur l'idée de la croissance des économies des pays du Sud et qu'en conséquence rien ne doit être fait pour la freiner. A titre d'exemple, l'approvisionnement énergétique et en minéraux doit être rendu aisé pour permettre cette croissance. Cette doctrine de la croissance transmise est maintenant sérieusement dénoncée au sein des pays du Tiers-Monde car «une véritable interdépendance ne pourrait être que le résultat du processus de l'instauration du Nouvel Ordre Economique International et non une simple notion parée des atours de l'équilibre et de la réciprocité mais recouvrant en fait des relations d'inégalité, d'exploitation et de dépendance».

A cette conception statique de l'interdépendance, produite par le Nord pour servir ses intérêts, les pays du Tiers-Monde opposent une conception dynamique. A l'interdépendance statique des économies, ils opposent «l'interdépendance qui caractérise la situation économique internationale, interdépendance croissante des problèmes, interdépendance des solutions, interdépendance des nations».

Cette deuxième conception peut se résumer brièvement comme suit ; la croissance transmise est une leurre puisque les périodes de forte croissance du Nord n'ont pas signifié un développement automatique dans le Sud en raison du caractère inégalitaire des structures économiques mondiales.

En conséquence, il faut admettre que la question du développement nécessite une restructuration profonde des rapports internationaux dans laquelle les problèmes du Nord (énergie, matières premières, marchés) ne peuvent être séparés de ceux que le Sud doit aussi régler (matières premières, technologie, commerce, système monétaire et financier).

C'est dans ce sens que, au Sommet de la Havane, les pays Non-Alignés ont pris l'initiative d'appeler à des Négociations Globales au sein des Nations-Unies. Après l'échec de ces Négociations Globales au sein du système des Nations-Unies, les Ministres réunis à New Delhi en Février 1981 ont tenu à réaffirmer que les «pays non-alignés restent disposés à

poursuivre le processus de négociations... tout en réaffirmant le rôle central de l'Assemblée Générale dans le processus de négociations internationales et en répétant que ces négociations doivent se dérouler dans le cadre des Nations-Unies...»

### **3ème PARTIE : LES RESULTATS ET LES PERSPECTIVES**

Même si la réunion de Cancun avait un caractère informel, on peut en apprécier les résultats à travers le Résumé qui a été fait des discussions par les deux co-présidents, mais aussi à travers quelques événements qui ont suivi immédiatement la Conférence et qui éclairent, d'une certaine manière, la nature des résultats acquis.

#### *1. Le Résumé des Discussions*

L'analyse du Résumé des discussions de Cancun fait par les deux co-présidents permet de rendre compte de quelques aspects globaux et sectoriels de ces résultats.

Sur le plan global d'abord, le résultat le plus important a été le consensus qui s'est réalisé sur la nécessité de lancer les Négociations Globales. «Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont confirmé l'utilité et l'urgence d'appuyer, aux Nations-Unies, un consensus sur le lancement de Négociations Globales sur une base mutuellement convenue et dans des circonstances offrant la possibilité de progrès significatif. Certains pays ont insisté pour qu'on ne modifie pas le mandat des institutions spécialisées». Comme on le voit, cette phrase est suffisamment floue pour donner lieu à des interprétations diverses et celles-ci n'ont pas manqué. A titre d'exemple, aucun accord n'est intervenu sur la procédure et le calendrier de lancement des Négociations et selon le Secrétaire d'Etat HAIG, les Etats-Unis continuent à poser trois conditions préalables pour le lancement des Négociations Globales.

— Celles-ci devraient se limiter à l'examen, cas par cas, des trois thèmes du développement des ressources alimentaires et énergétiques, de la libéralisation du commerce et de l'amélioration du climat pour les investissements. Autant dire qu'il ne s'agirait plus de Négociations Globales !

— La procédure doit totalement respecter les compétences, fonctions et pouvoirs des institutions spécialisées. Autant dire que, sur les questions financières et monétaires en particulier, l'universalité de la procédure et les prérogatives de l'Assemblée Générale seraient fortement remises en cause.

— L'objectif des Négociations est d'accélérer la croissance et le développement. La référence à la nécessité de la construction du Nouvel Ordre Economique International se trouve ainsi écartée.

Néanmoins deux idées peuvent être retenues. La première est que le consensus s'est réalisé pour lancer d'urgence les Négociations Globales au sein des Nations-Unies, et ceci a été clairement établi par une déclaration du Chef de l'Etat Français immédiatement après le Sommet de Cancun. Deuxièmement, le maintien et la sauvegarde de la compétence des agences

spécialisées est clairement énoncée par certains pays et tout le problème sera de savoir quelle est la nature du compromis qui aura lieu en vue du lancement effectif des Négociations Globales.

La Délégation Algérienne a fait valoir le point de vue qu'il fallait revenir purement et simplement à la solution de compromis qui avait été établi en Septembre 1980 à la Session Extraordinaire. Cette solution de compromis a consisté à trouver un juste milieu entre les prérogatives des Institutions Spécialisées et celles de la Conférence Générale et la question se pose maintenant de savoir si les Etats-Unis finiront par se rallier à ce compromis laborieusement acquis.

Un deuxième résultat global a été la reconnaissance par tous les participants de l'interdépendance dans le fonctionnement de leurs économies «réflétée dans le fait que la prospérité économique d'un pays ou d'un groupe des pays dépend de plus en plus de l'existence des conditions de stabilité dans les autres pays», Cette formulation de la notion d'interdépendance peut apparaître comme un compromis lorsqu'on sait, comme il a été dit plus haut, que le Tiers-Monde a une vision de l'interdépendance fortement différente de celle des pays occidentaux. En tous cas, il appartient aux exégètes d'interpréter.

Le troisième résultat notable est le regret exprimé par les participants devant l'absence de l'Union Soviétique. En effet, du point de vue des pays du Tiers-Monde, l'absence de l'Union Soviétique ne se justifie qu'à moitié. S'il est clair que la responsabilité historique de l'Union Soviétique et des pays de l'Est n'est pas engagée en matière d'origine et de développement du sous-développement, leur présence est indispensable dans toute discussion sur la restructuration des relations économiques internationales dès lors qu'ils participent à cette économie mondiale soit en qualité d'acheteurs de produits primaires du Tiers-Monde ou de technologies de l'Ouest, soit en qualité de vendeurs d'équipements ou de produits manufacturés ou encore en qualité d'emprunteurs sur les marchés financiers internationaux. Dans tous ces cas, ils sont réellement ou potentiellement partenaires ou concurrents du Tiers-Monde.

Comment accroître la coopération et réduire la concurrence entre eux et les pays du Tiers-Monde est bien une des questions importantes de la construction du Nouvel Ordre Economique International.

Le quatrième résultat de Cancun a consisté à déplorer que des ressources importantes consacrées aux armements ne le soient pas à des fins de développement.

Comme on le voit, au niveau des résultats globaux, un certain malaise a subsisté et on ne peut pas affirmer que le lancement effectif des Négociations Globales dans un cadre universel au sein des Nations-Unies soit définitivement acquis. Néanmoins, une obligation morale a été souscrite par les pays occidentaux en vue de ce lancement.

Il n'est pas inutile d'analyser maintenant quelques résultats sectoriels.

Le Résumé de la Conférence donne quelques informations sur les résultats sectoriels acquis.



— Dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement agricole, la Conférence a estimé que la lutte contre la faim est devenue un impératif. Il s'agit d'abord d'un défi interne même si l'aide technique et financière internationale est nécessaire. On admet aussi que des politiques démographiques actives pourront faciliter la lutte contre la faim et, du côté de l'offre, on met l'accent sur la nécessité de développer l'intensification de la production agricole. Il est notable que les discussions sur les problèmes alimentaires semblent avoir été les plus importantes si l'on en croit la place qu'ils occupent dans le Résumé. On doit néanmoins noter une ambiguïté dans le texte qui contient un éloge implicite des Révolutions Vertes dont les résultats sont rien moins que probants pour les pays du Tiers-Monde.

— Dans le domaine des produits de base, du commerce et de l'industrialisation, la Conférence a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Programme intégré des produits de base, la nécessité d'améliorer le Système généralisé des préférences tandis qu'un certain nombre de participants, probablement du Tiers-Monde, ont mis l'accent sur la nécessité urgente des ajustements industriels dans le Nord.

On peut noter à ce propos que certaines suggestions de la Délégation Algérienne ayant trait au coût du transfert de technologie et au prix des équipements importés n'ont pas été retenues dans le texte final alors que, bien évidemment, au-delà de l'accès au marché, l'industrialisation du Tiers-Monde se heurte à des obstacles technologiques et financiers considérables que la Conférence de Cancun n'a pas pris en compte.

— Dans le domaine de l'énergie, l'accent a d'abord été mis sur le caractère global du problème énergétique qui ne peut pas être réduit à la question pétrolière. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de faire évoluer simultanément les structures de l'offre et de la demande énergétiques mondiales. De même, certains participants ont défendu l'idée de la mise en place d'une filiale Energie au sein de la Banque Mondiale qui contribuerait au financement des investissements énergétiques dans le Tiers-Monde. Le débat sur la filiale Energie semble avoir été important puisque son existence conduit à la fois à empiéter sur le champ de l'initiative privée et nécessairement à remettre en cause le système des pouvoirs propre à la Banque Mondiale.

En effet, si les pays du Nord semblent en accepter le principe c'est sous réserve d'un financement par les pays pétroliers sans contre-partie dans le système des décisions (1). On notera aussi, à ce propos, que la philosophie même du développement énergétique est l'objet de controverses. Tandis que les pays du Nord insisteraient plus volontiers sur un développement énergétique lié d'abord au développement rural et à la satisfaction des

---

(1) *L'Arabie Séoudite n'a pas manqué de rappeler sa contribution financière à la Banque Mondiale et au FMI. Pendant la période 1976-1980 ce pays a prêté 3 milliards de dollars à la Banque Mondiale et près de 8 milliards de dollars au FMI. Au printemps 1981, il a encore prêté 10 milliards de dollars au FMI.*

fameux « besoins fondamentaux » les pays du Tiers-Monde ont une vision plus globalisante liant le développement énergétique à une transformation plus profonde des structures économiques par une industrialisation systématique, etc...

Enfin, l'inévitable demande de consultations et d'échanges d'informations entre pays producteurs et pays consommateurs a été formulée par les pays du Nord, à propos du problème de l'énergie.

— A propos des problèmes monétaires et financiers, si les débats semblent avoir été à la fois complets et importants, les conclusions de la Conférence sont d'une sécheresse épouvantable puisqu'il est simplement dit « plusieurs suggestions ont été notées pour améliorer la coopération financière internationale ». On ne peut pas avoir été en plus grand désaccord sur un problème dont on a certainement pas fini de parler.

Après la Conférence, il n'est pas inutile pour apprécier les effets de Cancun de rendre compte de quelques événements importants sur la scène internationale qui se sont produits au cours des dernières semaines.

## *2. Les Lendemain de la Conférence*

### *Au Sein des Nations-Unies*

Deux faits notables doivent être retenus. En premier lieu, il y a eu l'impasse dans la désignation du nouveau Secrétaire Général des Nations-Unies. On sait que sur initiative du groupe Africain, le Tiers-Monde a fini par se rallier, en règle générale, à la candidature du Ministre Tanzanien des Affaires Etrangères. Cette candidature s'est heurtée au veto des Etats-Unis, tandis que celle de M. WALDHEIM s'est heurtée à celui de la Chine qui, dans ce domaine, estime nécessaire de désigner un Secrétaire Général issu des pays du Tiers-Monde.

On ne peut évidemment séparer le problème du Secrétaire Général des Nations-Unies de la question du lancement et du déroulement des Négociations Globales au sein des Nations-Unies, et le veto américain à cette candidature du Tiers-Monde est significatif des précautions qu'ils désirent prendre dans ce processus de Négociations Globales, s'il a lieu. Parallèlement au sein des Nations-Unies, un débat va s'engager à nouveau au cours de la présente session sur le lancement des Négociations Globales, débat au cours duquel on mesurera l'efficacité de l'esprit de Cancun. On sait déjà que deux Résolutions ont été présentées à ce sujet, l'une épousant au plus près les thèses du Tiers-Monde, l'autre se rapprochant des thèses américaines et de leurs fameuses conditions préalables.

### *Au Sein de l'OPEP*

Sans que l'on puisse dire que les réunions de l'OPEP ont été directement influencées par les résultats de Cancun, on doit néanmoins noter qu'à Genève, fin octobre 1981, la tendance a été à la modération, et le gel des prix à 34 dollars le baril jusqu'à la fin de 1982 ne peut avoir de sens que si, par ailleurs, dans d'éventuelles Négociations Globales, les pays du Tiers-Monde, mais aussi ceux de l'OPEP, obtiennent des contre-parties

toutes aussi substantielles. Faute de quoi, il s'agira d'un véritable cadeau fait par les pays pétroliers à l'économie occidentale. Cette tendance à la modération a été confirmée au cours de la réunion toute récente à Abu Dhabi, en Décembre 1981.

La question demeure de savoir ce que sera l'attitude de l'OPEP, et en particulier de l'Arabie Séoudite, au sein de l'OPEP, si les Négociations Globales piétinent. On sait que l'une des motivations de la position de l'Arabie Séoudite au sein de l'OPEP est la crainte d'une substitution rapide d'autres sources d'énergie au pétrole, ce qui aboutirait à geler les réserves importantes de ce pays. Même si cette crainte est justifiée, il n'en est pas moins sûr que c'est bien dans la période pétrolière et gazière que le Tiers-Monde disposera d'atouts pour imposer une modification des rapports économiques internationaux. Au-delà, ces modifications s'imposeront de toutes manières mais certainement d'une manière plus violente.

### **La Conférence de Paris**

La Conférence Franco-Africaine de Paris a réuni récemment 33 pays parmi lesquels des pays africains non-francophones et en particulier l'Angola.

Après que la France ait rappelé son engagement en faveur du processus des Négociations Globales au sein des Nations-Unies et sa volonté d'accroître l'Aide Publique au Développement au niveau de 0,7 % de son PNB, on peut noter dans le texte final de la conférence Franco-Africaine les éléments suivants.

a) Les participants à la conférence ont accueilli favorablement les conclusions de Cancun à propos de la sécurité alimentaire et du développement agricole, mais passent sous silence les autres conclusions, ce qui reflète peut être bien la déception face aux conclusions de Cancun dans les autres domaines abordés, en particulier ce qui intéresse le plus le continent africain, à savoir la valorisation des produits de base et l'aide publique au développement.

b) Un deuxième élément est l'exigence de la stabilisation des cours des produits de base, en particulier par la mise en œuvre du Programme Intégré de la CNUCED. De plus, la Conférence a insisté sur la nécessité de consolider et de développer les mécanismes de Stabex et de Sysmin en faveur des pays africains, et en particulier les moins avancés d'entre eux.

c) Le troisième élément est un appel à la solidarité financière internationale conformément aux résultats de la Conférence de Paris sur les PMA.

Ces résultats de la conférence de Paris appellent des remarques qui peuvent éclairer d'une certaine manière le réformisme français.

La première remarque est que l'effondrement du Stabex résultant de l'inadéquation entre les ressources financières prévues et l'ampleur de la chute des recettes d'exportation des pays africains n'a pas conduit encore à une réflexion de fond sur la crédibilité à long terme des mécanismes de

type Stabex ou Sysmin. A titre d'exemple, pour 1980, les autorités communautaires n'ont honoré que 50 % des déficits enregistrés par les pays ACP. Ces derniers ont présenté des demandes justifiées pour 1,5 milliard de francs mais la CEE n'a pu respecter ses engagements qu'à hauteur de 660 millions. En réalité, tout le monde admet que le Stabex ne peut jouer son rôle que lorsque les fluctuations des cours des produits de base sont peu amples. Dans ce cas, on admettra que Stabex ne peut fonctionner que si les accords internationaux sur les produits de base existent déjà et fonctionnent. A l'heure actuelle, seul l'accord sur le caoutchouc fonctionne correctement. Les Etats-Unis, et dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale s'opposent à l'extension de ce type d'accord. Ceci montre bien les limites intrinsèques de ce type d'accord. En outre, le Stabex ne constitue pas un facteur réel du développement pour le Tiers-Monde. Il favorise les productions destinées à l'exportation et les compensations financières sont plus un soutien aux balances de paiements qu'une aide aux producteurs. Sur ce point au moins, l'analyse du rapport BERG n'aura pas été inutile.

La deuxième remarque est que la Conférence reste silencieuse sur les mécanismes concrets par lesquels les pays africains entendent parvenir à un contrôle du marché de leurs produits de base, en particulier pour le café, le cacao, le thé, et dans quelle mesure la France qui s'est par ailleurs engagée à remettre en cause le poids des monopoles sur ces marchés, peut apporter son aide à ce contrôle.

Enfin, la troisième remarque est que la Conférence est restée silencieuse sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter d'abord et annuler ensuite les effets négatifs pour le développement africain de la présence des intérêts français en Afrique dans tous les domaines. L'impérialisme français en Afrique peut apparaître ainsi comme un obstacle majeur à la réalisation du projet de refonte des rapports économiques internationaux auxquels le pouvoir socialiste a apporté sa pleine adhésion. Celui-ci devra certainement préciser ses intentions vis-à-vis de notions tels que le dialogue Euro-arabe, le Trilogue, etc... Il devra certainement, et on admettra sans peine que ce n'est pas chose facile, se donner les moyens financiers et industriels internes pour fonder valablement, et à long terme, les bases d'une politique de coopération avec le Tiers-Monde.

Les difficultés à court terme que connaît et connaîtra encore certainement l'économie française ne peuvent être totalement reportées sur les partenaires les plus fragiles de la France. La restructuration si nécessaire de l'économie française, les réformes de structure permettront peut être d'ouvrir la voie à une coopération excluant l'inégalité.

## CONCLUSION

Le Sommet de Cancun a révélé, d'une certaine manière, l'état des rapports de forces internationaux. Il n'est pas exagéré de dire que le Tiers-Monde traverse, à l'heure actuelle, une période de relative faiblesse qui a succédé à une époque de relative puissance marquée par la victoire de l'OPEP, le lancement du thème du Nouvel Ordre Economique International,

eux-mêmes portés sur la scène de l'histoire par les victoires politiques des peuples en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

La crise de l'économie mondiale a incontestablement réduit la puissance des nationalismes économiques et a affaibli quelque peu les solidarités au sein de l'espace Sud.

L'Occident aveuglé par ce constat de court terme peut nourrir l'illusion de faire durer cette situation d'interdépendance inégale pendant longtemps. En réalité, l'extension de la faim, de la pauvreté et de la marginalisation sociale produiront nécessairement les mêmes effets.

Les révoltes populaires et les bouleversements politiques qui se préparent dans le Tiers-Monde ne manqueront pas de transformer les données politiques internes, puis internationales du fonctionnement de l'économie mondiale. Les solutions illusoire qui sont présentées, ici ou là, dans le cadre d'une division internationale inégale du travail pourront peut être voiler partiellement la nature des vrais problèmes mais ne pourront certainement pas les résoudre. Dans ce cas, sauf à croire qu'on résoudra les problèmes par des génocides il faudra bien que les forces de progrès au Sud, au Nord et à l'Est trouvent, chacune chez soi, et ensemble, les moyens d'une restructuration véritable de l'ordre économique actuel.

## BOOK REVIEWS – REVUE DES LIVRES

---

D. Wadada Nabudere, *Imperialism and Revolution in Uganda* (Tanzania Publishing House and Onyx Press) 1981 – London and Dar Es Salaam—376 pages.

Reviewed by Horace CAMPBELL \*

In December 1980, Apollo Milton Obote once again assumed the presidency of the turbulent society of Uganda after eight years of the military dictatorship of Field Marshall Idi Amin and after a coup d'état had removed the failed experimentation of a government of National Unity called the Uganda National Liberation Front. Questions of the propriety of the elections which brought the Uganda Peoples Congress back to the seat of power, of the arbitrary arrest of opposition elements of the dispersal of other elements back into exile, persist, as the majority of the people of Uganda are reduced to the limited role of a frightened audience in their own society.

The poor of the society caught at the bottom of a World system where the butter mountains and an armaments culture form one reality and where for another part famine, hunger and the bullets form another, look on quietly as the second Obote administration join the call for more aid as the prerequisite for the planned economic reconstruction. But even the aid donors have become apprehensive about giving assistance when there is clear evidence that part of the aid for the famine victims of Karamoja had been siphoned off by state officials who used the proceeds to intensify the gap between the rulers and the ruled in Uganda. The area of Uganda, one of the most fertile regions of the African continent, strategically located at the source of the Nile, remains economically stagnant as compounded underdevelopment, political instability and armed conflict postpone the era of peace and prosperity. The inability of the administration to effect even a limited trade network makes life a burden for the eleven million citizens of this multinational state. Even the measures aimed at economic rehabilitation announced by the UPC leadership fail to grasp the *cul de sac* of the colonial trade economy which focussed production on a narrow range of export crops. The pretentious «floating» of the Uganda shilling, which was aimed at reducing the illicit currency dealings has intensified the misery of the people for the whole economic package reinforced the spiralling inflation so that commodities such as salt, sugar, hoes and soap are luxury items in Uganda. A price structure which was aimed at stamping out the illegal but formally established trade called *magendo* was not backed up by any attempt to diversify the narrow economic base. Instead the economic measures were accompanied by paltry incentives for the rural poor to return to the planting of cash crops (coffee, tea and tobacco). The rural poor in their own resistance to the economic crisis have resorted to the planting of food crops, demonstrating their understanding that the planting of cotton

---

\* University of Dar-Es-Salaam.

is regressive in the present world of polyester fabrics. Given the fact that the poor peasant depends on the iron age technology of the hoe to produce for the world market, the poor of Uganda have turned their backs on spending 73 days to reap one acre of early cotton when in the end their family cannot afford the textile products made from their own labour. The state revenue in Uganda, or the resources for the unproductive bureaucracy is today inordinately dependent on the export of coffee, for coffee exports account for 98.9 per cent of Uganda's export earnings. Probably the only reason that this cash crop continues is because the coffee tree bears fruit annually after its first three years and does not require the back-breaking care of tobacco, cotton or the picking of tea.

Where the rural family subsist on their own food production, planting the barest minimum of export crops to pay taxes, the growing urban poor face a life of terror, hunger and violence. With the medical infrastructure in shambles the health of the urban population remains permanently threatened because of the lack of clean running water. The main hospital, Mulago, formerly one of the better training hospitals in Africa, has not had running water since 1974. Water and sewerage systems function badly and the signs of deterioration strike those who have to carry out their livelihood in the midst of the armed conflict between the UPC and an opposition which has resorted to guerilla warfare. Transportation is now a luxury, with no spare parts for the publicly owned transportation system, workers have to walk miles to work while those children who still go to school without books have to wake up before daybreak to begin their journey to school. Day to day activities now involve monumental struggles either with one's peers or with those who are enriching themselves out of this chaos.

What gives Uganda special significance is the marked continuity in the violence of politics. More and more it is clear to the people that the problems of the society are more profound than the militarism of the Amin years or the recklessness of the soldiers. The role of force in production (encapsulated by Obote putting a Colonel in charge of production and trade) the continuous use of the gun as the arbiter in political discussions and the absence of democratic processes at all levels of the society demand a level of understanding which could explain to the young people the cheapening of life in Uganda and Africa. Young people who grew up in the society with the experience of commandism, waste and destruction search for explanations which could help them to see beyond the horizons of these political careerists who have dominated the society since 1952. It is in the context of this search that D. Nabudere's book, *Imperialism and Revolution in Uganda*, intervened in the discussion of Uganda's history.

The very title of the book bore promise that the analysis would transcend the scholarship of tribe, religion, regionalism and the personality politics which was asserting itself as part of the anti-democratic and deformed political culture. Dan Nabudere had been a political activist during different regimes and in exile had time to reflect on the destruction of the productive capacity of the society while he taught at the University of Dar-es-Salaam. From the table of contents the book promised to survey the impact of colonialism and resistance, neo-colonialism and revolution, the impact of the colonial economy on the rise of the Working Class, the rise

of the National Democratic Revolution, the politics of dictatorship, and the neo-colonial economy with particular emphasis on agriculture, commerce and finance. An epilogue attempts to bring the analysis up to date covering the period 1977–1980 when the author has been ousted from political leadership by the May 1980 coup d'état. Yet, despite the impressive outline of the study the book suffers from three basic weaknesses:

1. the absence of primary research into the effects of imperialism on the Uganda masses.
2. an inability to root the analysis into the life and struggles of Uganda's history i.e. unnecessary borrowings from other peoples history.
3. a lack of self-critical analysis on the role of the intelligentsia in perpetuating the quagmire of violence and corruption in the heart of Africa

The first two weaknesses stem from the absence of a scientific methodology which grasps the particularities of African politics for the borrowings are stamped within the first pages where the author by-passed the rich traditions of oral history to try to force the pre-colonial Ugandan societies into the framework of the Ancient Society of Morgan the anthropologist, simply because this work was approvingly quoted by F. Engels in the *Origins of the Family, Private Property and the State*. From this comparison of the «pre-contract» society with the Iriquois Indian, Nabudere fell into the trap of trying to fit the pre-colonial societies into the geographical boundaries defined by the colonialists. These elementary problems permeated the work and the characterisation of Buganda and Bunyoro as Feudal outlined by the author foundered on the reality of collective ownership of land which continue to exist in the society as the peoples own resistance to the individualisation of land tenure. This contradiction is unwittingly brought out by the author later in the discussion (pp 200–206). The existence of *tributary* relations of the pre-colonial states and the forms of relationships between the central state apparatus and the village communities is still an area which needs to be researched. Primarily because for a long time for the European there was no history before the advent of Europe into Africa, thus the literature on this period remains sparse and intellectually underdeveloped. Nabudere may be excused for the paucity of information on the pre-colonial societies, but for one who has already published a *The Political Economy of Imperialism* it was hoped that the book would depart from the generalities of the previous study to illuminate the particularity of Imperialism in Uganda and Africa. Both Amilcar Cabral and Walter Rodney, in separate studies, outlined the need to specify the concepts of history, class, and state in an effort to be more precise when dealing with colonial peoples. In an attempt to distinguish between the imperialist plunder of Africa and the massive export of capital which had engendered the development of the productive forces in Canada, Australia, South America and Eastern Europe, Cabral termed imperialism «piracy on land, piracy transplanted from the high seas on dry land, piracy reorganised and adapted to the aim of exploiting the natural and human



ressources of our peoples» (Cabral 1969 pp.98). In 1970 Walter Rodney enriched Cabral's formulation by showing that while the export of capital was one of the manifestations of monopoly capital, huge amounts of capital were not initially invested in Africa, hence the need for coercion, commandism and force by the colonial state. The evidence for Uganda shows that the amounts of capital invested in Uganda was minimal and was really confined to the investment in the Uganda railroad, a railway which was more beneficial to the Kenyan settlers than to the Uganda poor, and it was the poor of Uganda who paid for the loan. The history of the implantation of the colonial economic infrastructure required forced labour, portage, and compulsion. Forced labour was used for compulsory crops and unpaid labour was used to build the houses of the colonial officers and to extend the railway.

Nabudere, in his outline on the rise of the working class, failed to make the theoretical link between the form of imperialism in Uganda and its impact on the truncated working class. In presenting the colonial data on the size and composition of the working people, on the colonial preoccupation with a regular supply of labour, Nabudere did not reveal how the slowness of the process of proletarianisation, the migratory nature of labour and the restricted dimensions of the labour force were due to the limited amounts of capital expended in the society by the British imperial overloads. The characteristics of the Uganda working class along with the incomplete crystallisation of the class showed that capitalism *could not* develop a modern proletariat in its colonial sector and that it required special forms of labour exploitation in the colonies. Fortunately, Nabudere did not fall into the dualism of the articulation of modes of production theory, but he did not bring to light how the absence of legal protection for the workforce placed civil disputes between «Masters» and «servants» under the sanction of criminal law so that workers were imprisoned for such «crimes» as «desertion» – long after such practices had disappeared from European capitalist countries. No colonial report can bring to light the negation of basic human rights and the continued use of obsolete equipment which rendered safety standards at the place of work inadequate. Occupational asthma, throat irritating gases and skin diseases such as tea planters dermatitis increased the immiseration of the Uganda toilers. Contrary to the evidence presented of the role of finance capital in the colonial economy the principal instrument of social control in Africa during the early period of colonialism was naked force. Not only did imperialism use force to capture, pacify and ructalise Africa, but in addition, force brought to bear against Africans served a direct economic function by incorporating into the capitalist system values which initially lay outside the said capitalist system. Subsequent exploitation had to take form of intensifying the exploitation of labour and here in lay the crux of the process of commandism and militarism in Uganda. Contrary to the exposition on the foundations of the dictatorship (174–176) the political crisis of Uganda needs to be addressed in the manner in which imperialism stunted the growth of the most important of the productive forces – namely the working class itself.

That the colonial and neo-colonial economy remain uniquely lopsided is clear from the evidence presented by Nabudere. The data on Uganda indicated that each international economic crisis led to a transfer of a significant portion of the social burden on to the shoulders of the colonial working class and peasantry. However the material is presented in a manner which is very economic. Nabudere does not show how the non-economic dimensions of expansion were just as important as the economic dimensions. Walter Rodney in his essay on «Lenin and the Imperialist participation of Africa» drew attention to the references made by Lenin on to the military and ideological dimension of imperialism, especially where Lenin asserted that : «the non-economic superstructure which grows upon the basis of finance capital, its politics, its ideology, stimulates the striving for colonial request». For the Uganda people the deformed ideas of religious intolerance bequeathed by the civilizing missionaries remain a factor of Uganda politics, and the incessant references to finance capital does not incorporate properly the role of ideology in the cultural arsenal of imperial rule. And for African peoples the most important aspect of the superstructure of ideas was the rise of racism as a central component of capitalist ideology. Once colonialism was justified on the basis of the inferiority of Africans, an ideology manifest on the continent today in the practice of apartheid, it was inevitable that racial consciousness would be part of the consciousness of the African poor. By borrowing ideas on the rise of the «National Democratic Revolution» the author does not elaborate how the racial hierarchy of the colonial order generated the «nationalist» all class response of the 1949 revolt and acted as the smoke-screen for the expulsion of the Asians in 1972. The conflicts generated by the position of European and Asian in the society obfuscated incipient class differences among Africans, hence the popularity of the commandist and underdemocratic expulsion of the Asians. The oppression of Africans on purely racial grounds meant that Idi Amin, with all the brutal macabre history on his regime, can still enjoy support in other parts of Africa. It is for this reason that the theorists of imperialism must address the issue of the cultural manifestation of racism so that in other part of Africa one can penetrate the class content of the formulations of racial consciousness.

The problem of class and state also remains in the work of Nabudere. The most interesting section of the reading is where the author's own experience as a political activist (pp. 255–258) provided interesting insight into the intra class struggles of the political careerists. However, the information is presented in simplistic terms of the right and left of the Uganda People Congress. It is not clear what is the popular or material base of this right and left. One fact which is clear was that all factions perceived their interest as being able to hold on to state power. This is where Nabudere again founders for he does not properly analyse the relationship between the state and the gestation of the African petty bourgeoisie. The analysis of the petty bourgeoisie is formal and functional, separating the state initiations of ranches, dairy farms, cooperative loans, and maize mills from the attempt by the African petty bourgeoisie to increase their level of consumption. It is not clear why the class delienation of the Uganda Society is tacked on at the end of the book pp. 320–328.

One cannot separate the problem of state from the question of class and Nabudere's concrete treatment of the state turns out to be an exposition of the legal foundation of Uganda's independence constitution pp. 176–179. As one who served in the supra-territorial state institution as Chairperson of the East African Railways Corporation 1971–73, Nabudere should have been aware of the fact that the Ugandan state or the set of institutions which comprised the state extended from the supra-territorial organs of the East African Community to the coercive apparatus of the Uganda police, military, labour department and tsetse officers. An analysis of imperialism could have shed more light on the relationship between multilateral imperialism', the local African ruling class and the dehumanised proletarianised masses. The effects of the petty bourgeoisie to strengthen the state, to build up its numbers and at the same time to increase its accumulation was bound to founder on the untransformed hoe technology of the society.

The essential militarisation of the state, which is documented and periodised from 1966, minimises the role of the African intermediate classes in the process of retrogression and corruption. However true was the fact that the granting of political independence was compatible with the continued influence of the «financial oligarchy». The African politicians were not helpless victims who had no scope for developing popular institutions. It is now clear that imperialism implanted Idi AMIN on Africa but the evidence of Israel's and Britain's machination does not account for the hundreds of bureaucrats, civil servants and intellectuals who willingly served AMIN and at times ingratiated themselves to the military at the cost of other peoples lives.

### MILITARISM AND SCHOLARSHIP

The fundamental weakness of the book is that there is an absence of empirical work by the author for an analysis which stridently seeks to assert itself as a Marxist study, the author was inordinately dependent on the published material of the modernising theorists who had flocked to the Makerere Institute of Social Research. In his attempt to reinterpret the structural functional analysis of those who studied 'agricultural credit' 'progressive farmers scheme' the 'marketing of cash crops' 'industrialisation and mining' the book makes for tedious reading with its structural information encrusted within incessant quotations from marx, Engels and Lenin. This weakness is even more startling in the second section of the book where the analysis is an exposition of three published documents of the AMIN regime, the *Third Five Year Development Plan* the *Action Programme* and the *Uganda – Five Years under Military Government*. Nabudere's quotation from these three documents forms the basis of chapter 15, but those familiar with the literature of the Civil Servants under AMIN knew that the information in say the *Action Programme* bore little relevance to

the material reality of the destruction of the productive capacity by the military. These documents could not bring to life the militarisation of the countryside where military governors commanded the double production campaigns and the soldier chiefs who told workers that they would be shot if they carried out industrial action. Ultimately the lack of empirical work led to imprecise documentation as in the case of the figures relating to the redistribution of Asian business during the economic war.

## THE EPILOGUE

The third major weakness of the book comes out clearly in the epilogue for throughout the reader had been exposed to the personal nuances of AMIN, OBOTE, IBINGIRA, and the brain of Mahmood MAMDANI. A partisan and stridently sectarian narrative took the place of scientific analysis. In the narrative of the epilogue the author sheds light on the kind of intrigue, deals, compromise and pettiness which resulted in the formation of the Uganda National Liberation Front to replace AMIN. Instead of documenting the ideological and material weaknesses of those who aspired towards replacing AMIN the book concentrates on the routed petty bourgeoisie which had simmered in London, Lusaka, New York, Nairobi and Dar-es-Salaam, perpetuating the politicisation of ethnicity and regionalism in exile only to descend on Mashi, Tanzania in March 1979 to form a government of national unity. What the book does not reveal was how the writer could have been part of such a clique which earlier in the book he had lambasted as monarchists and agents of dollar imperialism. In this epilogue there is a clear absence of the kind of honesty and humility which one should expect from reflecting on the unholy alliance which foundered in the militarism which resulted in the May 1980 – Coup d'état. Many questions remain unanswered from this addendum, by what criteria were the representatives chosen for the front? Why were there no representatives of the working people in the front? What efforts were made by the UNLF to unleash popular expression and participation? What were the features of commandism which infected the Tanzanian officer corps with the quest towards accumulation?

These questions which continue to be pertinent for the ongoing struggles in Uganda demonstrate that the Uganda crisis transcends the personalities of AMIN, LULE or OBOTE. The discussion of the 'New Democratic Revolution' reads as a hollow borrowing from Chinese history for the political activists of Uganda have shown that they were neither democratic nor revolutionary.

D. Wadada NABUDERE nowhere explained in this epilogue how the UNLF intensified the inflationary pressures on the poor by printing billions of shillings of unbacked notes, which made the monthly earnings of the poor worthless. More significantly it was a strange twist to see the author as one of the defenders of the Commonwealth report on the *Rehabilitation of the Economy of Uganda*. While thoughtful Ugandans inside and outside the territory were critical of the proposed sell out of the national assets to former imperialist operators, the author defended the report

before a gathering of Ugandan students in the United Kingdom in 1980, while he was still Minister of Culture and Chairperson of the powerful Political and Diplomatic Commission of the National Executive Committee.

The threatened disintegration of Uganda centralised by the regional warfare and the clear dead end of neo-colonialism shows clearly that the crisis is not simply one of declining food production or political violence and magendoism. The book *Imperialism and Revolution in Uganda* shows that the crisis of imperialism is at the same time a profound ideological crisis.

---

*Economie et Sociologie du Tiers-Monde*, un guide bibliographique et documentaire. Ouvrage collectif sous la direction de P. Jacquemot, Paris, Harmattan, 1981, 383 p.

Revue par : ASSIDON (Elsa), DEKHLI (Karina), JACQUEMOT (Pierre), RAFFINOT (Marc Michel)

C'est le premier recueil bibliographique de synthèse sur l'économie et la sociologie du Tiers-Monde, publié en langue française. Il intéresse aussi bien l'étudiant, le chercheur et l'enseignant que le documentaliste.

C'est d'abord un bon document d'initiation et d'orientation pour les étudiants travaillant sur l'économie du Tiers-Monde pour lesquels les auteurs (1) l'ont réalisé. L'ouvrage présente en effet en une introduction générale, un large panorama critique de la théorie du développement des années 1950 à 1980 qui mène naturellement l'étudiant à la liste des principaux manuels et à la bibliographie analytique et critique de 32 ouvrages fondamentaux. Il s'agit de livres écrits ou traduits en français.

Plus de 1100 fiches signalétiques d'ouvrages spécialisés sont ensuite répartis dans 29 rubriques thématiques articulés en quatre grandes unités :

- l'impérialisme et le sous développement
- le Tiers-Monde et l'économie mondiale
- les modèles, les stratégies et les politiques de développement
- la dimension sociale et politique du développement

Les livres faisant explicitement référence à un pays ou à une région sont classés par continent mais un index matière permet de les replacer aisément dans l'ensemble. 900 titres ont été ici retenus pour la période 1970-1980. Cette bibliographie regroupe ainsi 2000 fiches sur une production d'ouvrages évaluée à 15000 pour les trente dernières années. Elle présente une majorité de titres en français mais aussi de nombreux ouvrages en langues anglaise, espagnole, et dans une moindre mesure portugaise et allemande. Cette partie est donc aussi pour le chercheur et l'enseignant un bon point de départ bibliographique.

---

(1) *Ces quatre enseignants chercheurs animent le collectif d'économie du développement, recherche et éducation (CEDRE) à l'Université de Paris Dauphine.*

before a gathering of Ugandan students in the United Kingdom in 1980, while he was still Minister of Culture and Chairperson of the powerful Political and Diplomatic Commission of the National Executive Committee.

The threatened disintegration of Uganda centralised by the regional warfare and the clear dead end of neo-colonialism shows clearly that the crisis is not simply one of declining food production or political violence and magendoism. The book *Imperialism and Revolution in Uganda* shows that the crisis of imperialism is at the same time a profound ideological crisis.

---

*Economie et Sociologie du Tiers-Monde*, un guide bibliographique et documentaire. Ouvrage collectif sous la direction de P. Jacquemot, Paris, Harmattan, 1981, 383 p.

Revue par : ASSIDON (Elsa), DEKHLI (Karina), JACQUEMOT (Pierre), RAFFINOT (Marc Michel)

C'est le premier recueil bibliographique de synthèse sur l'économie et la sociologie du Tiers-Monde, publié en langue française. Il intéresse aussi bien l'étudiant, le chercheur et l'enseignant que le documentaliste.

C'est d'abord un bon document d'initiation et d'orientation pour les étudiants travaillant sur l'économie du Tiers-Monde pour lesquels les auteurs (1) l'ont réalisé. L'ouvrage présente en effet en une introduction générale, un large panorama critique de la théorie du développement des années 1950 à 1980 qui mène naturellement l'étudiant à la liste des principaux manuels et à la bibliographie analytique et critique de 32 ouvrages fondamentaux. Il s'agit de livres écrits ou traduits en français.

Plus de 1100 fiches signalétiques d'ouvrages spécialisés sont ensuite répartis dans 29 rubriques thématiques articulés en quatre grandes unités :

- l'impérialisme et le sous développement
- le Tiers-Monde et l'économie mondiale
- les modèles, les stratégies et les politiques de développement
- la dimension sociale et politique du développement

Les livres faisant explicitement référence à un pays ou à une région sont classés par continent mais un index matière permet de les replacer aisément dans l'ensemble. 900 titres ont été ici retenus pour la période 1970-1980. Cette bibliographie regroupe ainsi 2000 fiches sur une production d'ouvrages évaluée à 15000 pour les trente dernières années. Elle présente une majorité de titres en français mais aussi de nombreux ouvrages en langues anglaise, espagnole, et dans une moindre mesure portugaise et allemande. Cette partie est donc aussi pour le chercheur et l'enseignant un bon point de départ bibliographique.

---

(1) *Ces quatre enseignants chercheurs animent le collectif d'économie du développement, recherche et éducation (CEDRE) à l'Université de Paris Dauphine.*

C'est également un outil de travail irremplaçable pour le documentaliste spécialisé. Les auteurs qui ont cherché à reformuler le cadre de l'analyse ont mis sur pied une classification qu'il peut utiliser avec beaucoup de profit. Le thésaurus de mots matières est simple et pertinent, le lexique (français/anglais/espagnol) du vocabulaire de la discipline, fort pratique.

Tous les utilisateurs apprécieront les annexes regroupant :

- les bibliographiques spécialisées en économie et sociologie du développement
- les revues spécialisées dont la sélection, même faite à partir de leur accès dans les bibliothèques françaises, est bien diversifiée
- les principaux annuaires
- les atlas
- les documents statistiques
- les adresses des centres de documentation spécialisés français et des associations ou organisations publiant des répertoires sur les recherches en économie du développement

En somme, un ouvrage que nous recommandons aux bibliothèques et centres de documentation africains.

## ERRATUM

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de l'omission du nom de l'auteur du compte-rendu du livre intitulé *Economie et Sociologie du Tiers-Monde* à la page 118.

Le libellé corrigé de ce compte-rendu est le suivant :

Assidon (Elsa), Dekhli (Karina), Jacquemot (Pierre), et Raffinot (Marc Michel), *Economie et Sociologie du Tiers-Monde*, un guide bibliographique et documentaire. Ouvrage collectif sous la direction de P. Jacquemot, Paris, Harmattan, 1981, 383 p. Revue par Senga Founou.



# **FOCUS ON RESEARCH AND TRAINING INSTITUTES**

---

**CENTRE REGIONAL AFRICAIN DE TECHNOLOGIE (CRAT)  
Km 4,5 Route de Rufisque – B.P. 2435, Dakar.**

## **L'Origine du Centre**

L'établissement du Centre Régional Africain de Technologie sous les auspices de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a été le résultat de plusieurs résolutions adoptées par les Conférences des Ministres Africains au cours des dernières années. Toutes ces résolutions ont fait appel à l'établissement d'un tel Centre en vue de renforcer les capacités technologiques des pays africains. L'approbation définitive pour l'établissement du CRAT fut obtenue au cours de la réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui se déroula à Kaduna, Nigéria, en novembre 1977 et la Constitution du CRAT a été adoptée. Le Centre est à présent opérationnel, et a le siège de son Secrétariat à Dakar, Sénégal.

## **Membres du Centre**

A la fin de 1981, vingt-huit Etats membres de l'OUA avaient adhéré à la Constitution du Centre. Ces Etats sont : l'Algérie, le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Cap-Vert, l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Equatoriale, l'Ile Maurice, le Kenya, le Libéria, la Mauritanie, le Maroc, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra-Léone, la Somalie, le Soudan, le Togo, la Tanzanie, le Zaïre et la Zambie.

Toutes les prévisions indiquent que la liste continuera éventuellement à s'élargir pour inclure tous les Etats membres potentiels.

## **Les Objectifs du Centre**

Les objectifs du Centre, conformément à ses Statuts, sont les suivants :

- a) Contribuer à la mise au point et à l'utilisation des techniques au sein des Etats membres ;
- b) Faire en sorte que la prise de conscience du développement technologique soit stimulée dans les Etats membres ;
- c) Renforcer les moyens technologiques dont disposent ses Etats membres ;
- d) Encourager l'utilisation de techniques adaptées aux objectifs de développement de ses Etats membres ;
- e) Aider, au sein de ses Etats membres, à la formation de politiques technologiques dans le cadre de la planification du développement scientifique, technologique et socio-économique ;

- f) Encourager la recherche et la formation dans le domaine des méthodes à appliquer en matière de planification technologique ;
- g) Améliorer, au profit de ses Etats membres, les termes et conditions auxquels les techniques sont importées ;
- h) Encourager la diffusion des techniques au sein de ses Etats membres, ainsi que la collecte de renseignements technologiques et leur utilisation ;
- i) Encourager la coopération entre les pays de la région de l'Afrique, en particulier entre ses Etats membres ; et
- j) Evaluer les effets sociaux de la mise au point, du transfert et de l'adaptation des techniques et faire en sorte que ces effets soient bien compris.

### **Fonctions du CRAT**

Les fonctions du Centre de par ses Statuts sont les suivantes :

- a) Aider ses Etats membres, sur la demande de leur Gouvernement ou d'institutions de technologie sises sur leur territoire, à créer des institutions nationales pour la mise au point, le transfert et l'adaptation des techniques ;
- b) Conseiller les institutions nationales de ses Etats membres sur le choix de techniques ;
- c) Identifier et mettre à la disposition des gouvernements de ses Etats membres, sur demande, des consultants qui puissent leur fournir des conseils dans des domaines techniques ;
- d) Encourager, par l'intermédiaire des institutions nationales, l'établissement de relations efficaces entre producteurs et utilisateurs des techniques (à échelon national) dans les Etats membres ;
- e) Etablir et tenir à jour, en matière de technologie, des répertoires :
  - i) des organismes africains de recherche, mentionnant leurs programmes et leurs réalisations ;
  - ii) des organismes situés hors d'Afrique qui s'occupent des techniques adaptées aux besoins des Etats membres ; et
  - iii) des spécialistes de diverses techniques attachés au Centre ou à d'autres organismes ;
- f) Organiser des séminaires et des cycles de formation sur divers aspects et problèmes de technologie ;
- g) Favoriser l'échange, entre Etats membres, de techniciens, de personnel de gestion et de chercheurs ;
- h) Contribuer à la formation de techniciens et de gestionnaires à divers niveaux et dans divers secteurs ;
- i) Identifier les possibilités précises existant en matière de formation dans divers domaines ayant trait à la technologie et diffuser des renseignements les concernant ;
- j) Promouvoir et encourager, selon les besoins, l'orientation des programmes d'enseignement et de formation vers la satisfaction des besoins techniques des Etats membres ;

- k) Etablir et maintenir des liens étroits avec les organisations nationales, régionales et internationales en Afrique et en dehors de celle-ci concernées par des activités semblables à celles du centre ;
- l) Aider les gouvernements des Etats membres, sur leur demande, à identifier d'autres sources possibles de techniques dans divers domaines ;
- m) Contribuer à la formation de spécialistes dans les domaines ci-après :
  - i) analyse des composantes techniques ;
  - ii) examen et évaluation des techniques ;
  - iii) négociation de contrats et d'autres arrangements touchant la mise au point, le transfert et l'adaptation des techniques ;
  - iv) et problèmes liés aux droits de propriété industrielle ;
- n) Fournir aux Etats membres des services d'information et de documentation dans divers domaines techniques et notamment aux fins de :
  - i) choix d'autres techniques possibles ; et de
  - ii) choix d'autres sources possibles de techniques ;
- o) Coopérer avec les organismes intergouvernementaux, publics ou privés, s'occupant de l'élaboration de méthodes devant être utilisées dans le cadre d'une conception unifiée de la planification du développement ;
- p) Subventionner, promouvoir et encourager les recherches originales dans le domaine de la prévision, de l'évaluation et de la planification en matière de techniques ;
- q) Encourager l'inclusion de cours sur les méthodes de planification en matière de techniques dans l'enseignement et la formation destinés aux spécialistes de la planification du développement ;
- r) Aider les Etats membres à utiliser efficacement le Code International de Conduite pour le Transfert des Techniques ainsi que d'autres accords internationaux appropriés ; et
- s) Prendre toutes mesures se rapportant, directement ou indirectement, aux attributions du Centre ou susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs du Centre.

#### **Organes du Centre**

Le Centre se compose des organes ci-après :

- Le Conseil qui se compose du Ministre chargé de la technologie dans le gouvernement de chaque Etat membre du Centre ; du Secrétaire Exécutif de la CEA, et du Secrétaire Général de l'OUA.
- Le Comité Exécutif qui se compose d'un tiers des Etats membres du Centre ; du Secrétaire Exécutif de la CEA, en tant que Président de droit ; d'un représentant de l'OUA ; du Directeur Exécutif du Centre, membre d'office à titre consultatif ; et des représentants des organismes des Nations Unies désireux d'aider le Centre, en tant qu'observateurs, à atteindre ses objectifs et poursuivant des activités analogues à celles du Centre.

- Le Secrétariat qui se compose du Directeur Exécutif, des Directeurs des Divisions, du personnel professionnel et de support pour la réalisation des activités journalières.

### **L'Organisation Fonctionnelle du Centre**

Afin d'exécuter ses fonctions le Centre se compose de :

- Le Bureau du Directeur Exécutif,
- La Division des Services Consultatifs et Techniques,
- La Division de la Formation,
- La Division de l'Information et de la Documentation,
- La Division de l'Administration.

### **Relations avec les autres Centres**

Le Centre établira des liens de travail avec les autres centres régionaux, institutions et organisations technologiques. Cet objectif sera atteint en organisant des réunions conjointes avec les autres institutions et en formulant des programmes de collaboration, en prodiguant des conseils et en diffusant des informations et si besoin en est, intervenant directement dans leurs programmes.

### **Cadre du Programme de Travail du Centre**

Le programme de travail du Centre a été élaboré d'après le Plan d'Action de Lagos pour l'Application de la Stratégie de Monrovia pour le Développement Economique de l'Afrique qui a été adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine au cours de la Session Extraordinaire consacrée aux problèmes économiques africains, qui s'est tenue à Lagos, Nigéria en Avril 1980. Le principe fondamental de ce plan est la réalisation de l'auto-suffisance et d'une croissance économique basée sur l'auto-dépendance collective.

Le programme de travail du Centre est basé sur les priorités identifiées dans le Plan d'Action de Lagos, et se concentre sur les domaines suivants :

- le développement des capacités technologiques indigènes,
- le développement et l'utilisation des ressources humaines,
- le développement rural,
- contribution technologique afin de renforcer les secteurs prioritaires du développement socio-économique,
- renforcer la base informatique en ce qui concerne les exigences technologiques et les ressources naturelles et leur exploitation.

### **Ressources Financières du Centre**

Conformément aux Statuts du Centre, les ressources financières du CRAT sont constituées de :

- i) les contributions annuelles et spéciales versées par les Etats membres du Centre ;
- ii) L'assistance ou l'aide financière, les prêts, dons, legs ou subventions accordées par des gouvernements, des organisations inter-

- nationales des institutions financières, des organismes publics ou privés, des associations, des organes et des particuliers ; et
- iii) Les redevances et autres droits perçus par le Centre pour les services rendus conformément aux dispositions des Statuts du Centre.

**THE UNIVERSITY OF ZAMBIA – INSTITUTE FOR AFRICAN STUDIES – P.O. Box 30900/Lusaka.**

The Institute for African Studies is a long-standing institute for research in the social sciences and related disciplines with special reference to contemporary issues affecting national development.

The Institute presently comprises the following five Research Units:

*Art and Communication Studies Unit*

*Manpower Research Unit*

*Mental Health Research Unit (Community Health Research Unit)*

*Technology and Industry Research Unit*

*Urban Community Research Unit*

Founded in 1938 as the Rhodes-Livingstone Institute, the Institute was incorporated in 1965 within the newly established University of Zambia as the Institute for Social Research. It was enlarged in 1971 to encompass the Centre for African Studies (first established in 1966), and in 1977 to include the Manpower Research Unit (first set up as the Tracer Project in 1971). Under the provision of the University Act (revised 1979), the Institute has been designated as one of the 'common services' of the Federal University.

The Institute's research programme is overseen by a standing committee of the University Senate comprising representatives of the United National Independence Party (UNIP), the Government (GRZ) Departments of Community Development and of Provincial and Local Government, the Zambia Congress of Trade Unions (ZCTU), the Copper Industry Services Bureau (CISB), the National Archives and the heads of all relevant schools, institutes and departments within the University.

The Institute has an establishment of twelve academic posts, including that of the Director. In addition to fully-qualified Research Fellows, the Institute is sometimes able to deploy recent graduates of the University of Zambia sponsored under the Staff Development Fellowship scheme. Visiting researchers sponsored by other institutions whose projects are approved by the Institute are accorded the status of Research Affiliate and work in various degrees of association with the Institute's own research programme.

The Institute has a small campus shared with the University's Rural Development Studies Bureau located about 3 km from the main University campus. The ancillary staff of the Institute includes a small

- nationales des institutions financières, des organismes publics ou privés, des associations, des organes et des particuliers ; et
- iii) Les redevances et autres droits perçus par le Centre pour les services rendus conformément aux dispositions des Statuts du Centre.

**THE UNIVERSITY OF ZAMBIA – INSTITUTE FOR AFRICAN STUDIES – P.O. Box 30900/Lusaka.**

The Institute for African Studies is a long-standing institute for research in the social sciences and related disciplines with special reference to contemporary issues affecting national development.

The Institute presently comprises the following five Research Units:

*Art and Communication Studies Unit*

*Manpower Research Unit*

*Mental Health Research Unit (Community Health Research Unit)*

*Technology and Industry Research Unit*

*Urban Community Research Unit*

Founded in 1938 as the Rhodes-Livingstone Institute, the Institute was incorporated in 1965 within the newly established University of Zambia as the Institute for Social Research. It was enlarged in 1971 to encompass the Centre for African Studies (first established in 1966), and in 1977 to include the Manpower Research Unit (first set up as the Tracer Project in 1971). Under the provision of the University Act (revised 1979), the Institute has been designated as one of the 'common services' of the Federal University.

The Institute's research programme is overseen by a standing committee of the University Senate comprising representatives of the United National Independence Party (UNIP), the Government (GRZ) Departments of Community Development and of Provincial and Local Government, the Zambia Congress of Trade Unions (ZCTU), the Copper Industry Services Bureau (CISB), the National Archives and the heads of all relevant schools, institutes and departments within the University.

The Institute has an establishment of twelve academic posts, including that of the Director. In addition to fully-qualified Research Fellows, the Institute is sometimes able to deploy recent graduates of the University of Zambia sponsored under the Staff Development Fellowship scheme. Visiting researchers sponsored by other institutions whose projects are approved by the Institute are accorded the status of Research Affiliate and work in various degrees of association with the Institute's own research programme.

The Institute has a small campus shared with the University's Rural Development Studies Bureau located about 3 km from the main University campus. The ancillary staff of the Institute includes a small

number of trained research assistants as well as secretarial and administrative staff. The physical amenities of the campus include offices, audio and visual recording and reproduction equipment, vehicles and camping equipment, as well as limited residential accommodation. Researchers at the Institute have access to the Library and Computer Centre of the University's Lusaka Campus.

The Institute publishes a journal twice a year, *African Social Research*, and two annual monograph series, *Zambia Papers* and *Communications of the Institute*, as well as occasional books. In addition, two of the Units issue their own series of limited circulation reports, *Manpower Research Reports* and *Urban Community Reports*.